

PNUD

Rapport Final Janvier 2010

**ETUDE PLURI-DISCIPLINAIRE SUR LES OPPORTUNITES
ECONOMIQUES ET LE MARCHE DU TRAVAIL
BUBANZA, BUJUMBURA RURAL ET CIBITOKÉ**

Par

Lydie Boka

Anicet Havyarimana

Emmanuel Ndagijimana

Consultants

Septembre – Novembre 2009

Cibitoke	5
Résumé exécutif	8
Priorités	10
Introduction	12
1. Justification et contexte de l'étude	12
2. Les programmes nationaux avec les partenaires au développement	13
3. L'approche méthodologique	16
3.1. Analyse documentaire	16
3.2. Visite sur le terrain	16
4. Hypothèses (situation de référence)	18
4.1 Données de base	18
4.2 Ressources financières	18
4.3 Métiers	19
4.4 Associations	20
4.5 Accès au crédit	24
4.6 Commerce	26
5. Les caractéristiques de la zone d'étude	27
5.1 L'agriculture	28
5.2 L'élevage	28
5.3 La pêche	29
6.1 Café	31
6.2 Thé	32
6.3 Huile de palme	33
6.4 Coton	33
6.5 Vivriers	34
6.6 Fruits	35
Pêche	35
Cuirs et peaux	35
Bubanza	37
Bujumbura Rural	71
Bujumbura Rural	73
SITUATION FAMILIALE ET DONNEES PERSONNELLES	73
Cibitoke	102
Le tableau ci-dessous liste les activités en termes de création d'emploi. Les services et le petit artisanat, sans rendre le travailleur riche, permettent à ce dernier d'avoir quasiment immédiatement une activité sans formation particulière ni capital (il est même possible de louer parfois son outil de travail). Le PNUD devra par conséquent en tenir compte.	104
Les réalisations du projet «PBF» dans les trois provinces	129
Recommandations	131
Agriculture et élevage	131
Services	131
Agro-Industrie	131
Plan d'action	132
Microfinance et micro-assurance	132
Fonds d'investissement éthique	132
Bibliographie	135
Liste des personnes rencontrées	136
Annexe 1 – questionnaire	138
Annexe 2 – Projets CAPAD	139

Résumé exécutif

Le présent document propose au PNUD un programme de soutien à des activités génératrices de revenus (AGR) dans les provinces de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura Rural, longtemps délaissées en raison de la crise que le pays a connue jusqu'à une période récente. Ces trois provinces sont également parmi les plus pauvres du pays, nécessitant une approche « pro-pauvre » même si la tentation serait de dire que puisque la majorité est pauvre, tout appui ne peut que toucher les pauvres.

Malgré la présence d'un grand nombre de partenaires au développement dans l'agriculture, l'élevage et les secteurs sociaux, les besoins demeurent immenses. Ceci vaut également pour les infrastructures de base, fortement dégradées par des années de crise.

Les secteurs retenus par la présente étude sont l'agriculture et l'élevage, l'industrie agro-alimentaire, les services et la petite industrie. L'agriculture occupe une place prépondérante dans la vie des Burundais, occupant environ 90% de la population, même si sa contribution au PIB n'est que de l'ordre de 45 % environ. L'agro-industrie a un fort potentiel dans la mesure où elle permet de transformer sur place des matières premières périssables, et de créer, sous certaines conditions, de la valeur ajoutée dans des secteurs porteurs identifiés dans ce rapport (fruits, savonneries). L'apport de l'industrie n'est plus à démontrer, elle crée des emplois et contribue à la richesse par les impôts et taxes collectés au niveau communal et national. La fiscalité représente environ 18% du PIB et ne pourra que bénéficier d'un accroissement de l'activité économique. Les services représentent une alternative valable au secteur primaire, d'autant plus qu'ils font peu appel à la terre. Des secteurs tels que le tourisme permettront de créer des emplois dans des sous-secteurs tels que la restauration, l'artisanat, l'éducation et la formation professionnelle, la sécurité, et les infrastructures. Le renforcement de capacités et la formation sont à n'en pas douter la voie à suivre, voire le préalable dans certains cas, pour fédérer les forces individuelles en présence et créer de la valeur ajoutée.

Concernant les bénéficiaires, le programme ciblera principalement les individus, associations et les entreprises (micro, petites et moyennes) plutôt que le secteur public, à l'exception de certains projets de partenariat public-privé et d'intérêt public impliquant la Commune ou la Province. Une place spéciale est consacrée à la femme, vecteur de développement et aux populations rendues vulnérables par la crise. Certains métiers, décrits dans le présent document, sont principalement féminins et doivent être encouragés car un appui permettrait aux bénéficiaires d'accroître considérablement leurs revenus.

Mais, que vaut un appui direct au secteur privé sans eau, électricité, et infrastructures de base? Le document passe en revue les différentes initiatives des partenaires au développement et pose la problématique de la pérennité d'un appui direct également sans apport de l'Etat. Ce dernier a inscrit le développement du secteur privé dans son agenda, et va libéraliser des filières-clé comme le café et le thé (80% des recettes à l'exportation). Conformément aux objectifs du NEPAD, il a par ailleurs prévu d'augmenter son allocation budgétaire à l'agriculture à 10%, contre environ 2% actuellement. Au niveau macroéconomique, le FMI prévoit, après une croissance de 3,5% en 2009 (et 4,5% en 2008), pour les trois prochaines années une croissance moyenne de 4% au Burundi, à condition que les secteurs clés (café, thé) connaissent une bonne performance et que la situation politique reste stable. Les actions ci-dessus énumérées suffiront-elles pour sortir les populations de la pauvreté? Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que plus

de croissance ne signifie pas obligatoirement moins de pauvreté. Pour tenter d'y répondre, l'équipe a gardé à l'esprit le programme national d'investissement dans les secteurs sociaux et d'infrastructure de base, ainsi que les investissements au niveau communal et provincial avec les partenaires au développement l'eau et l'électricité ainsi que les routes.

Le programme proposé innove tant par la méthode, visant à appuyer directement les bénéficiaires par (i) des actions ne générant pas d'endettement (en plus des soutiens classiques tels que le microcrédit), d'avoir plus de sécurité financière (microassurance), que par (ii) des secteurs nouveaux tels que le tourisme aux côtés de l'agriculture, de l'élevage et la pêche, déjà bien connus de l'ensemble de la communauté des partenaires au développement. Il permet par conséquent au PNUD d'avoir une vraie valeur ajoutée et d'aller plus loin dans son appui en capitalisant sur des actions passées (microcrédits par projet « PBF » par exemple) même si globalement, les bénéficiaires demeurent les mêmes: des populations pauvres et défavorisées, des femmes et des vulnérables.

Il sera exécuté par le biais de trois mécanismes: le renforcement de capacités et la formation des organisations paysannes (OP) et associations, les lignes de crédit (microfinance) et la mise en place d'un fonds éthique d'investissement. Comme services connexes, la micro-assurance pourra être proposée aux bénéficiaires, notamment dans l'agriculture afin de garantir un revenu minimum en cas d'intempérie ou destruction de la récolte. Ceci permettra d'accroître la profondeur du secteur financier. Le PNUD sera également un précurseur dans le domaine au Burundi, les interventions des autres partenaires au développement étant surtout dans les dons ou la microfinance.

Le manque de connaissances minimum en comptabilité et en gestion ainsi que de certains concepts de l'entreprise moderne constitue un handicap majeur que l'accompagnement des OP permettra de combler en partie. En s'inspirant des succès obtenus avec des institutions spécialisées en formation et en microfinance, ainsi que des acquis des financements précédents (« PBF »), les chances de réussite du programme proposé se multiplient. En outre, il est possible de faire appel à des retraités dans le cadre de projets tels que AMSCO¹ (fondé par le PNUD) qui peuvent apporter une expertise dans pratiquement tous les domaines (marketing, production, etc).

En même temps, des lignes de micro-crédit avec des institutions de la place et un fonds éthique d'investissement dans les entreprises les plus proches du secteur formel sont proposées. Le fonds d'investissement éthique visera des associations (de type asbl) ou Très Petites Entreprises (TPE) nouvelles ou existantes, à forte rentabilité projetée. Il permettra en outre aux entreprises d'avoir accès à des financements en fonds propre (capital) plutôt que de la dette, et de bénéficier de conseils. Enfin, le fonds prendra également des participations dans des projets de partenariat public-privé (PPP). A terme, le PNUD, par l'intermédiaire de ce programme, servira de pont entre des investisseurs dans l'éthique et la finance rurale. Les Burundais pourront participer à ces investissements, ce qui permettra de créer et développer à terme un marché de capitaux.

Il est prévu que le projet touche entre 10 et 20% de la population des trois provinces (entre 150.000 et 200.000 personnes) à travers les bénéficiaires directs, soit par la création d'emplois directs et indirects, soit par des prêts et prises de participation. La moitié des bénéficiaires seront des femmes.

1 [Http://www.amsco.org](http://www.amsco.org)

Priorités

Note: R* = Récurrent

SECTEUR	ACTION	CONCRETISATION		MISE EN OEUVRE		GENRE	FRONTIERE
		Début	Fin	PRIVE/ONG	PUBLIC		
AGRICULTURE/PECHE + CONSTRUCTION SERVICES LIES	Appui aux porteurs de projet	Mars 2010	R*	CAPAD		X	X
						X	
	Appui aux pêcheurs Magara	Mars 2010	R	CASOBU			
	Sécheuses et vendeuses poisson	Mars 2010	R	CASOBU /CAPAD		X	X

SERVICES	Gite Rural	Mars 2010	Sept. 2010	P. Faye		X	
	Station thermale Rugombo	Oct. 2010	Oct. 2011		Gouverneur Ministère Eco/Fin	X	Rwanda
	Musée de la Mémoire Rugombo	Oct. 2010	Fév. 2011	Ambassade Allemagne	Gouverneur Cibitoke	X	Congo RDC

ETAPES

SIGNATURE CONVENTION	CONTENU	DATE		
CAPAD	Accord de partenariat définissant les modalités et la cible ainsi que les obligations de chaque partie	Mars 2010		
CASOBU	Accord de partenariat définissant les modalités et la cible ainsi que les obligations de chaque partie	Mars 2010		
GOUVERNEUR RUGOMBO	Accord entre le PNUD, la Province et l'Ambassade d'Allemagne	Octobre 2010		
PATRICE FAYE	Convention d'investissement	Mars 2010		
FONDS D'INVESTISS. ETHIQUE	Activités listées dans le rapport, Fonds à mettre en place avec un gérant (à recruter)	À définir		

Introduction

Entre 1993 et 2005, le Burundi a connu une crise politique majeure se traduisant par la mort d'environ 300.000 personnes, la délocalisation de 1,2 millions de personnes et la détérioration de son tissu économique et social. Le PIB par habitant a chuté à \$83 en 1993, pour remonter à \$110 en 2008/09. Le taux de croissance du PIB s'est situé à 3,8% en moyenne entre 2004 et 2008. Le taux de pauvreté est actuellement estimé à 68%. En dépit d'élections en 2005 qui ont vu l'arrivée d'un président démocratiquement élu, la situation politique est longtemps restée tendue avec des embuscades et attentats, le dernier groupe rebelle n'ayant signé les accords de paix qu'en 2008, et le FLN est devenu le 42ème parti politique le 21 avril 2009.

Après plusieurs années de crise, le Burundi est entré en phase de stabilisation, permettant aux autorités et aux partenaires de développement d'envisager des projets et programmes de réinsertion et de réinstallation dans les trois provinces Ouest, Cibitoke, Bujumbura Rural et Bubanza.

1. Justification et contexte de l'étude

Le Burundi est un pays en développement dont le PIB est composé à 45% de l'agriculture, 20% de l'industrie et 35% des services. L'économie est essentiellement rurale avec plus de 90% de la population dépendant de l'agriculture, qui contribue pour plus de 80% aux recettes à l'exportation (essentiellement le café et le thé). Le secteur des services consiste essentiellement en services publics, avec l'augmentation des dépenses sociales (santé et éducation)..

Les cultures vivrières sont largement auto-consommées et représentent 80% de l'agriculture tandis que l'élevage ne contribue qu'environ 5% du PIB.

Pays à forte densité de population (environ 300 hab/km²) avec 8.038.618 habitants sur 27.834 km², la surface cultivable se réduit chaque année un peu plus avec la pression démographique. Le pays fait face à un certain nombre de contraintes structurelles et conjoncturelles (dont les effets de quinze ans de crise) se traduisant par un faible financement du secteur agricole, qui montre très vite ses limites.

Les provinces de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura Rural ont été particulièrement affectées par la crise puisque, jusqu'à un passé récent (2008), elles étaient classées en phase de sécurité IV selon les normes des Nations Unies. Les accords de paix n'avaient pas permis un retour définitif des populations déplacées et des réfugiés, ce qui explique pourquoi le Plan Stratégique de Consolidation de la Paix n'avait pas pu être totalement mis en œuvre malgré l'exécution de certains projets concernant les femmes, les jeunes, le casernement et la police de proximité.

Afin de pallier la chute des rendements agricoles et la dégradation des conditions générales de vie, le gouvernement du Burundi a identifié des secteurs prioritaires tels que le développement de l'agriculture, la protection de l'environnement et de l'élevage. Il met également en avant les activités génératrices de revenus (AGR). En partenariat avec la communauté internationale, un certain nombre d'actions sont en cours dont le projet

d'appui à la réintégration socio-économique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke dit « P3P ». Il vise notamment la réintégration socio-économique des personnes sinistrées.

L'étude part du constat que la crise a désorganisé les circuits de production et de commercialisation dans les trois provinces concernées. Elle s'insère dans le Volet 3 du projet « P3P » à savoir, « assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles à travers la relance des activités productives et l'entrepreneuriat local ».

2. Les programmes nationaux avec les partenaires au développement

La politique de décentralisation du Gouvernement vise à faire de la Commune le point de départ de l'ensemble des activités pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Le processus de décentralisation connaît des avancées depuis 2005 avec la reconnaissance par l'Etat de la personnalité juridique des collectivités territoriales. Un certain nombre de projets et programmes est en cours avec les partenaires au développement.

Les projets d'appui aux secteurs de l'eau, de l'électricité, des infrastructures de base et de l'assainissement font l'objet d'une approche nationale et doivent être abordés en tant que tels par tout partenaire au développement. En dehors d'actions forcément localisées telles que la collecte d'ordures et l'assainissement, une solution dans l'eau, de l'électricité ou des infrastructures de base dans les trois provinces passe nécessairement par une approche globale.

Liste des financements d'infrastructure de base par les partenaires (hors santé)

	Banque Mondiale	UE	FIDA	Autres
Routes	Routes pavées	X	Traçage de routes rurales	BAD RN5 (Rwanda-Burundi)
Ponts	X			Chine
Voirie urbaine	X			
Lutte contre l'érosion	X			
Drainage et assainissement	X			
Marchés	X		X	
Gares routières	X			
Abattoirs	X		X	
Ecoles, sport	Collège communal à Nyabiraba (Buj. Rural) Ecole maternelle et primaire (Bubanza)			
Eau	X			GTZ

Electricité	Eclairage public	X		BAD
-------------	------------------	---	--	-----

2.1. Les infrastructures de base (eau, électricité, routes, secteurs sociaux):

Le Projet de Travaux Publics et de Création d'Emplois (PTPCE), mis en œuvre depuis 2000 avec la Banque mondiale, a pour objectifs de : (i) accroître l'accès des populations à des services d'infrastructures durables et (ii) générer des emplois à court terme au travers de programmes de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). En phase 2, le PTPCE couvre les communes sur la base de demandes d'investissements formulées. Le projet de développement social va financer 430 sous-projets au niveau communal, et concerne huit provinces dont Bubanza. Les sous-projets éligibles sont les projets inscrits dans les PCDC, en dessous de 120 millions de FBU, et en plus des secteurs susmentionnés, des infrastructures communales : mairie, perception municipale et services techniques.

Electricité

Le déficit énergétique du Burundi, estimé actuellement à 12,9 MW en saison sèche, augmentera à 22 MW dans quelques années en l'absence d'investissements dans le secteur. Les trois provinces de l'étude ne sont pas épargnées par les problèmes d'électricité du pays mais actuellement 85% des communes sont électrifiées. Il convient cependant de noter que ce taux concerne les centres de communes et pas nécessairement les collines, qui connaissent des fortunes diverses. En 2007, Mugina, dans la Province Cibitoke, a été l'une des communes bénéficiant du programme d'électrification concernant 19 communes. L'Union Européenne (UE), la Banque mondiale et d'autres partenaires interviennent dans la fourniture d'électricité. La Banque mondiale finance un projet multisectoriel d'eau, électricité et infrastructure de 50 MUS\$ (2009). Il concerne des unités hydro-électriques avec REGIDESO et 8 petites et micro-unités hydro-électriques avec des ONG. Dans l'immédiat, 29 MUS\$ financeront la réhabilitation prioritaire de projets électriques de 100 et 7-0 KW. Les stations locales de Bubanza et Cibitoke seront concernées par la distribution électrique. Il est également prévu la construction d'une unité électrique à Mpanda (10,4 MW).

Problèmes de couverture d'électricité

Province	Commune
1. Bubanza	Gihanga (couverture partielle dans le centre),
2. Bujumbura Rural	Muhuta, Mutambu
3. Cibitoke	-
Total	3 communes sur 22 ont des problèmes

Rugazi, avec la présence de trois rivières, présente un potentiel de micro-barrage hydroélectrique. Tout projet dans ce domaine requiert cependant une consultation avec le ministère de l'Energie, qui coordonne la politique nationale d'électrification, ainsi que les nombreux bailleurs de fonds énumérés plus haut. Le FIDA a par ailleurs prévu un projet de renforcement de la digue de la rivière Mutimbuzi.

En résumé, si elle est loin d'être parfaite, la situation énergétique des trois provinces connaîtra une amélioration d'ici 2013 avec le programme national d'électricité. Il n'a pas été donné à l'équipe d'évaluer le potentiel énergétique des trois provinces ni des appuis éventuels à apporter, le secteur étant régi au niveau national. Par ailleurs, aucun opérateur (public, semi-public, associatif ou privé) ne nous a approché avec un projet dans le domaine.

Eau et assainissement:

Avec la crise, plusieurs projets d'adduction/extension de réseau d'eau ont été interrompus et certains réseaux ont même fait l'objet de sabotages. Seulement 22% de la population a accès aux infrastructures de base et 90% de la population utilise des latrines. Dans les zones rurales, 55% de la population n'a pas accès à l'eau potable² et 40% de l'eau provient des 22.000 sources et points d'eau améliorés. L'augmentation des taux d'accès afin d'atteindre les ODM – Objectifs de Développement du Millénaire est estimée à \$365 millions pour la période 2009-2012. Depuis la fin de la crise, les projets d'extension de réseau ont repris dans plusieurs communes dont Bubanza et Cibitoke. Le gouvernement³ indique qu'en 2007, la DGHER (Direction générale de l'hydraulique et de l'électricité rurale) a procédé à dix adductions d'eau potable dont 50% dans les trois provinces de l'étude:

- Bubanza: Ruce en Commune Ruzagi, AEP Muyebe en Commune Musigati;
- Bujumbura Rural: Burenza et Gisagara (Commune Mubimbi), et Rugaya en Commune Kanyosha;
- Cibitoke: Mugina en Commune Mugina.

Notre visite sur le terrain a permis non seulement de confirmer ces chiffres mais de constater que les communes visitées ont des points d'eau améliorés à la disposition de la population. La population cotise pour entretenir les tuyaux et équipements et préfinance les réparations avec la Commune.

Santé et éducation

Les dépenses du gouvernement vers l'éducation sont passées de 3,8 à 8% du PIB en 2007, tandis que celles de la santé ont également augmenté. La majorité des bailleurs de fonds, dont des bilatéraux (Japon, Chine) sont présents dans ces secteurs. Le budget 2009 prévoit d'accroître les dépenses vers ces secteurs à 14,8% du PIB.

2.2. Les dépenses pro-pauvres

Elles sont désormais clairement identifiables selon le gouvernement (Budget 2009) qui vise à accroître les allocations budgétaires dans l'éducation et la santé ainsi que la fourniture d'infrastructures de base. Elles ont représenté 52% des dépenses budgétaires en 2007.

2.3. Le secteur privé:

² Gouvernement – Ministre des Ressources en Eau 2 avril 2009

³ Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2008 - CSLP

Il consiste actuellement en 3000 entreprises du secteur formel employant 37.000 personnes et produisant essentiellement pour le marché local⁴. Le gouvernement a entamé un programme de libéralisation de son économie depuis plusieurs années, au terme duquel plusieurs entreprises pararapubliques seront vendues au privé. Fin 2006, leurs dettes représentaient 14% du PIB. Il a par ailleurs adopté en 2008, un cadre de consultation public-privé. Le secteur, appelé à se développer, connaît des difficultés du fait de la taxation multiple, de la petite taille du marché local et, malgré la réforme du Code des Investissements en 2008, beaucoup de chemin reste à faire. L'Etat a adopté, en août 2009, un nouveau Code du Commerce et un Code des Sociétés Privées et Publiques conformes aux normes internationales. Parmi les mesures incitatives, la suppression du régime fiscal complexe pour passer en 2009 à la TVA (0% de taxes pour les matières premières et investissements sous certaines conditions, et 20% sur les produits finis).

2.4. Les transports et la réforme du secteur pétrolier

Les coûts de transport sont élevés au Burundi, pays enclavé, dont l'accès au port maritime le plus proche est de 1200 km. Une réforme du secteur pétrolier est prévue avec la Banque mondiale dans le cadre du projet DARE III (Troisième Don d'Appui Budgétaire et de soutien à la Réforme Economique). Ce projet, qui vise un ajustement quasi-automatique des prix, est à l'échelle nationale et permettra de réduire les coûts de transport y compris dans les trois provinces de l'étude.

La maintenance du réseau routier a brutalement chuté, passant de 11MUSD en 1993 à 1,2 MUSD en 2003. Le gouvernement vise à privatiser toute l'exécution des travaux routiers et favoriser l'émergence de PME dans le secteur de l'entretien des routes.

A Mutambu (Bujumbura Rural) où il faut 1h30 pour faire 34 km, le PTRPC a prévu la réhabilitation des routes. Un certain nombre de financements sont également prévus. C'est ainsi que le FIDA, dans le cadre d'un projet de 45 MUSD concernant 17 provinces ont Bubanza et Cibitoke prévoit le renforcement et l'entretien de routes rurales.

3. L'approche méthodologique

L'équipe, comprenant un consultant international et deux consultants nationaux a procédé à une revue préliminaire de la littérature existante sur l'emploi, les opportunités économiques dans la zone de l'étude, les programmes des bailleurs de fonds, les plans communaux de développement communautaires, de politique et de stratégie du gouvernement.

3.1. Analyse documentaire

Elle a été réalisée à travers la revue et l'analyse de la documentation existante (PCDC et divers rapports dont la liste est fournie en annexe) à l'exception notable des PCDC de Mutimbuzi, Mugongo Manga et Nyabiraba, non disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.

3.2. Visite sur le terrain

L'équipe s'est par la suite rendue sur le terrain du 12 octobre au 19 novembre comme

4 Banque mondiale 2008 – ESRG III

suit:

- Bubanza (du 12 au 22 octobre)
- Bujumbura Rural (du 26 octobre au 09 novembre)
- Cibitoke (du 12 au 20 novembre)

Dans chacune des 22 communes que comptent les trois provinces, l'équipe a collecté des données primaires par une sélection au hasard de ménages et des interviews avec des informateurs-clés (présidents d'associations, etc.), des groupes-focus dans certaines corporations et des enquêtes sur les prix. Elle s'est également entretenue avec les autorités centrales (Gouverneurs et Administrateurs) afin d'en avoir la vision sur les stratégies à développer.

L'équipe a répertorié les différents métiers par marché, artère principale, procédé à des recoupements par interrogatoires auprès des intéressés et confrontation à la littérature existante

- **Interviews avec des opérateurs économiques :** L'équipe a, à l'aide du guide fourni en Annexe 1, interrogé 340 opérateurs économiques du secteur formel et informel. Le questionnaire couvre la situation démographique, la structure du ménage, sa situation, ses biens, l'emploi du chef de famille, les dépenses, etc.
- **Interviews avec des informateurs-clés :** Des informations ont pu être recueillies auprès des représentants de l'administration centrale ainsi que des autorités techniques dans la zone d'intervention. Il s'agit notamment de personnels du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et des Travaux Publics.
- **Interviews communautaires avec la population à la Commune:** L'équipe s'est également entretenue avec des représentants de la population lors de réunions à la Commune dans le cadre de rencontres en focus-groupes. Il s'agit des élus locaux, représentants des jeunes, des femmes, des démobilisés, membres des comités de développement communaux, personnels des DPAAE, représentants des agriculteurs-éleveurs, des artisans, les personnels d'ONGs locales ou internationales.
- **Observation directe :** L'équipe a également porté une attention particulière à l'état physique de la zone concernée, des cultures et activités.

4. Hypothèses (situation de référence)

La zone du Nord-Ouest du Burundi, où se situent les trois provinces, concentre 14% de la population nationale (recensement 2008), et 23.5% de personnes connaissant l'insécurité alimentaire (PAM 2008). Les trois provinces de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura Rural font partie des trois plus pauvres du pays (PAM 2008), avec le taux de prévalence de la pauvreté le plus élevé du pays. Le PAM estime que 10.5% de la population souffrant de l'insécurité alimentaire vit à Bujumbura Rural et 10.5% à Cibitoke.

4.1 Données de base

Les trois provinces sont également surpeuplées, avec 20% des ménages ayant trois voire plus de personnes par chambre, chiffre supérieur à la moyenne nationale de 1,5 (PAM, 2008). Selon les données du PNUD, les trois provinces comptaient en 2008 environ 15.000 vulnérables (démobilisés, rapatriés, déplacés intérieurs, dont 60% à Bujumbura Rural, 23% à Cibitoke et 17% à Bubanza). Cette situation, datant de 2008, n'est bien entendu pas statique et nécessite une mise à jour régulière, la tendance étant à la stabilisation.

Tableau 1 - Données sur la population

Province	Population		Densité hab. /km ²	Ménages	
		% population totale			% population totale
1. Bubanza	348188	4%	360	57.738	4,20%
2. Bujumbura Rural	567050	7%	N/C	109.662	7,90%
5. Cibitoke	226674	3%	N/C	75.102	5,40%
Total	1141912	14%	N/C	242.5	17,50%

Source: Recensement 2008 – Gouvernement

Les trois provinces concentrent 17,5% des ménages du pays. Elles ont une population jeune, avec les personnes de 0 à 25 ans représentant près de 67% dans de nombreuses communes.

4.2 Ressources financières

En termes de recettes communales, Cibitoke est la mieux lotie des trois provinces avec 436.000.000 FBU (2007/2008), suivie de Bujumbura Rural. Aucune des trois provinces n'arrive cependant à financer ses investissements, la majorité des ressources étant engloutie dans les frais de fonctionnement. Les communes de Mpanda (Bubanza) et Mugina (Cibitoke) sont même endettées vis-à-vis des commerçants et entrepreneurs locaux.

Elles ne reçoivent aucun soutien de l'Etat et doivent fonctionner sur ressources propres, d'où la nécessité d'identifier des AGR à mettre en œuvre au niveau communal. Un accroissement de leurs ressources leur permettra de financer des projets locaux comme l'entretien et la réfection de pistes rurales, l'assainissement y compris la collecte des

ordures et des projets municipaux employant la main d'oeuvre locale, comme celui de Bujumbura Mairie avec les femmes chargées de la propreté des rues de la ville.

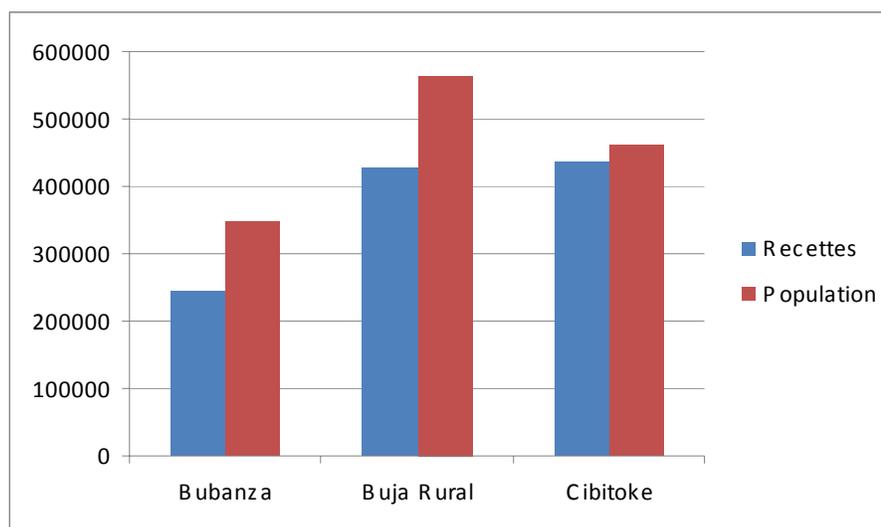


Figure 1 - Recettes et Population (source : PCDC, visites sur le terrain)

Une analyse sectorielle des recettes communales fait ressortir l'agriculture et l'élevage en tête avec environ 55% (y compris les taxes de chargement de vivriers et la bière de banane), les mines, carrières et propriétés foncières à environ 5% et les divers, y compris les services administratifs, à 40%.

4.3 Métiers

Ils sont liés à l'agriculture étant donné la forte dominance du secteur, employant 92% de la population. Une évolution est cependant notée car les services, qui représentent 50% des métiers, tendent à prendre le pas sur les métiers purement agricoles (35% du total) et la petite industrie représente tout de même 15% des métiers. La conclusion que l'on peut en tirer est que les populations innovent et sont prêtes à développer des activités en dehors du secteur purement agricole.

Tableau 2 - Répertoire des métiers

	Agriculture, élevage, pêche	Services	Petite Industrie
1. Agro-pasteur	X		
2. Agro-vendeur	X	X	
3. Manoeuvre	X		
4. Commerçant général	X	X	
5. Agro-brasseur	X		X
6. Agro-exploitant	X		
7. Rechargeur de batterie		X	
8. Taxi-moto ou vélo		X	
9. Vendeur de lait	X	X	

10.	Tailleur		X	
11.	Coiffeur		X	
12.	Soudeur		X	
13.	Boucher		X	
14.	Transporteur de lait/ feuilles ou herbes pour le bétail		X	
15.	Pêcheur	X		
16.	Sécheuse/commerçante de poisson		X	
17.	Savonnerie			X
18.	Carrière de sable/cailloux/construction			X
Total		8	11	3

Certains métiers en outre ont un fort potentiel d'évolution avec une mécanisation. Avec la fin de la crise et les travaux de reconstruction d'écoles, centres de santé, routes et habitations privées, les métiers liés à la construction ont un fort potentiel. Le secteur de la construction représente entre 5 et 6% du PIB et a connu au cours de ces deux dernières années une croissance moyenne de 7% par an..

4.4 Associations

La distinction est importante entre coopératives et associations. En effet, selon Ndendakuriyo⁵, le Burundais privilégie les actions individuelles, se méfiant des coopératives perçues comme un moyen de contrôle mis en place par l'administration coloniale Belge. L'on note 2644 associations dans les trois provinces, représentant 12% des associations nationales, avec une tendance à la hausse.

En outre, les organisations paysannes et organisations de producteurs (OP) reçoivent un soutien accru de bailleurs de fonds (UE – projet Arcane, et bientôt avec la Banque mondiale *Agropastoral productivity and markets development project*), ainsi que de fédérations d'associations telles que le CAPAD, qui renforcent leurs capacités.

Tableau 3 - Associations

Province	Nombre d'associations
Bubanza	1352
Bujumbura Rural	821
Cibitoke	471
Total	2644

5 CURDES - Les Coopératives comme l'un des moyens de développement socio-économique, 1999, Christiane NDENDAKURIYO, page 45

Selon une étude du gouvernement⁶, le nombre d'associations féminines est en forte augmentation au niveau national avec la crise et comprennent la restauration, l'alphabétisation, l'artisanat, l'agriculture et l'élevage. Les organisations suivantes étaient signalées:

- CAFOB « Kora » dans l'élevage de poules
- AVERI, dans l'élevage de lapins et de porcs à Bujumbura Rural
- OPPDEF à Gihanga (Apiculture et cultures vivrières)

D'autres entités, avec une proportion variable de membres féminins, sont appuyées par le CAPAD:

- Coopérative de Mutimbuzi (riz)
- Coopérative d'Isale (cultures maraîchères)
- Coopérative de Mpanda (riz)
- Coopérative de Kanyosha (manioc)

Structures appuyées par CASOBU (Cadre Associatif du Burundi)

- Association de pêcheurs de Magara (ex-réfugiés en Tanzanie) en province de Bubanza, Commune Muhuta
- Association de riziculteurs
- Association de maraîchers

Les trois provinces comptent environ 12% des associations nationales, avec 2.644 groupements.

Les associations qui ont retenu notre attention sont liées à des filières, ont plus de cinq ans d'existence (hormis une d'un an) et sont encadrées par le CAPAD, CASOBU, l'INADES ou toute autre entité spécialisée, structures qui font du renforcement de capacités et aident les associations à se fédérer pour acheter des intrants ou monter des dossiers de financement auprès des partenaires au développement. Nous tenons cependant à souligner que cette liste n'est ni définitive ni exhaustive, le soutien aux bénéficiaires devant se faire à la demande et faisant nécessairement l'objet d'une ré-évaluation au moment où cette demande est soumise.

Associations rencontrées par l'équipe (Octobre/Novembre 2009)

Tableau 4 - Associations rencontrées

	Riz	Vivriers	Pêche	Autres
Bubanza	Terimbere (Mpanda)	Gédéon Basekariyo		Matériaux de construction
				Bambou (Burundi Nature Action) à Musigati
Bujumbura Rural	Lambert Bangurambona	Manioc (Kanyosha)	Coopérative Magara	Nyorosagamba, matériaux de construction (Isale)

⁶ République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage – Cellule de Réalisation de l'Etude de Développement de l'Elevage, Mai 1998

			Menuisiers (Mukike) « Travaillons Ensemble)
	Evariste Niyokindi (Mugongo Manga)		Restauratrices
Cibitoke		Maraîchers	Assopadi (producteurs de céréales)
		Tomates (Floride Niyonizigiye)	Café
		Ananas	
Total	3	5	1
			10

Les critères retenus sont :

- Plus de deux ans d'existence
- Budget, pérennité
- Nombre de membres : 10 ++
- % femmes
- % démobilisés et vulnérables

Les autres critères sont les objectifs visés au-delà de la solidarité ou des mutuelles en cas de maladie. La vision de l'association, sa capacité à se projeter dans l'avenir comptent également. C'est le cas pour Terimbere à Mpanda qui veut passer de la culture et la commercialisation du riz paddy à l'achat d'une décortiqueuse pour pouvoir obtenir le son du riz et se lancer dans l'élevage de bétail. C'est également le cas de l'association de vivriers de M. Gédéon (fédération de 400 membres) qui, au-delà de la production et la commercialisation de vivriers sur Bujumbura et autres provinces, veut acquérir un camion pour réduire ses coûts de transport.

Forces

- Fort mouvement associatif
- Autonomie, n'attend pas d'aide des pouvoirs publics ni des bailleurs de fonds
- Solidité financière
- Pérennité (durée depuis x années).

Faiblesses

- Stagnation due au manque de moyens, mouvements peu évolutif pour cette raison

Opportunités :

- L'appui à des associations ou OP dans le secteur rural est susceptible de toucher de

- nombreux défavorisés car la majorité de la population est pauvre, travaille dans le secteur informel et sans accès au crédit, en plus est jeune (67% a moins de 25 ans).
- Renforcement de capacités par le CAPAD/autre institution
 - Les transporteurs de fourrage pour le bétail (200 personnes à Gihanga) ne sont pas regroupés en association, mais songent à des moyens de moderniser leur profession.

Tableau 5 - Possibilités de financement (liste ni obligatoire, ni exhaustive)

En FBU	Date de création	Budget	Membres	Affiliation
Mpanda – financement de la sous-activité du riz (son)	2003	20.000.000	400 dont 250 femmes	CAPAD
Mutimbuzi – Riz	2003	70.000.000	260 dont 150 femmes	CAPAD
Kanyosha – Manioc	2008	N/C	110 8 associations	CAPAD
Vivriers – Bubanza – Cibitoke – Bujumbura Rural	N/C	N/C	400	CAPAD
Maraichers (Isale)	2003	5.000.000	200 dont 120 femmes	CAPAD
Association herpitologique PIF – Batwa (Musigati)	2000	N/C	50	Aucune
Nikowine – Mabayi	2000	N/C	NC	Financée par UNIFEM
Sangwebane Bimana (Magara)	2006	8 à 10.000.000	64 (10 familles réfugiés et rapatriés de Tanzanie)	CASOBU
Dushigikire Bubwondo (agriculture et petit commerce)	2007	N/C	17 femmes	CASOBU
Munezero (petit commerce, maraichage et riziculture)	2009	N/C	17 (dont 16 femmes)	CASOBU
Dufatane Munda (petit commerce)	2009	N/C	17 (dont 15 femmes)	CASOBU
Association de collecteurs de matériaux de construction (Bubanza)	N/C	N/C	60	Aucune
Nyorosagamba	2006	N/C	100	Aucune

Association d'Isale (gravillons, pavés)				
Association de restauratrices d'Isale	2008	N/C	5	Aucune

Voir en annexe 2 le tableau détaillé des propositions CAPAD

Le réseau CAPAD a été créé en 2003. Ses actions comprennent le plaidoyer pour les organisations paysannes, la mobilisation de fonds et l'identification d'activités génératrices de revenus, pour monter des dossiers de financement auprès des bailleurs de fonds. C'est une confédération d'associations de producteurs comprenant 72 coopératives dans dix provinces et 37 communes.

- 70% de ses membres sont des femmes.
- Les coopératives du CAPAD sont actives dans l'agriculture, l'élevage et l'agribusiness
- Mutuelle de solidarité
- Alphabétisation des membres
- Soutien en gestion
- Agronomes de terrain soutiennent les membres dans le montage de projet
- CAPAD a un partenariat avec le ministère de l'Agriculture
- A piloté des projets de taille moyenne de US \$10 à 15.000 FBU.
- Opportunités : Peut organiser les transporteurs en pôles d'entreprise.

Exemple d'un soutien du CAPAD à une association :

Le CAPAD a fourni 120.000 boutures de manioc à crédit à une association de manioc, d'un montant total de 1.000.000 FBU (dont 840.000 FBU pour les boutures). Ce montant est remboursable après la récolte. Ces boutures n'ont pas suffi à la coopérative qui envisage de multiplier les boutures et augmenter les moyens de production.

4.5 Accès au crédit

Le secteur financier burundais est dominé par les banques commerciales. Les taux se situent autour de 5% pour les dépôts et 16% pour les prêts. Les banques sont un excédent de liquidité mais refusent pour le moment de financer à moyen terme des activités autres que le commerce.

Dans les trois provinces de cette étude, les coopératives, ONG et autres intervenants sont marginalement utilisées pour l'accès au crédit, les ménages ayant accès à des crédits commerciaux ou locaux à taux élevés.

Parmi les 340 personnes interrogées, seulement 2% disaient avoir eu accès au microcrédit. Quelques 10% avaient bénéficié de l'aide de leur famille ou d'amis sous forme de crédit remboursable à long terme. La majorité, 55% s'est autofinancée après avoir vendu des services à des tiers et épargné, tandis que 33% avaient travaillé pour quelqu'un qui par la suite leur avait confié des marchandises. C'est un moyen de contourner les exigences des établissements bancaire ou de microfinance.

La femme ayant moins de moyens que l'homme et étant encore moins susceptible de posséder la terre bénéficiera en priorité de programmes de micro-crédit.

Tableau 6 - Présence sur le terrain des institutions de financement

	BUBANZA	BUJUMBURA RURAL	CIBITOKÉ
CECM – Coopérative d'Épargne et de Crédit	X	X	
WISE – Women's Initiative for Self Empowerment			X
COOPEC	X		X
BCB		X	Rugombo
COSPEC			Toutes les communes, soit 6 agences
INTERBANK	X		X
BCB			X
TOTAL	4	1	11

En termes de présence, les institutions financières semblent avoir privilégié Cibitoke et Bubanza, considérées comme dynamiques. Un facteur déterminant semble être les opportunités que présente le commerce transfrontalier avec le Congo et le Rwanda et l'exploitation de minerais (Mabayi, en province Cibitoke). Un autre facteur semble être celui de la sécurité, ces provinces semblant plus sûres que Bujumbura Rural. L'approche reste encore timide à Bujumbura Rural. WISE n'a pas beaucoup d'interventions à Bujumbura Rural, mais procède par collecte de l'épargne et le nantissement.

Les institutions de microfinance (IMF) sont en fort développement : Les taux se situent entre 8 et 13% (CECM), voire 15,5% (WISE) en octobre 2009. Le taux de recouvrement approche 100% pour l'ensemble des IMF.

Tableau 7 - Pénétration financière

NOM	MEMBRES	ENCOURS*	GUICHET	FINANCEMENT
CECM	30.0000	2.500.000.000	Bubanza	Agriculture, commerce
WISE	N/C	170.000.000		Agriculture (riz), commerce
MUTEC			BUBANZA	Petit commerce, agriculture
COOPEC	N/C	N/C	Bubanza Cibitoke	Agriculture, commerce
COSPEC	N/C	N/C	Murwi Buganda	Agriculture, Commerce

			Mugina Bukinanyana Mabayi Rugombo	
INTERBANK	N/C	N/C	Rugombo Bubanza	Commerce de gros
BCB	N/C	N/C	Cibitoke	Commerce

- Au niveau national.

Leur portefeuille est à 50% dans l'agriculture, y compris la petite transformation comme le décorticage de riz. L'une de ces institutions prête 300 à 400 millions FBU par campagne pour le riz.

La plupart finance tous les secteurs sauf l'habitat car à long terme et coûteux. CECM, COOPEC, COSPEC, MUTEC ont eu une expérience avec un financement PBF à travers UNIFEM ciblé sur les femmes (« Projet Femmes »), notamment dans le séchage de poisson et la transformation de produits agricoles. UNIFEM a financé 600.000 FBU de micro-crédit à onze associations, concernant 60 personnes.

Le prêt moyen (de toutes les institutions interrogées) est de 300.000 FBU. Le prêt maximum est passé de 500.000 FBU en 1995 à 10.000.000 FBU aujourd'hui. Chez COSPEC cependant, le prêt maximum est de 3.000.000 FBU.

Toutes les IMF's ont insisté sur le renforcement de capacités et la formation des futurs emprunteurs dans le cadre de programmes d'épargne et de crédit pour toucher un plus grand nombre de bénéficiaires et leur inculquer la culture de l'épargne avant le crédit.

Conditions d'accès au crédit :

- Cotisation minimum 4 mois (COSPEC) à 6 mois (CECM). L'épargne sert de garantie
- Caution solidaire, avaliseur
- Suivi de l'emprunteur pendant 10 mois, du dépôt jusqu'à la récolte et vente (WISE) : Si la récolte est en juin, le remboursement se fait en septembre.

4.6 Commerce

A l'instar du reste du pays, les paysans des provinces concernées consomment une partie de leur récolte et commercialisent le reste de la production. Ce commerce se fait entre petits producteurs et marchés locaux, ou avec des grossistes venus de la capitale. Enfin, une fédération d'associations de 400 producteurs de Bubanza organise elle-même la commercialisation de ses produits vivriers sur la capitale (marché central de Bujumbura, hôtels et restaurants).

5. Les caractéristiques de la zone d'étude

Les trois provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke ont été jusqu'à une période récente classées en « Catégorie IV » en termes de sécurité, car les hostilités s'y sont poursuivies jusqu'en 2008 dans certaines communes.

En conséquence, les bailleurs de fonds n'ont pas pu déployer d'action significative dans ces zones. L'on assiste cependant, depuis le retour de la paix, à une intensification des interventions, comme suit:

- FIDA (PRDMR II): Dans sa première phase, ce projet a concerné Cibitoke, considéré « grenier traditionnel du pays et en raison de son emplacement stratégique entre le Rwanda et la RDC⁷ ». La deuxième phase financera dès 2010 plusieurs provinces dont Cibitoke pour un montant total de \$25 millions, dans le secteur agricole et non-agricole. Des filières à fort potentiel de croissance et pouvant bénéficier aux femmes seront identifiées, et pourront concerner le café, la banane, le riz, les fruits et produits horticoles. Ce projet vise également à créer des emplois ruraux non-agricoles et financera des lignes de micro-crédit ainsi que des appuis (dont la formation) aux institutions financières pour mieux répondre aux besoins des TPE – Très Petites Entreprises dont des produits financiers innovants pouvant inclure le capital-risque et le leasing.
- PARSE (FIDA): Il concerne Bujumbura Rural en plus de cinq autres provinces et consiste entre autres à distribuer du bétail.
- Le FIDA a financé au total 45 MUSD sur 17 provinces dont Bubanza et Cibitoke pour la réhabilitation des bassins versants, le renforcement des CDC, et le traçage et l'entretien de routes rurales.
- APMDP «*Agropastoral Productivity and Markets Development Project*» de \$43 millions, financé par la Banque mondiale: Il démarrera dès 2010 et inclut Bubanza parmi les dix provinces concernées. Bubanza est gérée depuis Muramvya, qui couvre également Mwaru. Il est prévu que le projet finance 4000 petits projets et touche entre 80.000 et 100.000 paysans. Dans sa première phase, il a renforcé la chaîne de solidarité de la FAO.
- FAO: Son projet de chaîne de solidarité, consistant à distribuer du bétail, a concerné plusieurs provinces dont celles de l'étude.
- UE: Elle est présente dans de nombreux secteurs dont celui des infrastructures où elle finance des routes, notamment la RN5 qui relie le Burundi au Rwanda, et passe par Cibitoke. Ses interventions ont par ailleurs également concerné la relance du secteur du café (Bubanza).
- La BAD: En 2004, elle a financé un projet multisectoriel de réinsertion économique dans plusieurs provinces dont Bujumbura Rural, afin de favoriser une approche HIMO entre autres. Ce projet a concerné 2.500.000 personnes (42% de la population nationale) dont 500.000 environ à Bujumbura Rural. Elle participe également à la réhabilitation de la route Rwanda-Burundi (RN5).
- D'autres projets ont concerné les femmes, les TPE, avec des formations aux bénéficiaires.

7 Document de Projet – Source FIDA

5.1 L'agriculture

La politique nationale du gouvernement est d'accroître la production par l'amélioration des services au secteur et l'optimisation des ressources. A l'instar du reste du pays où 92% de la population dépend du secteur primaire, les trois provinces sont à forte dominance agricole. Selon le PAM (2008), l'agriculture représente 90% de l'activité à Cibitoke, 86% à Bubanza et 79% à Bujumbura Rural.

Les situations diffèrent d'une province à l'autre. Cibitoke représente un tiers de la production nationale de manioc et 23% de la banane, suivie de Mpanda, dans la province Bubanza, qui produit 13% de la banane nationale. Bubanza fournit également 80% du riz du pays.

Il convient par ailleurs de noter que Bubanza sera concernée par un nouveau projet de la Banque mondiale sur la formation des OP, vulgarisation et gestion d'intrants dans le cadre de l'APMDP. De même, Cibitoke est ciblé par le PRDMR dans sa nouvelle version d'un montant de \$25 millions (FIDA), visant à soutenir le développement d'opportunités économiques et accroître la sécurité alimentaire par la multiplication de semences, l'aménagement de marais et la reconstitution du cheptel.

5.2 L'élevage

Suite à la crise, 85% du gros bétail et 90% du petit bétail ont été décimés, les produits sanitaires sont quasiment inexistantes et les éleveurs manquent cruellement d'encadrement suite à la suspension des recrutements de la fonction publique. Les centres vétérinaires ont été détruits, les animaux performants sont pratiquement introuvables et il n'existe pas véritablement d'association d'éleveurs.

Et pourtant, des projets tels que le PTRPC ont distribué des animaux : En février 2008, Kanyosha a ainsi reçu 296 chèvres distribuées à 148 ménages et en mars 2008, cinq (05) vaches laitières du PTRPC. Toujours dans la même commune, 300 ménages ont reçu 900 caprins de la FAO/ODDBU via la DPAE⁸ et le RBP a donné 360 animaux à 160 ménages. Des taurillons ont également été fournis dans plusieurs communes. Le PARSE (FIDA) est présent dans de certaines communes telles que Mugina, où il a diffusé du petit bétail.

Les trois provinces ont chacune des avantages comparatifs. Il est clair que Bubanza (Gihanga) part favori pour le gros bétail, la viande et la filière lait ainsi que la filière cuirs et peaux (4%), suivi de Cibitoke avec 3% des caprins. A Bujumbura Rural, les ovins sont plutôt à privilégier, également pour la filière cuirs et peaux et pour la viande.

	Bovins	Ovins	Caprins
Bubanza	10%	1%	4%
Bujumbura Rural	2%	13%	1%
Cibitoke	1%	%	3%

Tableau 8 - Bétail en % de la production nationale
Source : PCDC, visites sur le terrain Sept.-Nov. 2009

8 Sources : PCDC des communes concernées 2008/2009

La viande locale est produite à raison de 6.000 tonnes par an selon la FAO (2007).

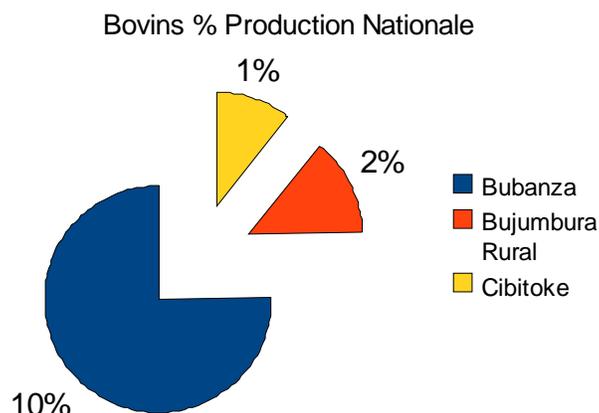


Figure 2 - Bovins % production nationale

5.3 La pêche

Le potentiel de pêche du Lac Tanganyika est 300.000 tonnes, dont 20.000 tonnes pour le Burundi, qui produit actuellement 12.000 tonnes environ par an selon les statistiques de la direction des pêches. La consommation est estimée à 3 kg/hab/an, en deçà de la moyenne africaine de 12 kg/hab/an. L'AVEPOMANBU, association des vendeurs de poissons du marché de Bujumbura, créée en 2000 et qui compte 110 membres, vend entre 2 et 3 tonnes de poissons par jour et est approvisionnée de sources diverses dans tout le pays. Le secteur a pâti de la crise, les derniers pêcheurs industriels s'étant exilés au Congo. La FAO estimait le PIB de la pêche à 1% en 2003 et la population en vivant également à 1% du total.

La pêche ne concerne que la province de Bujumbura Rural, avec trois communes : Muhuta, Kabezi et Bugarama. Les eaux de Bujumbura Rural sont peu profondes, peu poissonneuses et caractérisées par un fort ensablement dû à l'érosion, se traduisant par une pollution. Les pêcheurs sont rarement propriétaires de leurs embarcations, travaillant pour des grands commerçants et des fonctionnaires avec lesquels ils ont conclu un accord leur permettant de conserver entre 10 et 50% de la valeur de la pêche selon les « arrangements ». La grande majorité du poisson (75%) est de la variété « *ndagala* », le « *mukeke* » ne représentant que 10 à 15%. Les données sur les crevettes vendues au marché de Bujumbura ne sont pas disponibles.

La pêche est artisanale et coutumière dans les communes de Bujumbura Rural. Les pêcheurs ont des cataramans (double pirogue) avec ou sans moteurs. Leurs épouses travaillent dans le séchage et le fumage de poissons ainsi que la commercialisation localement ou par des intermédiaires revendeurs.

Les statistiques sur le commerce de poisson séché à Bujumbura Rural ne sont pas disponibles. L'équipe a rencontré quelques associations de vendeurs et vendeuses de poisson séché qui n'ont parlé que de leur production, ce qui ne nous a pas permis d'avoir une vue d'ensemble.

6. Les filières et chaînes de valeur

Cette section présente les forces et faiblesses des différentes spéculations génératrices de devises et recommande une action concertée avec les autorités et les partenaires au développement tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le FIDA entre autres.

L'étude considère comme viables des financements (crédit-campagne, stockage, commercialisation) des produits suivants:

- Le café (un tiers des revenus des paysans dans les zones concernées), qui occupe environ 60.000 personnes dans les zones de l'étude et dont la restructuration du secteur devrait permettre d'accroître le pouvoir des OP;
- Le thé, qui est un produit de niche, après la restructuration de l'OTB;
- L'huile de palme, pour toute initiative visant à mettre aux normes les unités de transformation de la graine de palme;
- Les fruits, pour l'amélioration de la production (même si certains projets de la Banque mondiale concerneront le micro-crédit et les intrants agricoles à Bubanza par exemple) ainsi que toute initiative de transformation sur place (agroindustrie) et commercialisation;
- Les vivriers, qui représentent 25% du PIB du pays;
- Les cuirs et peaux, qui ont un débouché sur l'unique tannerie du pays et créent de la valeur ajoutée.

Les filières « plantes médicinales » (quinquina) et bambou nécessitent des investissements sur le long terme. Bien que le quinquina soit un produit rentable, il nécessite sept (07) ans de culture avant de donner l'écorce. L'équipe n'a pas pu évaluer sur le terrain la quantité actuellement disponible, la production étant arrêtée, ce qui implique que les écorces ne sont pas nécessairement disponibles immédiatement. Concernant le bambou, il nécessite également un replantage dans certaines zones (voir Bujumbura Rural) et une évaluation des quantités de production, afin de déterminer les appuis à apporter (formation en marketing, etc.).

6.1 Café

Cibitoke et Bujumbura Rural produisent du café (arabica), environ entre 15 et 20% de la production nationale, estimée entre 6.000 et 35.000 tonnes selon les années.

Le café contribue 5% au PIB, mais rapporte 60% des devises, étant le premier produit d'exportation du pays. En 2008, les recettes à l'exportation du café ont été de l'ordre de \$59 millions pour 24.000 tonnes. Le café emploie 600.000 personnes et a comme effets induits une injection de 50 milliards sur l'économie locale chaque année. Il représente encore un tiers des revenus des paysans dans les zones caféicoles. Parmi les intervenants, le PRASAB de la Banque mondiale et le BIT qui, en 2007, a identifié le café comme un secteur d'intervention potentiel pour des AGR en raison de son impact sur les revenus des paysans. Le FIDA interviendra peut-être dès 2010 dans le secteur (cf. deuxième phase PRDMM en page 20 de ce rapport),

Le secteur est marqué par une faible productivité (rendements de 200 à 250 grammes par

arbre contre 400 à 450 au Kenya), et des variations cycliques de production. En dépit de réformes permettant la vente directe du café sur la marché international, les prix restent bas. Ceci s'explique en partie par le fait que le système de traitement actuel ne permet pas de développer un café de niche.

Le Gouvernement a approuvé la vente de 117 stations de lavage, avec 25% des parts revenant aux organisations professionnelles et 75% aux entreprises privées. La confédération nationale des associations de caféiculteurs (CNAC) a, en juin 2009, dénoncé l'absence de transparence dans le processus de libéralisation de la filière café. Elle reproche au Comité chargé des réformes d'avoir lancé l'appel d'offres pour l'achat de stations de lavage et de démarchage de café sans tenir compte des avis des différents intervenants dans le secteur. Elle estime par conséquent que ceci constitue un risque.

Selon la banque centrale⁹, la campagne café 2009/2010 enregistrerait une forte baisse de la production par rapport à la précédente suite essentiellement à la cyclicité des caféiers. Selon les estimations de l'OCIBU, le volume des cafés verts s'établirait à moins de 7.000 T, soit une chute de 71,8%. A fin juin 2009, les apports de café Arabica en parche se sont élevés à 4.083 au lieu de 11.125 T, soit un recul de 6.322 T d'une période à l'autre.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apport en devises • Un tiers des revenus des paysans dans les zones caféicoles • Force des organisations paysannes avec la privatisation • Mécanisme de gestion de risque de prix en place à la SOGESTAL 	<p>Faiblesses et contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'encadrement • Mauvaise qualité due au manque d'intrants • Désorganisation des circuits de commercialisation • Incertitudes concernant le traitement de la dette de la SOGESTAL • Prix inférieurs aux moyennes régionales
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Privatisation qui va apporter de nouveaux investisseurs • Approche concertée au niveau national et avec les autres partenaires au développement (BM, CFC Amsterdam, FAO, FIDA). • Microcrédit aux OP pour financer des crédits-campagne et des intrants. 	

6.2 Thé

Cibitoke et Bujumbura Rural sont deux provinces productrices de thé, produit HIMO. Cependant, la visibilité sur le secteur est faible car la filière est en pleine restructuration.

La production nationale cumulée de thé sec en 2007 a été de 6.858 tonnes contre 6131 tonnes en 2006¹⁰. Selon la banque centrale, en juin 2009 la production semestrielle de thé en feuilles vertes a progressé de 4,5% (20.753 contre 19.862 T) d'une période à l'autre en rapport avec la bonne pluviosité. Cet accroissement a été tiré par l'amélioration des

⁹ Ibid, Service des Etudes – Note Trimestrielle Juin 2009

¹⁰ Ministère de l'Agriculture Récoltes 2008

récoltes des complexes de Rwegura (+19,7%.) et d'Ijenda (+3,6%).

Le thé représente 17% des recettes à l'exportation du Burundi, avec \$11 milliards par an. La filière emploie 50.000 personnes dont 7500 travaillant à l'OTB.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit à haute valeur (facile à transporter, produit de niche) 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu de visibilité, filière en pleine restructuration. • Longs délais de cueillette (18 jours contre une moyenne de 10 jours dans la région)
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Filière entièrement gérée par l'OTB 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de marché de niche. • Approche concertée avec d'autres bailleurs de fonds.

6.3 Huile de palme

Le Burundi a produit 12.773 tonnes en 2007 contre 13.771 tonnes en 2006¹¹ et en exporte 70 à 75 tonnes par an selon les données de la banque centrale (2008). Buzanza, Bujumbura Rural et Cibitoke produisent de l'huile de palme dans des quantités non précisées.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débouchés sur l'agro-industrie (savonnerie, alimentation) • Produit de « haute valeur » sur la chaîne 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit cyclique • Mauvaise qualité de l'huile dû au manque d'intrants, ce qui la prive de marchés du savon industriel • Aucune unité aux normes dans les trois provinces • Petits producteurs travaillant de manière anarchique
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monopole d'Etat 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de la production par le financement d'unités agro-industrielles • Libéralisation de la filière • Financement de micro-crédit aux OP.

L'UE, à travers son financement d'une plantation de 1400 ha à Rumonge, va contribuer à l'amélioration de la qualité de l'huile dans le pays et fournir SAVONOR, la première savonnerie du pays.

¹¹ Ministère de l'Agriculture 2008 ibid

6.4 Coton

Le Burundi produit environ 2000 tonnes de coton fibre et n'est pas un exportateur majeur. La filière est en difficulté, la COGERCO – Compagnie nationale de gérance du coton a vu sa production de coton graine chuter de 9000 tonnes à 3000 tonnes de 1993 à 2007 et les surfaces cultivées de 11500 à 5000 ha.

Il est clair qu'un soutien à la filière doit se faire au niveau national et non par des appuis localisés aux cotonculteurs.

6.5 Vivriers

La production nationale est estimée à 3.877.000 tonnes en 2008 contre 3.670.000 tonnes en 2007, soit une progression de 3%. Avec la croissance économique (4%) au cours des trois prochaines années, la demande pour les vivriers augmentera.

Tableau 9 - Production vivrière

Produit	Tonnes	Production province	
		Province	%
Banane	1779000	Bubanza	13.00%
		Cibitoke	23.00%
Mais	1545000		
Patates douces	873663		
Manioc	590000	Cibitoke	30.00%
Légumes	250000		
Haricots secs	205196		
Sorgho	85565		

Source : FAO 2007, Gouvernement 2008

Le tableau ci-dessous détaille les forces et faiblesses de chaque produit :

Tableau 10 - Forces et faiblesses des vivriers

PRODUIT	TONNES	EMPLOIS	FORCES	FAIBLESSES
Banane	1.779.000	N/C	Produit le plus rentable (BM 2008)	Pas de transformation hormis l'alcool de banane
Pomme de terre	N/C	N/C	2ème produit le plus rentable	Produit lourd à transporter, périssable
Manioc	590.000	N/C	3ème produit le plus rentable Transformation (pâte)	Mosaïque,

Riz	43.000	95.000	4ème produit le plus rentable Sous-produit (son)	Peu financé jusqu'à une date récente, à des taux de crédit prohibitifs
Mais	1.545.000	N/C	5ème produit le plus rentable	Produit saisonnier
Haricot sec	205196	N/C	6 ^{ème} produit le plus rentable	Produit saisonnier

Certaines des communes couvertes par cette étude ont un avantage comparatif pour certains de ces produits:

- Gihanga produit 80% du riz produit « HIMO »
- La province de Cibitoke produit 30% du manioc et 23% de la banane,
- Mpanza produit 13% de la banane nationale

6.6 Fruits

Le Burundi produit environ 95.000 tonnes de fruits par an. L'industrie locale n'en absorbe qu'une certaine par an. Le secteur est marqué par une production désorganisée, des coûts de transport élevés et, malgré la qualité de la production et son potentiel pour l'export, les fruits ne sont vendus que sur le marché local. Une transformation locale (fruits séchés) permettra d'en écouler une partie mais il est clair que seule une approche nationale comprenant également des incitations d'investissement et un effort sur le fret aérien permettra de développer la filière. En attendant, le PNUD pourra soutenir des petits producteurs ou vendeurs par le financement de la production et la commercialisation (y compris marketing) de fruits.

Pêche

Le potentiel piscicole du Burundi est estimé à 20.000 tonnes contre quelque 300.000 tonnes pour tout le Lac Tanganyka. Le PIB du secteur est entre 1% et 2%. Trois communes, à savoir, Bugarama, Kabezi et Muhuta (Bujumbura Rural) sont concernées par la pêche.

Forces <ul style="list-style-type: none"> • Produit « pro-pauvre » • Secteur bien organisé • HIMO, le secteur emploierait 35.000 personnes 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> • Pêcheurs dépendant de patrons • Manque de technologie de conservation • Marketing et conditionnement nécessaires pour l'exportation n'existent pas actuellement • Exportations informelles
Contraintes <ul style="list-style-type: none"> • Electricité 	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> • Débouchés sur la transformation (séchage) • Conservation (glace) : un projet du

	<p>FSD – Fonds Social de Développement de la Coopération Française est en cours à Rumonge.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microcrédit à des OP
--	---

Cuir et peaux

Selon les données de la Banque mondiale¹², le Burundi exporte environ 400 tonnes de cuirs et peaux par an, de qualité inférieure, à peine 10% étant transformés en « *Wet Blue* ». La seule tannerie burundaise, AFRITAN, a une capacité d'absorption (achat) de 3800 peaux de chèvres par jour, soit 45.000 peaux par an contre les 800 à 2500 peaux actuelles.

Il existe par conséquent un potentiel de développement de cette filière, développée dans les sections « Bubanza » et « Cibitoke ».

¹² - Ihlem Beghdali, Bernard Harborne, Rompre le cercle vicieux: Une stratégie pour promouvoir la croissance au Burundi (Banque mondiale 2008)

Bubanza

Bubanza a une superficie de 1089 km², soit environ 5% du pays. En termes de vulnérabilité, 60,9% des habitants ont changé de domicile pour des raisons économiques selon le PAM (2008). La principale activité est l'agriculture, avec 95% de la population en dépendant. La province de Bubanza est reliée à la capitale par une route asphaltée en bon état, cependant, les pistes rurales entre différentes localités sont en très mauvais état.

CRENEAUX PORTEURS

L'agro-transformation est en tête des créneaux porteurs, suivie du commerce des produits agricoles de la construction (matériaux, métiers) et de tous les services liés à l'agriculture. En effet, Bubanza produit 80% du riz du pays, 13% de la banane et près de 10% du bétail.

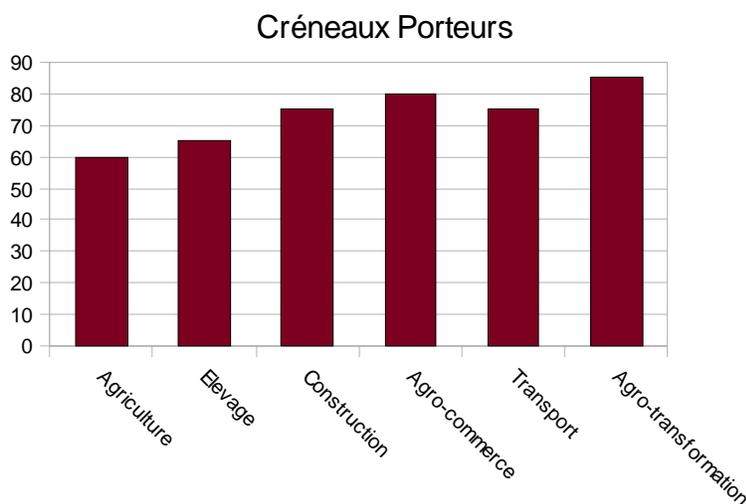


Figure 3 - créneaux porteurs

L'élevage reste rentable pour ses débouchés sur la viande, les produits laitiers et le commerce de peaux. L'agriculture en elle-même arrive en dernière position en raison des aléas climatiques et du manque d'encadrement depuis de nombreuses années en dépit de différents programmes de bailleurs de fonds.

En ce qui concerne les métiers rentables, le décortiqueur de riz, le fabricant de savon ainsi que le commerçant de produits vivriers arrivent à tirer leur épingle du jeu. Un métier à fort développement est celui des collecteurs de peau et des transporteurs (vélo ou moto). Les petits métiers dans les services tels que la coiffure et la couture demeurent des activités de survie, de même que celui d'agriculteur sur un petit lopin de terre de 0,5 ha en moyenne. Il convient de noter que la pluri-activité est fréquente. Les vendeurs de vivriers obtiennent des revenus conséquents quand ils se fédèrent (cf. corps du document).

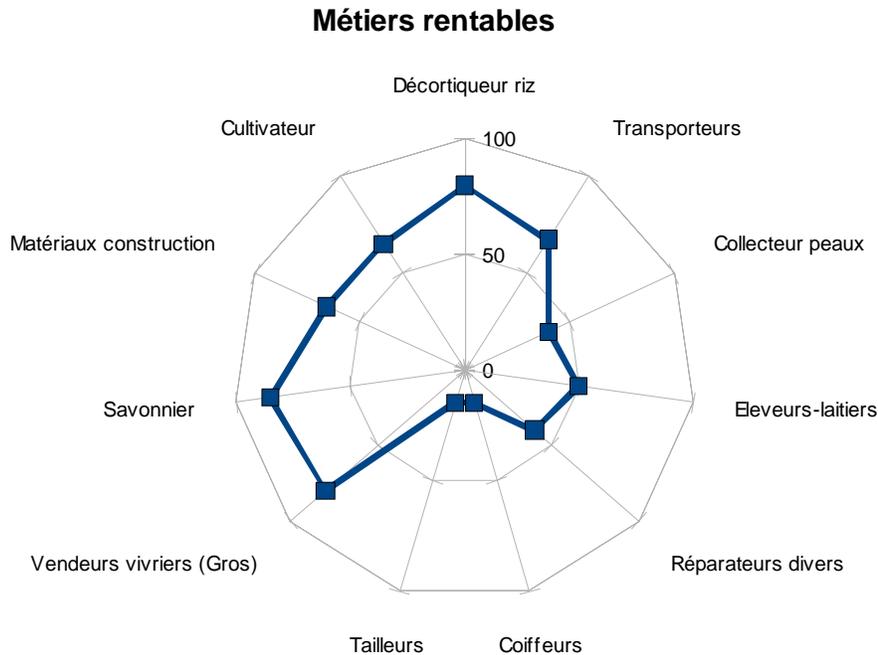


Figure 4 - Métiers rentables

PRIORITES EN TERMES D'EMPLOI

Le tableau ci-dessous liste les priorités en termes d'emploi. Il ressort que certaines activités, pas forcément rentables dans l'immédiat, emploient le plus de personnes. Il s'agit tout d'abord des fabricants et détaillants de matériaux de construction qui, sans formation ni titre foncier, arrivent à être rapidement « en selle ». Les services et petit artisanat, qui de surcroît concernent particulièrement les femmes (vente de fruits et légumes, commerce), sont également créateurs d'emploi. Enfin, le métier de transporteur de fourrage pour le petit bétail présente l'avantage d'être accessible au plus grand nombre, sans formation préalable et sans grand moyens.

Les autres métiers sont plus rentables mais plus individualistes (8 et 9), du fait d'une personne ayant atteint un niveau de développement plus important que les métiers de 1 à 7, soit du fait de l'expérience, d'une aide ou un privilège ou ayant identifié une niche.

La savonnerie de Mpanda crée également des emplois, et se situe au stade où idéalement les activités 1 à 7 mentionnées ci-dessous devraient être. Ses besoins, essentiellement pour une expansion, sont moins prioritaires que ceux des autres activités.

Le projet de gîte touristique Batwa est potentiellement créateur d'une trentaine d'emplois directs par les services d'hôtellerie (restauration, ménage, performance artistique) et une centaine d'emplois indirects dès son démarrage par la construction, puis par l'artisanat, l'utilisation de plantes médicinales et l'entretien d'un musée vivant, générant des revenus pour une communauté estimée à un millier de personnes dans la zone de Musigati. La (re)valorisation de la culture Batwa aura

des effets induits sur le tourisme éthique dans le pays et la sous-région, voire au delà du continent.

	Activités potentielles	Commune	Genre
1.	Fabricant et détaillant en matériaux de construction Gihanga	Bubanza/Gihanga interaction avec Bujumbura Mairie	
2.	Les services et le petit artisanat	Toutes les communes	X
3.	Transporteur de fourrage pour le bétail Mpanda	Mpanda, autres communes	
4.	Vendeuse de produits vivriers	Toutes, interaction avec Bujumbura	X
5.	Filière bétail, cuirs et peaux	Gihanga/Musigati	X
6.	Sous-activité du riz	Bubanza/Gihanga/ Mpanda	X
7.	Maraichers	Mpanda/Musigati/Bubanza	X
8.	Filière viande	Gihanga	
9.	Filière lait	Gihanga	
10.	Filière miel	Musigati	
11.	Gîte touristique Batwa	Musigati	
12.	Agro-Industrie/Savonnerie Mpanda	Mpanda	
13.	Filière avicole	Gihanga/Mpanda	

DONNEES SUR LA POPULATION

Tableau 11

Commune	Population			Nombre d'associations ou groupements	Rapatriés	Déplacés intérieurs
	Totale	Femmes	Poids démog.			
Bubanza	85880	49.05%	25.00%	285	551	3782
Gihanga	53222	49.49%	15.00%	225	331	0
Mpanda	66195	48.37%	19.00%	172	408	1554
Musigati	84281	49.84%	24.00%	322	478	0
Rugazi	58660	49.98%	18.00%	348	360	1351
Total	348238	48.75%	100.00%	1352	1949	7325

Source: PNUD Relèvement Communautaire et troisième recensement - 2008

REVENUS

Ont été interrogées 100 personnes exerçant une activité, dans le secteur formel ou informel, agriculteur ou non. .

La majorité, soit 42%, gagne¹³ moins de 5.000¹⁴ FBU/jour, et plutôt autour de 1000 à 2000 FBU. Il s'agit essentiellement de personnes exerçant les petits métiers comme auto-entrepreneurs (tailleur, coiffeur, réparateur de vélo, taxi-moto, etc..). quelques rares personnes gagnent au dessus de 50.000 (savonnerie).

Les 33% gagnant autour de 15.000 par jour sont des transporteurs à vélo. Les décortiqueurs (opérant des moulins) se situent dans la tranche autour de 20.000 FBU/jour.

Selon les données du PAM (2008)¹⁵, la majorité des travailleurs de Bubanza est employée au service d'autres personnes (35,2% comme manœuvres dans les champs et 26,5% comme employés). Selon les mêmes données, environ 14% travaille dans la commercialisation de produits agricoles tandis que 14% d'autres sont des agriculteurs¹⁶. L'activité agricole est omni-présente malgré cette tendance à une activité orientée vers les services, il ressort de notre enquête qu'une personne sur deux travaille sur une parcelle parallèlement à son activité en commune, qu'elle en soit propriétaire ou non.

Répartition des revenus journaliers

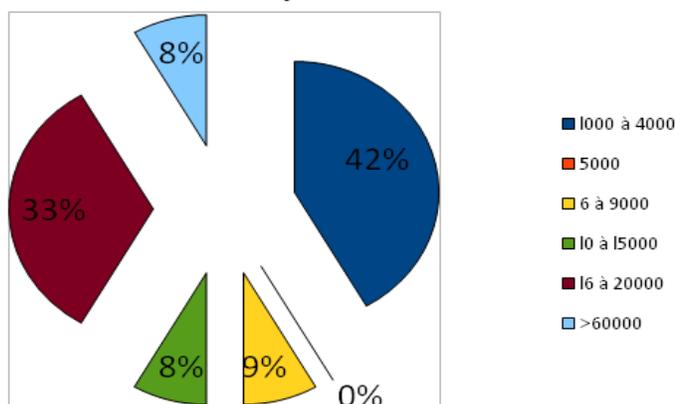


Figure 5 - répartition des revenus journaliers

Le détail des revenus par profession est fourni dans chaque fiche-emploi.

Une personne sur trois a un portable, perçu comme outil de travail, une sur deux (sexe masculin) a un vélo et une sur quatre a une radio. Le PAM indique que Bubanza fait partie des cinq provinces où les ressortissants ont le moins de biens, avec 36% de la population, mesurée par les moyens de locomotion, de production, la terre et le mobilier.

SITUATION FAMILIALE

Les personnes interrogées (toutes en activité) ont plutôt des familles nombreuses, ce qui; au vu de la faiblesse des revenus, pose clairement problème. Les personnes sans enfants sont plutôt de sexe masculin et jeunes (en dessous de 25 ans), à faible revenu. Les femmes tendent à avoir des enfants dès l'âge de 18 ans.

13 Il s'agit de chiffre d'affaires et non de bénéfice.

14 US \$4.2

15 Burundi CFSVA 2008

16 Selon le PAM 88.3% des personnes s'engagent dans l'agriculture pour leur auto-consommation, 7,9% sont dans le commerce de produits agricoles et 69,8% sont des travailleurs à la tâche.

Tableau 12 - Situation familiale

Enfants	0	1 à 2	3 à 5	6 à 10
Gihanga	10%	40%	20%	30%
Rugazi	13%	12%		50%
Musigati		20%	20%	60%
Mpanda		30%	30%	40%
Bubanza	23%	%	31%	46%
Moyenne	9,22%	20,40%	20,15%	45,23%

RECETTES DE LA PROVINCE

La commune de Gihanga est celle qui a le plus de revenus, avec en moyenne 85 millions de FBU par an. L'essentiel de ses ressources provient des métiers de la construction, suivis de près par le secteur agricole, car elle est la première commune de la Province en riz et en bétail. Elle est aussi la moins peuplée avec 14% de la population. Musigati, qui produit le plus de vivriers, n'arrive qu'en troisième position et est la plus étendue (27% de la superficie de la Province) contre 11% à 14% pour les autres communes. C'est la deuxième commune en terme de population (26%), après Bubanza Commune..

Mpanda, qui a les recettes les plus faibles, concentre 15% de la population de la Province. Le tableau ci-dessous suggère que Gihanga, qui a plus de ressources que les autres communes, est plus en mesure de faire face à des projets communautaires impulsés par la Commune ou l'autorité centrale. Il convient cependant de noter que les communes consomment pratiquement tout leur budget, et n'ont pas de capacité d'épargne ou d'investissement.

Recettes municipales par commune

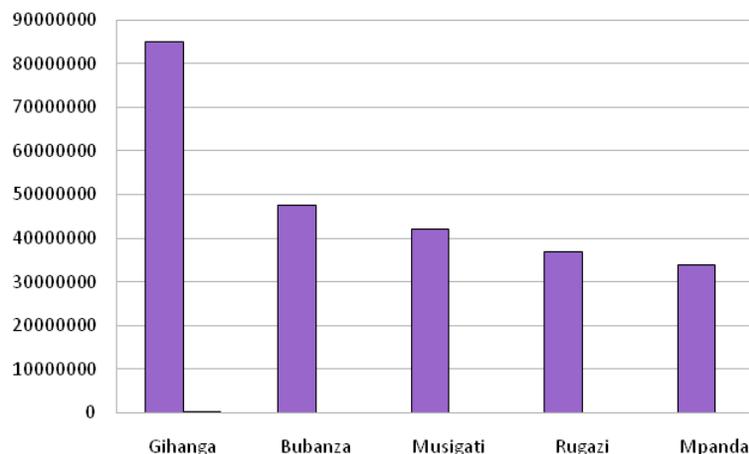


Figure 6 - Recettes municipales par commune

Cela ne signifie pas cependant que des activités initiées directement avec les populations des autres communes n'aient pas de chances de succès. En effet, de nombreux projets

sont financés par les partenaires au développement.

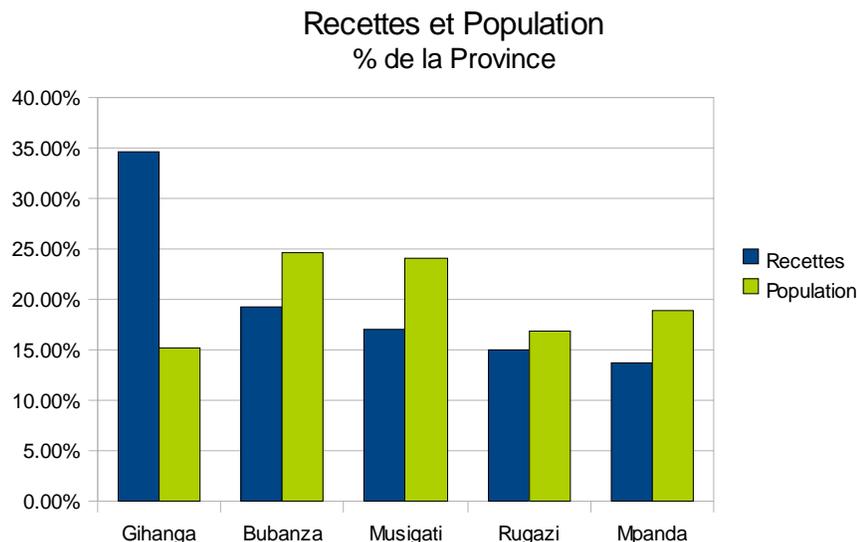


Figure 7 - Recettes municipales et population

Composition sectorielle des ressources

La province de Bubanza tire l'essentiel de ses recettes (37%) de taxes sur les produits agricoles et l'abattage de bétail. Gihanga, première commune en termes de ressources, dérive 32% de ses ressources de l'exploitation de carrières et les métiers liés à la construction, supplantant ainsi l'agriculture, qui fournit 24% de ses ressources. Elle est la première commune productrice de riz (produit considéré comme rentable) et de bétail. Musigati, en tête de production pour tous les vivriers (voir plus loin), n'arrive qu'en troisième position en termes de ressources. Cela suggère la forte valeur ajoutée du secteur de la construction et des services.

Tableau 13 - Composition sectorielle des ressources

	Taxes d'origine agricole	Bétail (abattage, vente, y compris porcins et volaille)	Exploitation sable, argile construction, carrières	Services (motocycles, menuiserie, couture)	Autres (état-civil, administration)
Gihanga	20,00%	4,00%	32,00%	N/C	44,00%
Rugazi	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C
Mpanda	82,00%	9,00%	0,00%	N/C	9,00%
Bubanza	16,00%	9,00%	2,00%	50,00%	23,00%
Musigati	36,00%	12%	0,00%	N/C	52,00%
Moyenne Province	30,00%	7,00%	7,00%	Non-applicable	26,00%

PROJETS DE LA PROVINCE:

- Construction d'un hôpital avec la Chine (en cours à Mpanda)
- Assainissement, extension du réseau de fourniture d'eau potable
- Accroissement de la production animale,

- Encadrement des paysans et éleveurs

**PARTENAIRES ACTIFS DANS LA COMMUNE
SECTEURS PRODUCTIFS**

Tableau 14 - Présence de partenaires au développement

	Bubanza	Gihanga	Mpanda	Musigati	Rugazi	
Banque mondiale	PRASAB Distribution de vaches	PRADECS	PRASAB	PRASAB	PRASAB	
PAM						Food for Work
FAO			X	Semences améliorées		
UE	PREBU	X	X	X	X	
FAO			X			
ISCOS			Chèvres			
APECOS			Petit bétail	X		
ASAVO			Repeuplement cheptel			

Source: Enquête sur le terrain Octobre 2009

ASSOCIATIONS ET AUTRES PARTENAIRES

Nous avons retenu comme partenaires possibles les associations existant depuis au moins trois ans, ayant un budget autonome et se fédérant pour acheter du matériel ou des intrants, et ayant parmi leurs membres des femmes et des populations vulnérables.

Tableau 15

AGRICULTURE	COMMERCE	AUTRES
BUBANZA	Vivriers (400 membres) vendus à Bujumbura	
GIHANGA		Collectif de 3 associations pour l'exploitation de moellon et graviers, depuis 2006
MPANDA	Producteurs de riz 400 membres dont 250 femmes et 20 vulnérables (déplacés, démobilisés), existe depuis 2004	
MUSIGATI		Association Herpitologique - PIF (Patrice Faye) qui travaille avec les Batwa dans le tourisme rural et le miel
RUGAZI	DUKOREMRAMA, Tel. 76262706 Producteurs de café (50 membres) dont chacun a une parcelle, se fédérant pour entretenir la culture. Existe depuis 2006	

Nous avons également porté une attention particulière aux associations ayant une vision sur l'avenir.

ENTITES A RENFORCER (Avec CAPAD/INADES/CASOBU)

- Transporteurs de fourrage (200 personnes)
- Transporteurs de lait
- Réparateurs de radio/vélo/motos
- Vendeurs de vivriers non fédérés en association.

FORCES ET FAIBLESSES DE BUBANZA

<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dynamisme de la population • Main d'œuvre abondante • Production élevée en vivriers et bétail • Ouverture sur l'extérieur et modernisme: 1 travailleur sur 3 a un portable, 1 sur 4 une radio, soit environ 25% de la population. • Accès à la route principale vers la capitale (RN9 – accès Bujumbura, RN6 Musigati) • Nombreuses associations • Cultures abondantes • Matériaux de construction disponibles, vendus à Bujumbura Mairie, forte valeur ajoutée • Programmes avec de nombreux partenaires au développement. • Quelques associations solides. 	<p>CONTRAINTES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse des revenus, • Insécurité financière: Selon le PAM, 60.9% des ménages ont dû déménager pour des raisons économiques. • Pas d'accès au crédit • Routes secondaires en très mauvais état • Extrême dépendance au secteur agricole.
<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forte densité de population • Certaines associations opportunistes (non listées) 	<p>OPPORTUNITES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui aux coupeurs et transporteurs d'herbe (mécanisation et motorisation) • Renforcement de capacités d'associations par le CAPAD ou autre partenaire. • Appui aux petits métiers (coiffeurs, tailleurs, moulins, taxis-motos, revendeurs cartes mobiles) • Petite industrialisation: laiterie, savonnerie, transformation de tomate, • Mines et carrières • Filière maraichers • Filière café • Filière riz • Filière construction (tuilerie, carrières) • Filière cuirs et peaux (formation) • Filière viande (appui aux bouchers) • Apiculture (miel à Musigati) • Filière huile de palme

METIERS RECENSES

Ce travail est une cartographie des métiers existant dans la province au moment de l'enquête et la rédaction de ce rapport (Octobre 2009).

Centres techniques

1. Ecoles techniques en couture, soudure et électricité (chaud-froid), ainsi qu'en maçonnerie (Mpanda).
2. ETM (Gihanga)
3. ETBMM (Bubanza)

Services

1. Bouchers
2. Soudeurs
3. Grossiste de légumes
4. Vendeurs (légumes, poisson, articles divers)
5. Collecteurs de son de riz
6. Restaurateurs
7. Taxi-Moto
8. Vélo-taxi
9. Transporteur de minicar (basé à Bujumbura)
10. Coiffeurs
11. Revendeurs de cartes téléphoniques (U-COM, Africel)
12. Mécanicien
13. Réparateur de montres et de vélo
14. Studio photo
15. Commerces divers dont pharmacies
16. Pâtisseries
17. Revendeur ustensiles de cuisine

Petite manufacture et artisanat

19. Fabricants de tuiles et de briques
20. Couturiers
21. Menuisiers
22. Vanniers
23. Décortiqueurs (riz, manioc)
24. Transformation huile de palme

Agro-industrie

1. Sogestal (séchage et stockage café)
2. Savonnerie

Associations:

- Producteurs de riz
- Bouchers
- Eleveuses de poules
- Eleveurs de bétail

Apiculture: 7292 ruches

Forêt naturelle « la kibira » de 1500 ha

Matières premières (cultures de rente)

Les matières premières de la province sont limitées en quantité, restant marginales avec une production peu organisée et un encadrement faible. La Banque mondiale; à travers ses programmes (PRASAB), fournit déjà un appui pour ces spéculations. Le *Agropastoral productivity and markets development project*, (en voie d'élaboration, qui entrera en vigueur en février 2010), va soutenir les organisations paysannes par des microcrédits, des fournitures d'intrants entre autres. Le *Agropastoral productivity and markets development project* sera de 43 millions de dollars. Les cultures de rente sont traitées en détail dans la section « Filière », avec une approche globale recommandée en coordination avec les autres bailleurs de fonds.

<p>1. Café: Environ 10% de la production nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 153,9 tonnes en moyenne à Mpanda • 3800 tonnes à Musigati • 60.000 emplois (estimations) dans la Province (600.000 emplois à l'échelle nationale¹⁷) • Café sec vendu aux commerçants à Bubanza, cerise vendu aux stations de dépulpage. 		
	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="509 873 873 1360"> <p>Faiblesses et contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volatilité de la production. • Privatisation en cours rendant toute vision à long terme impossible • Usine de transformation à Cogo (Rugazi): Incapacité à servir tous les caféiculteurs dont certains sont obligés de vendre le café ailleurs ; </td> <td data-bbox="873 873 1339 1360"> <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marché de « spécialité » ou niche, labellisation, mais au niveau national. • <i>Agropastoral productivity and markets development project</i> va uniformiser la stratégie des bailleurs de fonds dans le secteur. • CFC – Amsterdam soutient les petits producteurs avec des micro-crédits à BNDE • Micro-crédit pour financer des intrants ou le crédit campagne </td> </tr> </table>	<p>Faiblesses et contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volatilité de la production. • Privatisation en cours rendant toute vision à long terme impossible • Usine de transformation à Cogo (Rugazi): Incapacité à servir tous les caféiculteurs dont certains sont obligés de vendre le café ailleurs ; 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marché de « spécialité » ou niche, labellisation, mais au niveau national. • <i>Agropastoral productivity and markets development project</i> va uniformiser la stratégie des bailleurs de fonds dans le secteur. • CFC – Amsterdam soutient les petits producteurs avec des micro-crédits à BNDE • Micro-crédit pour financer des intrants ou le crédit campagne
<p>Faiblesses et contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volatilité de la production. • Privatisation en cours rendant toute vision à long terme impossible • Usine de transformation à Cogo (Rugazi): Incapacité à servir tous les caféiculteurs dont certains sont obligés de vendre le café ailleurs ; 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marché de « spécialité » ou niche, labellisation, mais au niveau national. • <i>Agropastoral productivity and markets development project</i> va uniformiser la stratégie des bailleurs de fonds dans le secteur. • CFC – Amsterdam soutient les petits producteurs avec des micro-crédits à BNDE • Micro-crédit pour financer des intrants ou le crédit campagne 		
<p>2. Coton (zone de l'Imbo)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 830 tonnes par an à Gihanga en moyenne (coton graine) soit environ le tiers de la production nationale. Cependant, la filière est sinistrée et tout soutien se fera au niveau national. 		
<p>3. Ananas</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une centaine de tonnes à Musigati • Production par des ménages à Bubanza (non quantifié), complément de revenus • Au total 4 à 5000 tonnes au niveau provincial. 		
<p>4. Huile de palme</p>	<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rugazi est la deuxième zone de production après Rumonge • Huile de palme à Muyebe (Musigati) <table border="0"> <tr> <td data-bbox="509 1791 959 1822"> <p>Faiblesses et contraintes</p> </td> <td data-bbox="959 1791 1339 1822"> <p>Opportunités</p> </td> </tr> </table>	<p>Faiblesses et contraintes</p>	<p>Opportunités</p>
<p>Faiblesses et contraintes</p>	<p>Opportunités</p>		

¹⁷ Banque mondiale PRASAB

	<ul style="list-style-type: none"> • Les vieilles palmeraies ne sont pas remplacées et sont peu productives. • Absence de pépinières entraînant une hausse des plants • Faible technologie de transformation des produits et sous-produits • Faible capital pour la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux petits producteurs de concert avec la Banque mondiale et autres partenaires.
5. Canne à sucre	<ul style="list-style-type: none"> • Production faible: 3 à 4 tonnes par an à Gihanga, 300 tonnes à Musigati (sur une production nationale de 1.800.000 tonnes) • Plusieurs ménages à Bubanza (non quantifié). Production vendue localement et à des revendeurs qui l'écoulent sur Bujumbura 	

Sources: PCDC, enquêtes sur le terrain, Octobre 2009

Les fruits

Le Burundi produit environ 98.000 tonnes de fruits par an selon les données de la FAO. La province de Bubanza en produit 5%, soit 5.000 tonnes de fruits par an, mais la production est mal organisée et ne nous a pas été présentée comme une source importante de revenus.

Tonnes	Mandarines	Oranges	Citrons	Papaye	Mangues	Avocats	Total
Bubanza	57	819	718	9	686	448	2737
Mpanda	0	135.2	73	0	53	80	341.2
Musigati	0	47	20	300	9	1445	1821
Gihanga	3	4	078	5	6	7	25
Rugazi	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C
Total	60	1005.2	811	314	754	1980	4924.2

Tableau 16 - Source: PCDC

Les fruits sont traités plus en détail dans la section « Filières ». En outre, une étude « filière fruits » du CFC Amsterdam est en cours et permettra d'identifier des pistes éventuelles de soutien. Néanmoins, les forces et les faiblesses au niveau de la province de Bubanza sont les suivantes en ce qui concerne les fruits.

<p>Forces:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proximité de la capitale pour quatre communes 	<p>Faiblesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Circuit de commercialisation mal connu • Conditionnement faible entraînant des pertes • Pas de transformation
<p>Contraintes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût du transport interne et externe élevé 	<p>Opportunités:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser les producteurs de fruits à forte valeur avec le CAPAD ou CASOBU • Mieux cibler le marché local • Identifier des niches à l'extérieur. • Transformation en fruits séchés

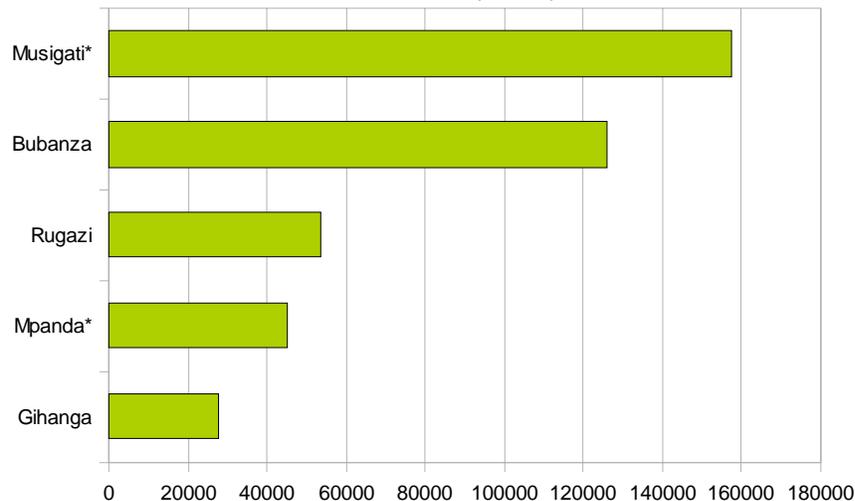
Vivriers

La production totale d'aliments de base est estimée à 409.000 tonnes par an à l'échelle de toute la province. Elle comprend la banane, le manioc, le riz, patates et les haricots. La commune de Musigati est la première pour les aliments de base. (féculents et haricots).

Forces

- Le secteur des vivriers représente environ 25% du PIB (2000, Banque mondiale)
- La demande alimentaire croît de 3 à 5% par an
- La province est bien placée en production de riz (No.1 avec 80% de la production nationale) et de bétail (9,92%).
- Bubanza Province produit 11% des vivriers du Burundi.¹⁸
- Elle est proche de la capitale, ce qui favorise le commerce de vivriers.

Production aliments de base
Tonnes (2008)



Faiblesses:

- Musigati, qui domine la production de toute la province, est paradoxalement celle à l'accès le plus difficile pour écouler les marchandises, étant située à 53 km environ de Bujumbura, sur un tronçon non bitumé, en lacets dans une zone vallonnée.
- Faible valeur ajoutée du secteur des vivriers (les recettes sont faibles par rapport au secteur de la construction par exemple).
- Faible ratio entre le prix et le poids des vivriers, avec comme résultat des circuits de commercialisation très courts. La proximité de la province avec la capitale permet de réduire les risques
- Coûts de transport élevés.

Opportunités:

- L'amélioration des routes entre Musigati et Bubanza permettra d'accroître les

18 Evaluation récolte 2008A, Ministère de l'Agriculture, FAO et PAM, juillet 2009

échanges commerciaux: Un projet serait déjà approuvé pour la réhabilitation de la piste existante.

- Développer de nouvelles activités agro-industrielles (transformation) de base avec des associations telles que le CAPAD. Eviter d'imposer des idées de bailleurs de fonds, il faut que la faisabilité et la demande viennent de la base.
- Soutenir les activités génératrices d'emploi (voir page 39)
- Soutenir les produits rentables (décorticage de riz, stockage, transport de vivriers):
 - La province produit 13% de la banane nationale, produit rentable. Les efforts de production, commercialisation et transformation de ce produit doivent être soutenus, de même que ceux de la pomme de terre, manioc, riz, maïs et haricots (en coordination avec le *Agropastoral productivity and markets development project* et les projets éventuels du FIDA et de la FAO).
 - Le manioc: La province produit 17% du manioc burundais. La FAO soutient ce produit avec pour objectif l'auto-suffisance en manioc en 2008/2009.

Production moy. Tonnes	Bananes	Manioc	Haricot	Mais	Riz	Patates/ p. de terre	Total
Gihanga	287	1020	141	1298	19326	5346	27506
Rugazi	37960	5907	7594	764	220	900	53345
Musigati*	89608	49000	18074	1500	22	1800	157655
Mpanda*	27281	7720	209	939	8636	700	44887
Bubanza	52436	36126	17630	5044	6059	8650	125947
Total	207572	99773	43648	9545	34263	17396	409340
% Production nationale	13%	17%	NC	6%	80%	NC	3760000

Riz de marais - Tableau 17

La FAO¹⁹ fait état de 232.000 tonnes de légumineuses en 2008, sans en donner le détail.

19 ibid

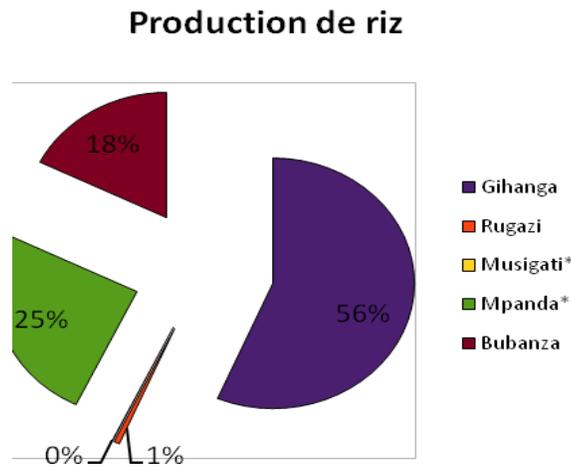
Proposition 1: Sous-activité du riz

Description: Le producteur de riz se rend chez le décortiqueur et lui paie une somme pour décortiquer son riz. Ce dernier garde le son provenant du décortilage de riz et le revend, directement, ou par l'intermédiaire de collecteurs, aux éleveurs.

Le secteur du riz est organisé et donne lieu au système de warrantage ou tierce détention, permettant au planteur de pouvoir obtenir des crédits à court terme gagés par sa production, sur une période moyenne de 5 mois maximum, au taux de 3% par mois.

Besoin exprimé: Des associations de producteurs de riz souhaitent

1. Acquérir leur propre décortiqueuse afin de pouvoir obtenir comme sous-produit le son de riz, vendu par la suite aux éleveurs.
2. Acquérir leur propre moyen de transport et hangar pour mieux commercialiser le riz.



<p>Forces:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La province produit 80% du riz du pays, avec Gihanga en tête, suivie de Mpanda; • Rentabilité de ce produit; forte génération de revenus. • 15 unités de décortilage existent • 12 riziculteurs associés: conservation gratuite, sécurité du stock, gain au décortilage (17FBu/kg) • Hangars appartenant aux structures d'encadrement agricoles destinés essentiellement à l'achat et au stockage du riz paddy • Paiement de taxes 	<p>Faiblesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'encadrement • Manque de financement - Pas de crédit : pas de statuts (à organiser) • Manque de capitaux pour la construction des hangars (location des hangars : 60.000F/mois)
<p>Contraintes</p>	<p>Opportunités:</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Rarement crédit individuel – Coopec ou chez un usurier (si 50.000FBU crédit, remboursement de 100.000FBU) • Fonds importants pour la location des terres (500.000FBU par hectare) • Difficultés d'accès aux engrais chimiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacité par le CAPAD des associations de producteurs de riz. Il comprend 1.352 associations et a 8 antennes provinciales
---	---

Impact attendu:

Etant donné le grand nombre de personnes supposées employées dans le riz et la rentabilité de ce produit, les avantages sont évidents.

Le positionnement du PNUD reste cependant à définir en fonction des actions d'autres partenaires (Banque mondiale avec *Agropastoral productivity and markets development project*) par secteur et zone géographique.

Exemple de partenaire possible:

Association de Bubanza (Gédéon), 400 membres, dont 13 à Mpanda.

Elle a démarré en 2003, cultive le riz (10 tonnes par saison, soit 20 tonnes par an), sélectionne elle même semences et les distribue à ses membres. Elle souhaite accroître la production de riz qui est un produit rentable.

Elle souhaite un point de vente dans les villes pour stocker sa production, ainsi qu'une formation en renforcement de capacité. A déjà bénéficié du soutien de CAPAD.

Proposition 2: Maraichers

La province de Bubanza produit près de 13.000 tonnes de produits maraichers par an. Sa proximité avec la capitale en fait un fournisseur de premier plan.

Description: Les producteurs de légumes de la province ont un représentant à Bujumbura qui négocie des marchés avec les hôtels. Une ou deux fois par semaine, une association de paysans (400 membres) livre à Bujumbura de produits suivants:

- Tomates,
- Oignons
- Aubergines
- Haricots
- Choux

Cette production provient des champs individuels des paysans, qui se regroupent par la suite pour la commercialisation, à travers Gédéon, leur président et représentant en ville. La production vendue suffit à peine à couvrir la demande, et l'association est obligée d'acheter 50% de ses produits chez des non-membres. Ils organisent le transport eux-mêmes sur Bujumbura. Le bénéfice est de 200.000 FBU/jour, qui est réparti par la suite entre les membres.

L'association a identifié le petit pois comme une activité très rentable et va se lancer dans sa production et la commercialisation.

Besoin exprimé:

- Ouvrir des restaurants dans les chantiers (boom de la construction)
- Acquérir les moyens de transport (camion) par un crédit.

Production moyenne de maraichers

Tonnes	Tomate	Aubergine	Oignons rouge	Poivron	Choux	Concombres	Total
Gihanga	15	7	2	5	-	-	28
Mpanda	34	1076	516	652	1331	277	387
Rugazi	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C
Bubanza	-	8220	32	38	86	-	8376
Musigati	552	2300	405	26	478	-	3761
Total	601	11603	955	721	1895	277	12552
Prod. Nat.							232000
% Production nationale	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	5.41%

Sources: PCDCs, FAO (production nationale)

<p>Forces:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proximité de la capitale • Paysans se sont organisés eux-mêmes avec un représentant en ville <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Denrées périssables 	<p>Faiblesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de financement <p>Opportunités:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CAPAD (ou une autre fédération)
---	--

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Coûts de transport• Analyse « SORG²⁰ » démontre que les producteurs subiront des pressions concurrentielles des pays voisins dès 2010 (riz, maïs, blé, haricot)• Coûts de production élevée. | d'associations) peut faire du renforcement de capacité auprès des associations de producteurs de maraichers. |
|---|--|

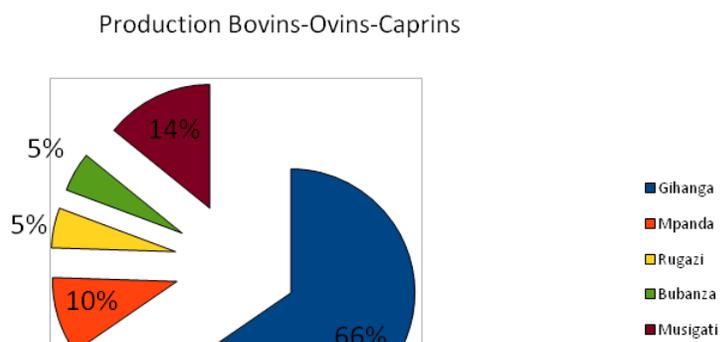
Impact attendu:

A étudier lors de la soumission des dossiers individuels par le CAPAD.

20 Banque mondiale 2008: «Burundi, rompre le cercle vicieux »

Proposition 3- filière bétail, cuirs et peaux

La province produit environ 50.000 bovins ce qui représente 9.92% de la production nationale. Gihanga à elle seule produit 92% des bovins, plus de 40% des caprins et de 50% des volailles, quoiqu'il ne nous a pas été donné de voir de ferme avicole, filière traitée séparément. La filière lait est également traitée séparément.



Description: Appui aux collecteurs de peaux de vaches et de petits ruminants. Le Burundi exporte environ 400 tonnes de peaux par an (contre 1500 tonnes avant la crise), sous forme de peaux séchées et de plus en plus, en « wet blue » (environ 10%, voir la section sur le filière).

- Nombre de personnes: 20 à 30 collecteurs à l'échelle de la province de Bubanza
- Situation familiale: Chefs de famille (hommes) entre 20 et 50 ans, de plusieurs provinces.

Têtes (2007/08)	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins
Gihanga	43778	847	20000	2640
Mpanda	1412	138	8445	2636
Rugazi	1286	805	3064	1007
Bubanza	158	87	4866	2523
Musigati	871	1250	11821	3022
TOTAL	47505	3127	48196	11828
% Production nationale	9,92%	1,07%	4,35%	6,14%

- Organisation de la profession: Ils achètent les peaux chez les bouchers et les livrent à Afritan Bujumbura une à deux fois par semaine pour 1200 FBU la peau (chèvre) et 1600 à 1700 FBU si la peau est salée. Chaque collecteur vend entre 400 et 600 peaux par mois à Afritan, ce qui lui donne un chiffre d'affaire environ 500.000 FBU par mois. A cela il faut retrancher le coût du transport (45.000 FBU/voyage) et les taxes communales.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abondance des peaux: les bouchers abattent 3 à 6 vaches par jour • Gihanga est la première productrice de bétail (bovins, ovins et caprins), avec près de 10% de la production nationale d'ovins (chiffres FAO²¹) • Bouchers organisés en associations 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de statistiques fiables sur la production et la commercialisation • Manque d'organisation de la production • Abattage peu hygiénique, pertes en peaux.
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Durée de la formation : plusieurs mois ONUDI/PNUD • Coût du transport sur Bujumbura • Manque de crédit 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de peaux à Afritan, qui a une capacité d'absorption de 3800 peaux de chèvres par jour • Formation des collecteurs de peau • Evaluer la faisabilité d'un projet de fourniture de peaux de chèvres et de vaches à l'usine AFRITAN à Bujumbura. Actuellement les bouchers de Gihanga vendent leurs peaux à 1500 francs Bu pièce. • Coopération « sud-sud » avec l'Ethiopie (projet ONUDI). • Possibilité de valoriser et maximiser le cash flow de la profession par du micro-crédit.

Impact attendu: Accroissement des revenus des collecteurs, création de valeur ajoutée, la peau passant de US \$1 (1200 FBU) chez le boucher à \$3 en « wet blue », voire \$6 (en fonction du type de produit). En plus, cette activité rapporte des devises.

Sous-Proposition : Filière Viande

Description: Appui aux bouchers afin d'améliorer les conditions d'hygiène et accroître la productivité. Le Burundi a produit 16.000 tonnes de viande en 2005²² et la demande va augmenter avec l'accroissement du revenu par tête.

- Métier masculin à temps complet
- Age moyen: 18 à 50 ans
- Revenus actuels: 20.000 FBU / jour de marché par personne.
- Nombre de personnes: 50 à 100 bouchers
- Poids de la profession (revenus): 200 à 300 milliards FBU

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Demande en hausse (environ 3% par an) • Amélioration du régime alimentaire des 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coûts de démarrage élevés (vache coûte 450.000 FBU) • Manque d'hygiène
--	--

21 FAO – Burundi Poultry Sector October 2008

22 Banque mondiale, ibid

populations <ul style="list-style-type: none"> • La Province produit 9,92% du bétail: utilisation de produits locaux 	
Contraintes <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture irrégulière d'électricité • Définir clairement l'appui dont bénéficient ces populations dans le cadre du PRASAB. A Rugazi, promesse de 350 bovins (38 déjà distribués en 3 – 4 ans). 	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> • Profiter du soutien à la filière « cuirs et peaux » pour renforcer les capacités des bouchers • Formation en découpe de peau (cf plus haut). • Encourager les associations • Formation en hygiène et management.

Impact attendu: Accroissement des revenus des bouchers, amélioration des conditions d'hygiène.

Sous-Proposition: Filière Lait

Description: Des éleveurs dans la commune de Gihanga approvisionnent la capitale en lait tous les jours, en payant des vélo-taxis.

Objectif: Amélioration de la conservation et la transformation du lait.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de produits locaux (lait) • Nouveaux produits et débouchés 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de statistiques fiables sur la production (estimée à 48 millions de litres en 2005) et la commercialisation • Manque d'organisation de la production • Coûts de production trop élevés: Avec l'entrée du Burundi dans la CEA, le lait ougandais sera plus compétitif, à 600 FBU/litre contre 800 FBU/l pour le lait burundais, à moins que celui-ci ne soit classé comme produit sensible. • Importations de lait supérieures à celles de viande (62% des importations des produits d'origine animale)²³
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procédures compliquées pour acheter du lait à Bujumbura: il faut faire un rendez-vous téléphonique. • Entrée du Burundi dans l'EAC en 2010, ce qui comporte un risque avec le lait d'Ouganda • Peu de débouchés sur l'export, donc peu d'entrées de devises 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les créneaux sur la capitale • Voir auprès des autorités si le lait est « produit sensible ». • Consulter au préalable le CAPAD qui a fait une étude détaillée de rentabilité et semble avoir conclu que les coûts de production sont trop élevés.

Impact attendu: Amélioration de l'approvisionnement en lait, création d'emplois et de nouveaux débouchés.

²³ Banque mondiale, ibid

Proposition 4: Filière avicole

D'après les PCDC, la province aurait un total de 65.330 volailles. Les chiffres de la FAO²⁴ sont plus modestes à 45.731 têtes, mais permettent de penser que la production de la province se situe entre 4 et 5% de la production nationale.

	PCDC	FAO
Gihanga	35000	
Mpanda	14819	
Rugazi	5920	
Bubanza	3555	
Musigati	6036	
Total	65330	45731
Prod. Nation.	1118700	1118700
% Prod. Nat.	5.84%	4.09%

Notre visite sur le terrain n'a pas permis de voir des fermes modernes assurant l'approvisionnement de marchés de manière structurée. Par contre, il est communément admis que plusieurs ménages ont une à deux poules.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût faible de démarrage, à partir d'autres programmes de bailleurs de fonds (dons d'animaux) • Peu de formation nécessaire • Génération rapide de revenus • Production de « manure » et engrais naturel • Métier « pro-genre » : hommes et femmes 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de connaissance sur les espèces (pondeuses/reproducteurs?) • Manque de statistiques fiables sur la production et la commercialisation • Manque d'organisation de la production • Litiges dus au vagabondage des poules dans les plantations des voisins • Coûts de production élevés (nourriture)
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viande de poulet arrive en 4ème position après le bœuf, la chèvre et le porc • Demande: Aucun des interviewés n'a formulé le souhait de se lancer dans cette activité, hormis une association de veuves à Gihanga. 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les créneaux sur la capitale • Formation pour fabrication de manure.

Impact attendu: Peut-être une activité de démarrage dans la vie pour des enfants-soldats ou de démarrage pour des démobilisés ou des veuves. Opportunités dans la fabrication de manure organique, formation nécessaire.

²⁴ FAO ibid

Proposition 5: Filière miel

D'après les PCDC, la province aurait un total de 7200 ruches, dont 4335 à Musigati. Notre visite sur le terrain n'a pas permis les voir.

Forces <ul style="list-style-type: none">• Coût faible de démarrage• Peu de formation nécessaire• Activité exercée par la minorité Batwa	Faiblesses <ul style="list-style-type: none">• Manque de statistiques fiables sur la production et la commercialisation• Manque d'organisation de la production
Contraintes <ul style="list-style-type: none">• Aucune demande exprimée• Marketing: Miel difficile à trouver sur le marché à Bujumbura	Opportunités <ul style="list-style-type: none">• Identifier les créneaux sur la capitale• Projet de Patrice Faye, financé par le FSD (Coopération française), associant les Batwa pour la production de miel conditionnée dans des pots en terre (Musigati). Contact : Association AHEB.

Impact attendu: Modernisation de la production, création d'emplois.

Proposition 6: Gite touristique Batwa

Description: Village touristique Batwa dans la commune de Musigati.

Il existe une communauté de Batwa Abalima d'environ 1000 personnes dans la zone de Musigati. Ils sont encadrés depuis de nombreuses années par l'association herpétologique de Patrice Faye pour la production de miel, la conservation de la forêt et l'accueil de touristes. Ce dernier souhaite mettre en place (comme dans une autre localité non couverte par le projet) un gite rural employant les Batwa et autres communautés, créant ainsi une centaine d'emplois directs et indirect.

Il s'agit ici de financer cinq (05) gites ruraux (cases et cabanes en bois sur pilotis) d'apparence rustique mais avec tout le confort moderne (eau chaude, toilettes, douches) et avec un restaurant. Les touristes découvriront au cours de séjours de 2 à 3 jours la culture Batwa (à travers des danses) ainsi que l'artisanat local. Il est également prévu de créer un musée vivant avec des animaux sauvages et de faire découvrir les plantes rares locales aux visiteurs.

Ce financement se ferait par une prise de participation du PNUD dans le capital de l'entreprise, avec rétrocession des parts à des investisseurs locaux ou étrangers après quelques années

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Originalité• Emplois pour une communauté peu connue• Avoir fait du porteur du projet, expérimenté en la matière• Marché du tourisme culturel porteur• Main d'œuvre abondante• Faible coût de fabrication (\$10.000 à \$15.000 le bungalow)• Utilisation de matériaux locaux• Investissement éthique pour des investisseurs occidentaux grâce à la caution morale du PNUD• Rentabilité estimée à 20%• L'association AHEB a mené un projet similaire dans une autre province.	<ul style="list-style-type: none">• Promotion coûteuse de la destination Burundi pour ouvrir le marché à des touristes internationaux• Dépendance d'un seul individu (Patrice Faye) : contourner cette difficulté par la formation d'un adjoint qui va gérer le gite en l'absence du promoteur principal• Engagement du PNUD pour 5 ans• Assurer la pérennité de l'affaire au-delà des cinq premières années du projet.• Encadrement nécessaire des Batwa notamment en gestion.

Contraintes

- électricité

Opportunités

- encadrement des Batwa par l'association herpétologique Patrice Faye
- investissement éthique depuis l'Europe et les États-Unis en devises
- le PNUD multiplie son impact dans le développement et la finance

Impact attendu:

Création d'emplois dans un secteur porteur, entrée de devises : Chiffre d'affaire de \$50.000 AN1

Coût d'investissement initial en dollars US

Bâtiments	60000
Aménagement	20000
FDR 3 mois	7620
Imprévus	4381
	92001

Proposition 7:
Les services et le petit artisanat

Les petits métiers, nés de la crise ou non, foisonnent dans la province. Il s'agit de

- petits coiffeurs,
- tailleurs,
- vendeurs
- soudeurs,
- cordonniers,
- réparateurs de vélo,
- taxi-motos,
- transporteurs de nourriture pour le bétail
- fabricants de tuile et matériaux de construction.

L'âge moyen de la profession est de 25 ans, le revenu est faible (20 à 30.000 FBU/mois) et pratiquement entièrement englouti dans le loyer et la nourriture. L'auto-entrepreneur emploie rarement des employés, mais se met parfois en association (coiffeurs, menuisiers). La profession évolue peu du fait du manque d'investissement pour accroître l'affaire.

Les artisans paient des taxes municipales et sont en mesure de se prendre en charge. Ces activités sont en lien direct avec l'économie provinciale, et nationale, mais il faudrait que les artisans se fédèrent plus pour réaliser des économies d'échelle notamment pour l'achat d'intrants.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage rapide, sur le tas • Faible capital de démarrage (possibilité de louer le bien de production ou prendre des marchandises à crédit une fois que l'on a établi une relation de confiance) • Capacité de se prendre en charge rapidement • Vendeuses: pro-femmes 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu d'évolution, risque de végéter • Faibles revenus dégagés • Métier de subsistance;
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Excellente santé physique requise, mettant à l'écart toute personne faible physiquement ou âgée. 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Motorisation de la profession de transporteur de nourriture de bétail • Formation et renforcement de capacité avec le CAPAD • Possibilité de sécurisation et valorisation des revenus par la micro-assurance.

Transporteur de fourrage pour le bétail

Description: Fauchage et transport d'herbes pour nourrir le bétail. Activité exercée par environ 200 personnes entre Mpanda et Bujumbura. C'est un métier masculin.

- Age: hommes entre 18 et 40 ans,
- Démobilisés: 20%
- Situation familiale: 40% ont entre 1 et deux enfants, 50% entre trois et cinq enfants, 10% ont plus de six enfants.
- Revenus: entre 2000 et 5.000 FBU par voyage, soit entre 10 et 15.000 FBU/jour ou 300.000 FBU/mois
- Organisation de la profession: Lever à 5h du matin, aller chercher les herbes à 10km, payer 2000 FBU au propriétaire du champ. Le métier s'apprend sur le tas et ne nécessite que la bicyclette (que l'on peut louer) et... une bonne santé!

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage sur le tas, pas besoin de formation • Faible capital de démarrage • Paie des taxes municipales 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précarité (10 à 15000 FBU/jour) si ça marche • Métier vite saturé? Il faut apprécier le marché du bétail dans plus de détails • Métier exclusivement masculin • Saisonnalité de l'activité?
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès aux herbes (payant) • Distance (8 à 10 km à chaque voyage) • Pièces de rechange de vélo chères • Taxes communales à chaque fois qu'ils traversent une commune 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microcrédit pour achat de vélo (60.000 FBU) rapidement amorti • Microcrédit pour motoriser la profession et gagner 20.000 FBU par voyage (attelage à une charrette)

Opportunité économique:

- Recettes municipales de 20 à 30 millions de FBU/an
- Salaires de 700 à 800 millions FBU dans la zone, se traduisant par une injection de 1 à 2 milliards de FBU dans l'économie locale chaque année, et un coup de fouet à la consommation locale.

Agro-industrie (Savonnerie)

La seule savonnerie traditionnelle de Mpanda produit actuellement 240 savons par jour, pour un chiffre d'affaires de 24.000 à 30.000 FBU/jour, ce qui constitue un niveau élevé comparé à la moyenne provinciale.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage rapide • Création d'emplois • Utilisation de matières premières locales (huile de palme) • Paiement de taxes municipales et d'impôts sur le bénéfice 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise connaissance du marché: La production sera-t-elle écoulee si elle augmente?
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capital de démarrage lourd, de 300 à 400.000 FBU • Équipement nécessaire (table à couper, machines) 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition de micro-crédit pour qui le souhaite, à condition de bien connaître son marché • Exportation vers les autres régions?

Impact attendu: Opportunité économique évidente en taxes et impôts ainsi que la création d'emplois.

Vendeuse de produits vivriers au marché légumes, céréales

- **Description: Activité d'appoint de la femme pour compléter les revenus de son mari et faire face aux dépenses de la famille.**
- Age: Entre 18 et 60 ans.
- Revenus: Entre 1000 et 1500 FBU/jour, soit 30.000 à 45.000 FBU par mois.
- Nombre de personnes: 200 à 300 vendeuses de légumes à l'échelle de la province de Bubanza
- Situation familiale: 20% ont moins de 2 enfants, 35% ont 3 à 5 enfants et 45% ont plus de 6 enfants
- Organisation de la profession: Elles achètent les produits chez les paysans voisins ou chez des grossistes de Bujumbura une à deux fois par semaine.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Métier pour les femmes et les hommes • Faible capital de démarrage 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précarité • Faiblesse des revenus entièrement engloutis dans les dépenses familiales • Denrées périssables mal conservées
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Métier peu évolutif tant que les vendeuses ne se regroupent pas. 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microcrédit • Encourager les coopératives • Renforcement de capacités avec CAPAD pour trouver plus de débouchés.

Impact attendu: Amélioration de revenus pour la profession notamment les femmes.

Fabricant et détaillant en matériaux de construction

- **Description: Activité d'appoint de l'homme pour compléter les revenus du ménage. L'on distingue:**
 - les fabricants de tuile et
 - les fournisseurs de matériaux de construction. Parfois ils font les deux
- Age: Entre 18 et 50 ans
- Revenus: Entre 5.000 et 7.000 FBU/camion, soit 30.000 FBU par jour si ça marche bien. Le camion rendu à Bujumbura « paie » trois fois plus cher qu'à Rugazi (25.000 FBU).
- Nombre de personnes: 60 personnes à Gihanga, 200 environ à l'échelle de la province de Bubanza
- Situation familiale: 30% ont moins de 2 enfants, 30% ont 3 à 5 enfants et 40% ont plus de 6 enfants

Organisation de la profession: Association reconnue d'une soixantaine de jeunes à Gihanga qui collecte les pierres, ramasse le sable dans le lit de la rivière. Elle contribue par ailleurs au reboisement.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faible capital de démarrage • Abondance des matières premières • Rapidité de démarrage (spontané, sans appui) • HIMO: travailleurs payés 8 à 10.000 FBU • Paiement de taxes communales, contribution à l'économie 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse des revenus entièrement engloutis dans les dépenses familiales • Activité exclusivement masculine
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès • Transport 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microcrédit pour accroître la production et acheter des moyens de transport du sable et autres matériaux • Encourager les coopératives • Renforcement de capacités.

Impact attendu: Amélioration de revenus, professionnalisation du secteur.

ANNEXE - RESULTATS DE COLLECTE D'INFORMATIONS SUR LE TERRAIN

a) Durée l'activité

	Moins d'un an	Un à 5 ans	Dix à 20 ans
%	5,00%	60,00%	35,00%

Note:

b)Qualité: La majorité des personnes interrogées est dans la catégorie « auto-entrepreneur »

	Auto-entrepreneur	Salarié	Employeur
%	90,00%	5,00%	5,00%

.c) Sources de financement

	Auto-financement	Crédit amis/famille/employeur	Microfinance
%	50,00%	40,00%	10%

Capital de démarrage

	<50.000	50-100.000	200.000>
%	0,00%	80,00%	20,00%

d) REVENUS DE L'ACTIVITE

Recettes journalières	<5000	10-15000	20.000	30.000	40.000	50.000
Boucher			X			
Tailleur	X					
Coiffeur	X					
Transporteur lait/vélo- taxi	X					
Moto taxi		X				
Transporteur herbes		X				
Savonnerie						X
Décortiqueur riz		X				
Vendeur poisson			X			
Collecteur peaux	X					
Vendeuse haricot	X					
Farine de manioc	X					
Vendeuse de Riz	X					
Vendeuse Huile de palme	X					
Vendeuse de Tomates	X					
Cultivateur café	X					
Gardien salarié	X					
Fabricant tuiles	X					
Textile et habillement		X				
Revendeur cartes portable	X					
%	65%	20%	10%			5%

NB: Il s'agit du chiffre d'affaires et non pas du bénéfice.

Bujumbura Rural

Elle compte 11 communes, à savoir, Bugarama, Mubimbi, Isale, Muhuta, Mutambu, Mukike, Kanyosha, Mutimbuzi, Mugongomanga, Nyabiraba, Bujumbura Province. Sa population représente 7% de celle du pays, et 7,9% des ménages du pays. Quatre-vingt pour cent de la population dépend de l'agriculture. Trois communes de Bujumbura Rural dépendent de la pêche : Il s'agit de Bugarama, Kabezi et Muhuta.

DONNEES SUR LA POPULATION

	Population	Poids démog.
Muhuta	62255	
Isare	81502	
Bugurama	31257	
Mubimbi	43191	
Mutambu	42617	
Kabezi	51084	
Kanyosha	78564	
Mugongo	29158	
Mutimbuzi	69037	
Nyabiraba	51317	
Mukike	25088	
Total	565070	7.00%

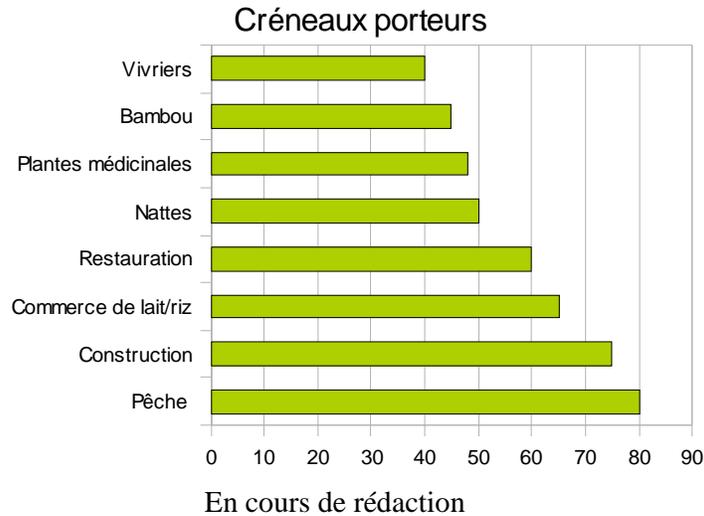
Source: Troisième Recensement, 2008

Tableau 18 - Données générales sur la population et les associations

Commune	Nombre d'associations Ou groupements	Rapatriés	Déplacés (ménages)
Bugarama	87	700	0
Isale	69	12	155
Kabezi	58	158	198
Kanyosha	16	11	0
Mubimbi	107	0	6
Muhuta	57	250	250
Mugongomanga	71	0	23
Mukike	68	2	220
Mutambu	46	0	0
Mutimbuzi	136	100	0
Nyabiraba	106	0	230

Source: PNUD 2009

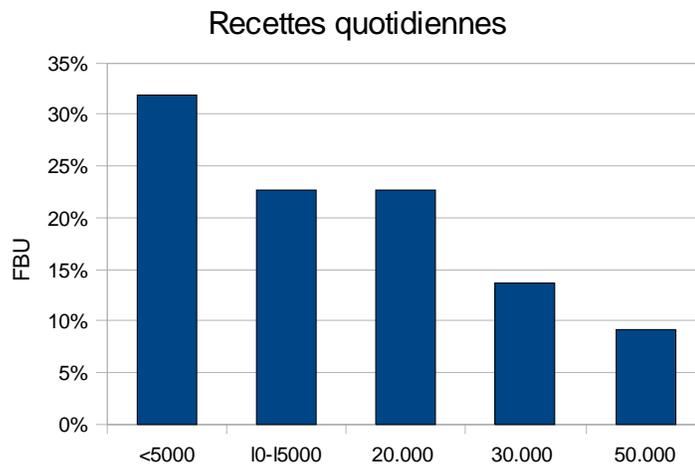
CRENEAUX PORTEURS



REVENUS

Ont été interrogées 184 personnes exerçant une activité, dans le secteur formel ou informel, agriculteur ou non..

Il ressort que la majorité, soit près de 32% gagne moins de 5000 FBU/jour. Il est cependant intéressant de noter que près de 45% gagne entre 10.000 et 20.000 FBU/jour (en chiffre d'affaire et non en bénéfice). Ceci suggère que malgré les difficultés, les personnes ayant une occupation arrivent à avoir un certain cash flow qui, bien encadré dans des financements appropriés, peut leur procurer une flexibilité financière. Les activités permettant d'obtenir des gains élevés sont la pêche, la restauration et le commerce (en fonction de la taille et du produit).



Source: Enquête Novembre 2009

Selon les données du PAM (2008)²⁵, la majorité des travailleurs de Bujumbura Rural, soit 79.6%, est engagée dans l'agriculture (nourriture), tandis que 54,2% est employée comme

²⁵ Burundi CFSVA 2008

manœuvre à la tâche et 21,7% est dans le commerce de produits agricoles.

Le détail des revenus par profession est fourni dans chaque fiche-emploi.

ACTIVITES PRIORITAIRES POUR L'EMPLOI

La vente de vivriers, métier essentiellement féminin, est rapidement accessible au plus grand nombre, sans formation, et avec juste un petit capital. A cela s'ajoutent tous les métiers de service et le petit artisanat, ainsi que le séchage de poisson.

La filière avicole qui pourrait créer non seulement des emplois mais des revenus pour les femmes est encore embryonnaire et artisanale. Le bambou et le quinquina sont à encourager mais n'ayant pas encore démarré, ces activités ne peuvent générer de revenus ni d'emplois à l'heure actuelle. Elles s'inscrivent dans le développement durable.

Bujumbura Rural

	Activités potentielles	Commune /Frontières	Genre
1.	Vendeur de vivriers	Toutes les communes	X
2.	Les services et le petit artisanat		X
3.	La pêche	Plage de Magara (Muhuta)	
4.	Séchage et vente de poisson	Muhuta	X
5.	Restauration	Kanyosha/Mutimbuzi, autres	X
6.	Filière bétail, cuirs et peaux	Mugongo Manga/ Mukike, Kanyosha	
7.	Filière viande	Presque toutes les communes	
8.	Rechargeur de batterie	Mutambu, Mukike	
9.	Taxi-moto/transporteur de tête	Mutambu	
10.	Fabricant de nattes	Mugongo Manga	
11.	Collecteur de matériaux de construction	Isalé, Kanyosha	
12.	Sous-activité du riz	Kanyosha	X
13.	Filière avicole	Toutes les communes	X
14.	Le bambou	Mutambu	
15.	Le quinquina	Mukike	

SITUATION FAMILIALE ET DONNEES PERSONNELLES

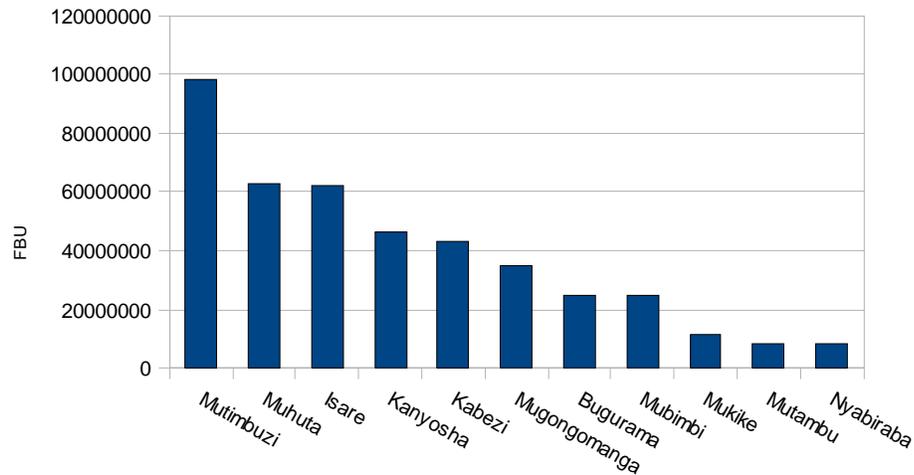
Les personnes interrogées, toutes en activité, ont une moyenne d'âge de 34 ans. La majorité, soit près de 40%, a entre six et dix enfants.

Enfants	0	1 à 2	3 à 5	6 à 10
Moyenne	12%	23%	27%	39%

RECETTES DE LA PROVINCE

Selon les autorités²⁶, cinq communes seulement sur les onze que compte la province, affichent un bilan satisfaisant (sans détail): Mutimbuzi, Muhuta, Mutambu, Mugongomanga et Nyabiraba. Selon notre enquête, les premières communes en termes de ressources sont Mutimbuzi, Muhuta, Isale, Kanyosha et Kabezi.

Recettes Communes 2008



Sources: PCDC, Visites sur le terrain

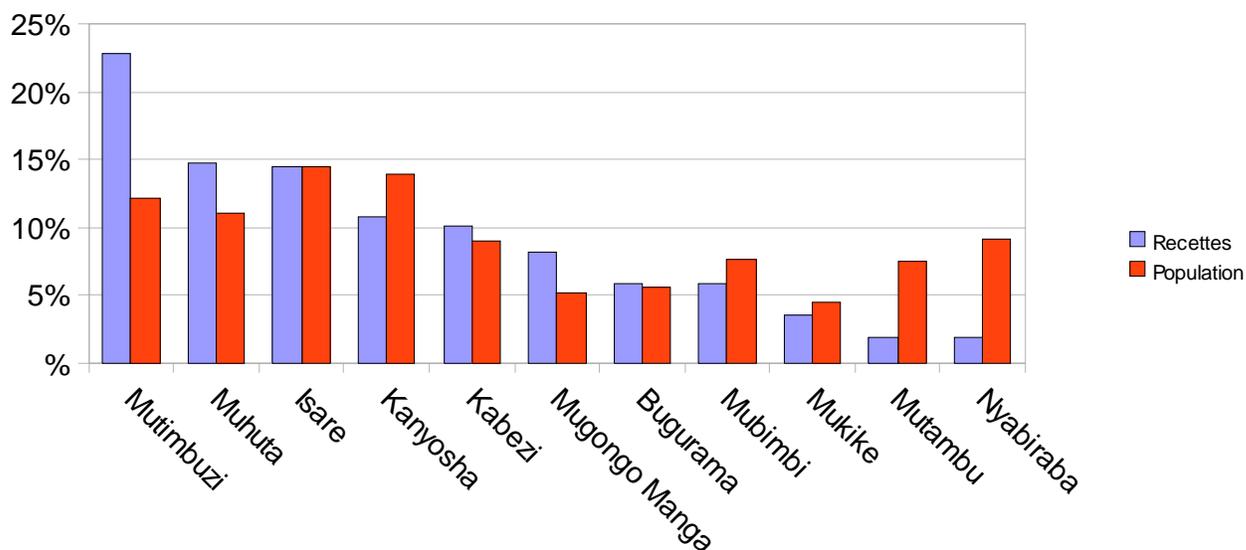
Elles représentent près de 75% des recettes de la Province. Cela ne signifie cependant pas qu'elles ont plus de capacités en matière de financement de leurs investissements car la plupart des recettes sont englouties dans les dépenses de fonctionnement.

En termes de population, aucune commune ne dépasse les 15% de la Province, cependant, cinq communes sur onze ont des ressources inférieures à la taille de leur population: Kanyosha, Mubimbi, Mukike, Mutambu et Nyabiraba.

26 Extrait de discours, Bujumbura Rural, Août 2009

Recettes communes et population

% de la Province



Source: PCDC, visites sur le terrain

Composition sectorielle des ressources

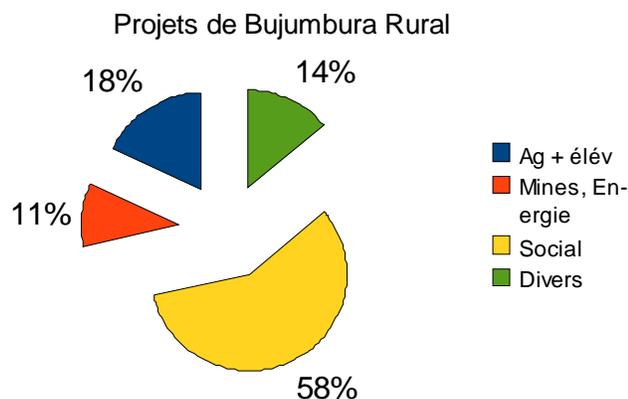
Hormis Isale, qui nous a fourni le détail de ses recettes nous permettant de voir que 64% d'entre-elles proviennent des carrières et métiers de la construction, il ne nous a pas été donné de voir la ventilation des recettes des autres communes.

Nous avons contourné cette difficulté en examinant les plans d'investissements des communes par axe stratégique, dégagant ainsi leur vision ci-dessous. Nous émettons cependant la réserve suivante: le tableau ci-dessous correspond aux souhaits de la commune sans pour autant répondre à la question de savoir si les créneaux sont porteurs.

Projets de la Province

Il ressort que la province de Bujumbura Rural a comme priorité les secteurs sociaux. Le secteur agricole figure cependant en bonne place, de même que l'énergie. Le tourisme et l'artisanat sont compris dans la catégorie « divers ».

- TRPC: Il va s'étendre sur sept ans. La Province considère que les résultats de ce projets sont plutôt timides et le budget faible.
- utwura Neza - Union Européenne
- RADECS Banque mondiale – Construction d'écoles et de centres de santé



Décomposition par commune

	Ag + élev	Mines, Energie	Social
Mutimbuzi	N/C	N/C	N/C
Muhuta	43.00%	0	57.00%
Isare	5.00%	8.26%	34.00%
Kanyosha	N/C	N/C	N/C
Kabezi	23.00%	20%	57.00%
Mugongo Manga	NC	NC	NC
Bugurama	N/C	N/C	N/C
Mubimbi	15.87%	8.00%	64.00%
Mukike	3.17%	17.00%	76.58%
Mutambu	NC	N/C	N/C
Nyabiraba	N/C	N/C	N/C
Moyenne Province	18.01%	10.65%	57.72%

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • dynamisme de la population • main d'œuvre abondante • jeunesse de la population • associations fortes • variété des productions: pêche, agriculture, possibilités certaines pour le tourisme et les services 	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • enclavement des communes, routes parfois impraticables. (Mukike, Mutambu) • forte densité de la population • pas d'électricité dans certaines communes: Muhuta, Mutambu
<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • faiblesse des revenus, 32% des personnes interrogées gagnent moins de 5000 FBU/jour, 	<p>Opportunités</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. La pêche 7. L'éco-tourisme 8. L'huile de palme 9. Les services: petits métiers

2. associations opportunistes	10. Micro-hydro: nombreuses sources de captage
-------------------------------	--

METIERS RECENSES

Ce travail est une cartographie des métiers existant dans la province au moment de l'enquête et la rédaction de ce rapport (Octobre 2009).

	Pêche	Agriculture/ Elevage		Petits métiers de services					
		Vendeur	Cultivateur	Coiffeur	Tailleur/ menuisier	Restaurat./ boulangier	Taxi-vélo/ moto Transport de tête	Soudeur/ électric. réparateur/	Construction/ collecteur de pierres et matériaux
Bugarama	X	X	X	X	X	X	X	X	
Mubimbi		X	X	X	X	X	X	X	
Kabezi	X	X	X	X	X	X	X	X	
Mutambu		X	X	X	X	X	X	X	
Muhuta	X	X	X	X	X		X	X	
Kanyosha		X	X	X	X	X	X	X	X
Mutimbuzi		X	X	X	X	X	X	X	
Mugongo- Manga		X	X	X	X	X	X	X	
Mukike		X	X	X	X	X	X	X	
Nyabiraba		X	X	X	X	X	X	X	
Isale		X	X	X	X	X	X	X	X

Tableau 19 – Repertoriage des métiers de Bujumbura Rural
Source : Visites sur le terrain

Centres techniques

- Ecoles techniques en couture, soudure et électricité (chaud-froid).
- Formation artisanale des jeunes

Pêcheurs

Services

- Bouchers
- Soudeurs
- Grossiste de légumes
- Vendeurs (légumes, poisson, articles divers)

- Collecteurs de son de riz
- Restaurateurs
- Taxi-Moto
- Vélo-taxi
- Transporteur de minicar (basé à Bujumbura)
- Coiffeurs
- Revendeurs de cartes téléphoniques (U-COM, Africel)
- Mécanicien
- Réparateur de montres et de vélo
- Studio photo
- Commerces divers dont pharmacies
- Pâtisseries
- Revendeur ustensiles de cuisine
- Rechargeur de batterie

Petite manufacture et artisanat

- Fabricants de tuiles et de briques
- Couturiers
- Menuisiers
- Vanniers
- Décortiqueurs (riz, manioc)
- Transformation huile de palme

Agro-industrie

- Savonnerie

Associations:

- Producteurs de manioc
- Producteurs de produits laitiers
- Producteurs de produits agricoles (Dufatunemunda, JTBM: Tugwanyubukgwe)

Pêche

Bugarama	15 unités de pêche motorisées mobiles 28 unités de pêche non motorisées COPEMA – Coopérative de Pêche de Magara
Kabezi	Activité en croissance
Muhuta	COPEGI – Coopérative de Pêche de Gitaza

Tableau 20 - Pêche . Source PCDC

Matières premières (cultures de rente)

Les matières premières de la province sont limitées en quantité, restant marginales avec une production peu organisée et un encadrement faible. La Banque mondiale; à travers ses

programmes (PRASAB), fournit déjà un appui pour ces spéculations.

Tableau 21 – Cultures de rente

Tonnes sauf si indiqué autrement	Café	Palmier à huile	Canne à sucre	Thé	Coton
Isale	280				
Mutambu	1367			X	
Muhuta	X			X	
Mukike	X			X	
Bugarama	115 pieds productifs/ha	12650 pieds		38000 pieds	
Mugongo Manga				X Ijenda	
Kabezi		X Commercialisation			
Kanyosha	X 737000 plants/ha				
Mubimbi	X	X			

Source: PCDC

D'autres produits à forte valeur ajoutée se retrouvent également dans la Province de Bujumbura Rural.

Tableau 22- Autres produits à forte valeur ajoutée

	Avocat	Mandarinier	Maracoudja	Prunier du Japon	Plantes médicinales	Bambou	Miel
Isale							
Mutambu					Quinquina	X	
Muhuta							
Mubimbi		X					X
Mukike	X		X	X	X		
Kanyosha							
Bugarama							X
Mugongo Manga							
Kabezi		En voie de disparition					

Proposition I - La pêche

Description: Activité principale de l'homme.

- ge: entre 18 et 50 ans, moyenne d'âge 37 ans
- émobilisés: 20%
- ituation familiale: Mariés avec entre 2 et 6 enfants
- chiffre d'affaires: 10 à 20.000 FBU/jour, voire 30.000

Organisation de la profession:

Les pêcheurs sont organisés en coopératives (à Magara et Gitaza) associations (Bugarama) ou non. A Kabezi, ils travaillent ensemble sans être associés, partageant le matériel (un filet pour 30 personnes). Le débutant travaille pour les autres avant de pouvoir se constituer son capital de démarrage: (400.000 FBU) pour acheter la pirogue.

Besoins exprimés :

Une association de Magara (encadrée par CASOBU et ayant des comptes d'exploitation) souhaite un crédit de 6.000.000 FBU pour l'achat d'un moteur pour catamaran.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • ctivité faisant vivre son homme • onne organisation de la profession, solidarité • réation d'emplois connexes: séchage et commerce de poisson • mploi pour les menuisiers fabricants de pirogues • obilité en cas d'opportunité dans une autre commune • aient des taxes 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • ctivité exclusivement masculine • oûts du matériel élevés: 6.000.000 FBU pour un filet de qualité d'une durée de 3 à 4 ans, 400.000 FBU pour une pirogue
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • ntroduction à l'entrée nécessaire par un autre pêcheur 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • enforcement des capacités en gestion avec les associations • otorisation de la profession

- | | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none">• formation des menuisiers à la fabrication de meilleures pirogues• micro-crédit à travers les associations et coopératives. |
|--|---|

Impact attendu: La profession emploie environ 400 personnes dans les trois communes concernées. Une approche globale concernant aussi les menuisiers fabricants de barques peut accroître considérablement les revenus dans le secteur.

Sous-proposition: Séchage et vente de poisson

Description: Activité d'appoint de la femme qui travaille parallèlement comme cultivatrice.

- ge: entre 18 et 50 ans, voire plus
- ituation familiale: Mariés, avec deux à 6 enfants.
- evenus: Entre 5.000 et 10.000 FBU/jour (CA)

Organisation de la profession: Séchage de poisson pour revente sur place (Kabezi, Muhuta) et la capitale. Il concerne 50 à 75 femmes dans les trois provinces qui achètent le poisson chez les pêcheurs ou des grossistes et le revendent après l'avoir séché. Il existe deux catégories de métiers:

- **endeuse de poisson:** Le capital de démarrage est faible, de 5000 FBU et les recettes journalières sont de 500 à 1.000 FBU, soit entre 15.000 et 30.000 FBU/mois. Il concerne la femme jeune (autour de 20 ans).
- **êcheuse-vendeuse de poisson:** Regroupées en association (Muhuta), une vingtaine de femmes (age moyen 40 ans) achètent et sèchent du poisson depuis 2004, soit deux caisses par semaine à 150.000 FBU l'unité. Elles revendent sur Bujumbura ou dans la commune le poisson séché à 850 FBU/kg. Elles louent les séchoirs à 4.000 FBU/caisse. Ces femmes n'ont pas recours au crédit même si de part le passé, certaines d'entre elles ont obtenu des financements UNIFEM.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • énération de revenus complémentaires pour la femme • étier féminin (50 à 75 femmes dans les trois communes productrices de poisson) • ransformation de produits locaux: séchage et conservation • réation d'emplois dans le secteur du transport (chargement de camions par des porteurs payés 500 à 800 FBU, et paiement du transporteur). • ctivité « pro-genre » 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • apital de démarrage (sécheuse-vendeuse) • onditions d'hygiène • aibles revenus, mais ceci étant une activité d'appoint, ces revenus sont complémentaires.
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • ccès au crédit 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • ncadrement en associations • inancement des séchoirs par du

	<p>microcrédit</p> <ul style="list-style-type: none">• Encourager les coopératives• Renforcement de capacités avec CAPAD• Recherche de marchés dans la sous-région: commerce transfrontalier avec le Congo.
--	---

Impact attendu: Activité à soutenir car elle transforme les produits locaux avec une valeur ajoutée, génère des revenus pour hommes et femmes, permettra d'améliorer les conditions de production et les revenus.

Vendeur de vivriers

Description:

- **ctivité d'appoint de la femme ou de l'homme qui travaille parallèlement comme cultivatrice/cultivateur. Chiffre d'affaires entre 5.000 et 10.000 FBU/jour**
- **ctivité principale de la femme grossiste de vivriers qui vient de la capitale pour acheter ou livrer des marchandises. Chiffre d'affaires de 80.000 à 90.000 FBU par jour de marché.**
- **ge: entre 18 et 50 ans,**
- **ituation familiale: Mariés, enfants à charge.**

Organisation de la profession: Le vendeur de vivriers (transformé ou non) entre dans la profession avec un capital de démarrage de 50.000 FBU environ, emprunté à sa famille ou des amis, ou après s'être fait employer comme travailleur au service de quelqu'un d'autre. Il revend une partie de sa production ou celle d'autres producteurs sur le marché local ou organise leur expédition sur Bujumbura.

<p>Forces:</p> <ul style="list-style-type: none"> Agro-transformation: Pâte de manioc de Gitaza (Kabezi) prisée « Ubuswage » Grande production de pommes de terre (Mukiki) Hommes et femmes Paient des taxes communales 	<p>Faiblesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> Coûts de transport élevés en raison du poids des vivriers
<p>Faiblesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> Routes: Paysans de Muhuta faisant 6h de trajet des collines à Giteza (30 km) pour commercialiser la production. 	<p>Opportunités:</p> <ul style="list-style-type: none"> Association de producteurs de manioc (Kanyosha, Lambert Bangurambona) Micro-crédit pour la transformation et la conservation de vivriers (pâte de manioc) Micro-crédit pour l'achat de matériel roulant (camions) Construction de pistes villageoises avec les paysans

Les données sur la production individuelle par les communes d'aliments de base ne sont pas disponibles. La province produit de la banane, du manioc, du riz, des patates et des haricots.

Les circuits de commercialisation sont les suivants:

Banane provenant d'Isale est vendue à Mugongo-Manga

Pomme de terre: A Ijenda, un groupe de personnes (non-encore organisées en association), expédie entre 300 et 500 kg quotidiennement sur d'autres communes et la capitale.

L'huile de palme de Rumonge est vendue à Kabezi

Le sorgho provenant de Bujumbura est vendu à Kanyosha

Les tomates de Kanyosha sont locales

Les choux de Nyabiraba sont achetés par de nombreux commerçants de Bujumbura deux fois par semaine au moins.

Le manioc de Kanyosha est vendu à Bujumbura.

Proposition 2: Sous-activité du riz

Description: Formation et micro-crédit pour les producteurs de riz souhaitant se lancer dans le décortiquage de riz afin de générer des revenus par la commercialisation du son de riz, vendu aux éleveurs.

Age: entre 18 et 50 ans,

Démobilisés: N/C

Situation familiale: mariés pour la plupart avec enfants à charge.

Organisation de la profession: Le producteur transporte son riz chez le décortiqueur qui le stocke et le revend si le prix augmente. Il garde le son de riz qu'il revend aux éleveurs

Forces: 260 riziculteurs associés (affiliés au CAPAD) produisant 150 tonnes environ: intrants, sécurité Bonne organisation Rentabilité de la culture Meilleure gestion des conditions de commercialisation du riz Paient des taxes. Produit rentable.	Faiblesses: Manque de décortiqueuses propres (10 millions FBU) Hangars appartenant aux commerçants qui gardent le son de riz Crédit campagne à court terme (350.000 FBU/tonne à 3% par mois)
Contraintes En voie d'identification (due diligence lors de la soumission des demandes individuelles de financement)	Opportunités: Micro-crédit avec l'association de M. Evariste, basée à Gatumba et qui a plus de 20 ans d'expérience.

Impact attendu: Meilleure gestion du risque de prix, système de warrantage à appuyer avec les organismes de microcrédit afin de gager la production et permettre au producteur de préfinancer sa campagne.

Proposition 3: Restauration

Description: Les services de restauration semblent se développer dans les communes de Kanyosha et Mutimbuzi (Gatumba, frontière avec le Congo).

Age: entre 18 et 50 ans,

Démobilisés: N/C

Situation familiale: Femme mariée en général, mère de famille

Revenus: Entre 20.000 et 30.000 FBU/jour de chiffre d'affaires

Exemple 1: Une dame vend du lait à Kanyosha qu'elle fait venir tous les jours de Gihanga par vélo (circuit de 3 heures) via Campus Kiriri. Le litre est vendu à 1400 FBU. Elle écoule 35 litres par jour. Ce métier a pu voir le jour grâce à l'arrivée de l'électricité dans la commune de Kanyosha en 2008.

Exemple 2: Cinq femmes se mettent ensemble (association ou non) pour vendre de la nourriture dans une zone à fort passage de voyageurs (frontière, Gatumba) ou de travailleurs, fonctionnaires ou non (Isale).

<p>Forces: Proximité de la capitale Métier à revenus plus élevés que la moyenne des auto-entrepreneurs Métier féminin Innovation (de l'agriculture vers les services Paiement de taxes communales.</p>	<p>Faiblesses: Manque de financement Hygiène laissant à désirer</p>
<p>Contraintes Insécurité Manque d'électricité</p>	<p>Opportunités: Micro-crédit et formation pour les associations de restaurateurs en hygiène Offre de meilleurs services par l'ajout de prestations connexes telles que la recharge de portables, les cartes téléphoniques, des menus plus variés. Professionnalisation, différenciation en créant une chaîne de « fast food rural »: Uniformes, menu standardisé. Association de restauratrices de Kanyosha ou d'Isale et Gatumba.</p>

Impact attendu: Valorisation de la profession par la création d'une chaîne de « fast food rural » que le voyageur peut reconnaître instantanément dans chaque commune concernée par le projet: Uniformes, standard de propreté, produits similaires, menu local enrichi de petits « plus (jus de maracoudja, lait, yaourt local), qualité des prestations et prix toujours abordables. Projet pilote de formation depuis Gatumba (frontière) jusqu'à Bujumbura. Réussite par l'exemple: Démarrage avec un petit groupe de restauratrices (5 dans chaque localité), rapidement copiées par d'autres.

Proposition 4- filière bétail, cuirs et peaux

Description: Bien que les données chiffrées ne soient pas disponibles à la date de rédaction de ce rapport (en attente du PCDC); il est admis que la commune de Mugongo Manga est grande productrice de bétail. Comme cela a été proposé pour Bubanza, il s'agit de former les jeunes à la collecte de peaux afin de les livrer à AFRITAN (Bujumbura).

:Le Burundi exporte environ 400 tonnes de peaux par an (contre 1500 tonnes avant la crise), sous forme de peaux séchées et de plus en plus, en « *wet blue* » (environ 10%, voir la section sur le filière).

Tableau 23 - Cheptel

Têtes (2007/2008)	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins
Bugarama	316	1908	687	176
Isale	241	2959	178	1246
Kabezi	NC	120	NC	NC
Mubimbi	739	25000	705	4850
Mukike	7365	4155	4299	458

Note : Attention, les données ne sont pas disponibles pour les autres communes en partie en l'absence des PCDC de trois communes.

<p>Forces Mugongo-Manga a un grand marché du bétail et fournit plusieurs communes dont Kanyosha Mukike est une zone d'élevage</p>	<p>Faiblesses Faible production comparée à la moyenne nationale Métier exclusivement masculin</p>
<p>Contraintes Manque de données chiffrées fiables sur la production.</p>	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des hommes et femmes à la collecte des peaux • Micro-crédit à une association de collecteurs de peaux afin de les aider à organiser la collecte et le transport.

Sous-Proposition : Filière Viande

Description: Appui aux bouchers afin d'améliorer les conditions d'hygiène et accroître la productivité. Le Burundi a produit 16.000 tonnes de viande en 2005²⁷ et la demande va augmenter avec l'accroissement du revenu par tête.

<p>Forces Utilisation de produits locaux Demande en hausse (environ 3% par an) Paient des taxes communales</p>	<p>Faiblesses Coûts de démarrage élevés Manque d'hygiène Métier exclusivement masculin</p>
---	---

²⁷ Banque mondiale, ibid

<p>Contraintes <i>En cours d'identification</i> Manque d'électricité et d'infrastructures modernes de transformation</p>	<p>Opportunités Formation aux bouchers pour l'amélioration des conditions d'hygiène et de conservation de la viande Micro-crédit à des associations de bouchers.</p>
---	---

Impact attendu: Valorisation de la profession par l'amélioration des prestations, meilleure hygiène donc impact positif sur la santé publique.

Proposition 5: Filière avicole

D'après les PCDC, la province aurait un total de 25.100 volailles. Les chiffres de la FAO²⁸ indiquent que la production de la province de Bujumbura Rural (48.478 têtes) se situe entre 3 et 4% de la production nationale. Quelques projets sont intervenus et ont distribué les animaux de race améliorés bien que ces derniers restent insuffisants. En plus, le gros bétail est aussi fait de la race locale peu rentable.

Notre visite sur le terrain n'a pas permis de voir des fermes modernes assurant l'approvisionnement de marchés de manière structurée. Par contre, il est communément admis que plusieurs ménages ont des poules.

Forces Coût faible de démarrage, à partir d'autres programmes de bailleurs de fonds (dons d'animaux) Peu de formation nécessaire Génération rapide de revenus Production de « manure » et engrais naturel	Faiblesses Manque de connaissance des espèces (pondeuses/reproducteurs?) Manque de statistiques fiables sur la production et la commercialisation Manque d'organisation de la production Litiges dus au vagabondage des poules dans les plantations des voisins Coûts de production élevés (nourriture)
Contraintes Viande de poulet arrive en 4ème position après le bœuf, la chèvre et le porc Demande: Aucun des interviewés n'a formulé le souhait de se lancer dans cette activité	Opportunités Identifier les créneaux sur la capitale, notamment dans les œufs, la manure et la chair.

Impact attendu:

Cette activité nécessite peu d'apport initial et permet de « mettre le pied à l'étrier » rapidement aux vulnérables (veuves, démobilisés, orphelins). Pour un appui efficace cependant, il est nécessaire d'évaluer le marché avant tout financement. L'opérateur souhaitant se lancer dans cette activité soumettra son analyse de marché à l'examen de l'institution de financement (IFI). Tout soutien se fera en coordination avec le travail effectué par la FAO en 2008 (« *Poultry Sector in Burundi* »).

28 FAO ibid

Proposition 6: **Le bambou**

La commune de Mutambu a du bambou, qui entre dans les matériaux de construction. Ce produit est considérée de « haute valeur » dans les exportations (meubles Ikéa), et il y aurait du potentiel.

Au sud-est de la province, les paysans fabriquent des paniers utilisés par divers travaux ménagers (en rotin ou bambou?).

Forces Produit de valeur Marché de niche	Faiblesses A ses débuts Pas de production industrielle Pas de visibilité immédiate sur les débouchés industriels Pas encore d'identification d'acheteurs directs en Europe et aux USA.
Contraintes Coûts de l'export, fret maritime, distance (le port le plus proche est à 1000 km)	Opportunités Une association (Burundi Nature Action) ²⁹ , en relation avec « Bambou Society », s'est lancée depuis trois ans dans la reconstitution de forêts de Bambou, par des pépinières. Elle compte assurer la formation de personnes le souhaitant dans la fabrication de meubles en bambou

Impact attendu: S'il s'avère que les associations ou un particulier produisent du bambou de manière industrielle pour un marché à l'export ou le marché local, une formation sur l'évolution du marché permettra d'être à la pointe du secteur, avec emplois pour les planteurs et les travailleurs du bambou.

29 <http://www.burundinature.org>, Bujumbura Avenue de la JRR no. 12 BP 5302

Proposition 7:
Le quinquina

La commune de Mukike a de par le passé produit de la quinine, produit à forte valeur ajoutée car exporté. Aujourd'hui, cette activité n'existe plus.

Description: Reconstruire le circuit de production et de commercialisation de la quinine, intéresser de nouveau les villageois à cette culture et les entreprises

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> Produit de valeur: Prix actuellement compris entre \$30 et \$50 le sac de 50 kg Marché de niche Production uniquement en altitude (Mukike) Production de 100 tonnes en 1998, rapportant 38 millions FBU (source: FAO³⁰) <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> Coûts de production Méconnaissance de la production et du marché Aucune statistique récente disponible Aucune demande exprimée Route impraticable en saison des pluies Délais de l'étude : Résultats concrets dans plusieurs années. 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Culture abandonnée Pas de production industrielle Pas de visibilité sur les débouchés La commune de Mukike ne représente que 4% de la Province Production au Nord-Kivu mieux structurée = concurrence (Lubero est, avec l'Inde et l'Indonésie, une des trois principales zones de production d'écorce de quinquina au monde) Durée de production: 7 ans <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> Formation des paysans à la collecte et la commercialisation de ce produit. Coopération avec le Common Fund for Commodities à Amsterdam qui peut mettre en place un projet régional avec le Congo pour le quinquina (amélioration des conditions de production et de commercialisation). Il faut que la demande émane du gouvernement.
--	---

Impact attendu: Bien que Mukike ne représente que 4% de la Province de Bujumbura Rural, cette activité peut créer des revenus supplémentaires pour les paysans. La production se fait par semis et par greffage. Impact: sur le long terme.

Il faut que le PNUD demande au ministère de l'agriculture de soumettre une demande au CFC/Amsterdam pour une étude complète du secteur.

30 Ressources forestières et produits forestiers du Burundi

Proposition 8:
Les services et le petit artisanat

Les petits métiers, nés de la crise ou non, foisonnent dans la province. Il s'agit de petits coiffeurs, tailleurs, vendeurs, réparateurs de vélo, rechargeurs de batterie (pour l'électricité dans les collines), taxi-motos et transporteurs de « tête », fabricants de tuile et matériaux de construction, soudure, réparation (radio, bicyclettes), fabricant de nattes

L'âge moyen de la profession est de 25 ans, le revenu est faible (20 à 30.000 FBU/mois) et pratiquement entièrement englouti dans le loyer et la nourriture. L'auto-entrepreneur emploie rarement des employés, mais se met parfois en association (menuisiers). La profession évolue peu du fait du manque d'investissement pour accroître l'affaire.

Les artisans paient des taxes municipales et sont en mesure de se prendre en charge. Ces activités sont en lien direct avec l'économie provinciale, et nationale, mais il faudrait que les artisans se fédèrent plus pour réaliser des économies d'échelle notamment pour l'achat d'intrants.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage rapide, sur le tas • Faible capital de démarrage (possibilité de louer le vélo ou prendre des marchandises à crédit une fois que l'on a établi une relation de confiance) • Capacité de se prendre en charge rapidement • Vendeuses: pro-femmes 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu d'évolution, risque de végéter • Faibles revenus dégagés • Métier de subsistance;
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Excellente santé physique requise 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • otorisation de la profession de transporteur de nourriture de bétail • ormation et renforcement de capacité avec le CAPAD et CASOBU

Rechargeur de batterie

Description: Activité d'appoint de l'homme qui exerce parallèlement une autre activité (coiffeur).

Age: hommes entre 18 et 40 ans,

Démobilisés: NC

Chiffre d'affaires: 800 FBU/recharge, soit environ 5000 FBU/jour. La recharge dure une semaine

<p>Forces</p> <p>Apprentissage sur le tas, pas besoin de formation</p> <p>Utilité: Ce service fait du bien à la communauté</p> <p>Paie des taxes municipales</p> <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">• N/C	<p>Faiblesses</p> <p>Capital pour acheter le rechargeur de batterie</p> <p>Vérification de l'impact environnemental</p> <p>Opportunités</p> <p>Micro-crédit à qui le souhaite.</p> <p>Possibilité d'ouvrir la profession aux filles</p>
---	---

Impact: Dans certaines communes telles que Mutambu où il existe encore une forte population de démobilisés et enfants-soldats, cela peut être un bon point de départ ou redémarrage dans la vie. L'impact est immédiat dans une commune peu desservie en électricité.

Taxi-moto/Transporteur de tête

Description: Activité principale de l'homme (jeune en général), de transport, à mécaniser ou motoriser. On distingue:

Le taxi-moto au chiffre d'affaires de 30.000 FBU/jour: En effet, étant donné le relief accidenté de certaines communes (Mutambu) et les grandes distances, la course coûte 10.000 FBU/personne. Chaque taxi-moto transporte 3 à 4 personnes par jour.

Le « transporteur de tête » qui gagne 3.000 FBU/jour. A Mutambu, fortement enclavée et au relief accidenté, les « transporteurs de tête » portent jusqu'à 25 kg sur leur tête pour rejoindre la commune parfois sur des distances de 20 km.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> Paie des taxes Contribuera au désenclavement de certaines communes. 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Pas d'association connue Métier épuisant Travail de force sur de longues distances de 10 à 20 km (transport de tête), archaïque et d'un autre âge Métier exclusivement masculin
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès au crédit 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser la profession en associations Micro-crédit pour les transporteurs de tête afin qu'ils s'achètent des brouettes ou des charrettes à faire fabriquer par les menuisiers locaux, attelées à des motos. Création d'emplois Effets positifs sur la santé

Impact attendu: Bien-être, efficacité, économies d'échelles par le transport de charges plus lourdes en moins de temps.

Fabricant de nattes

Description: Activité secondaire de l'homme dans la zone de Mugongo-Manga, de fabrication de nattes en famille, vendues par la suite sur le marché local autour de 12.000 FBU.

L'activité concerne une centaine de personnes.

Chiffre d'affaires: 20.000 à 30.000 FBU/jour de marché, soit entre 80.000 et 100.000 FBU/mois de chiffre d'affaires

Coût de démarrage: pratiquement nul, achat de matières premières de 3500 FBU pour faire environ 6 nattes vendues à l'unité 12.000 FBU environ.

Saisonnalité: Toute l'année.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> En haut sur la « chaîne de valeurs » Activité exportable, car originale, relevant de l'artisanat, possibilité de génération de revenus accrus Produit léger (facile à transporter) Produit non-périssable Paie des taxes Activité familiale (probablement impliquant les femmes malgré les dénégations des hommes) 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Pas d'association connue Pas d'organisation de la profession avec une comptabilité
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> Trouver un marché en dehors de la province et du pays 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser la profession en associations Micro-crédit Encadrement par CAPAD et CASOBU Formation à l'export ou identification d'intermédiaires assurant l'exportation. Travailler avec le ministère du commerce et la chambre de commerce du Burundi

Impact attendu: Multiplication de revenus pour les paysans, valeur ajoutée si l'on trouve un marché à l'exportation.

Collecteur de matériaux de construction

- **Description: Métier principal de l'homme entre 20 et 40 ans, consistant en l'extraction de moellon, graviers et en la fabrication de pavés.**
- Revenus: Un camion de gravier coûte 20.000 FBU/m³ tandis que le moellon se vend entre 10.000 et 15.000 FBU/m³.
- Nombre de personnes:
- Situation familiale:

Organisation de la profession: Des individus se mettent ensemble et exploitent des carrières. Les clients assurent eux-même le transport en venant enlever la commande.

PHOTO

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation, solidarité Paient des taxes Création d'emploi, apprentissage rapide Association qui a appris à protéger l'environnement Boom de la construction avec la stabilisation du pays: routes, maisons, écoles. 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Coût de l'équipement de démarrage: 700.000 FBU Métier exclusivement masculin, très physique Métier risqué: éboulements .
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> Manque de financement pour acheter l'équipement (concasseur, 15 millions FBU). 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> L'association Nyrosagamba d'Isale, qui existe depuis 2006 et compte une centaine de membres. Elle a un contrat avec la coopération technique belge qui va lui donner un crédit en échange de la fourniture de 10.000 pavés « en caution » Formation de jeunes à ce métier dans d'autres régions

Impact attendu: Création d'emploi dans un secteur en plein boom.

ANNEXE - RESULTATS D'ENQUETE SUR LE TERRAIN

a) Durée l'activité: Une certaine maturité de l'emploi, autour de 5 ans

	Moins d'un an	Un à 5 ans	6 à 10 ans	Dix à 20 ans
%	26,00%	40,00%	35,00%	20,00%

b) Qualité: La majorité des personnes interrogées est dans la catégorie « auto-entrepreneur »

	Auto-entrepreneur	Salarié	Employeur
%	90,00%	2,00%	8,00%

.c) Sources de financement

	Auto-financement	Crédit amis/famille/employeur	Microfinance
%	98,00%	2,00%	0,00%

Capital de démarrage

	<50.000	50-100.000	200.000>
%	67,00%	23,00%	13%

• **REVENUS DE L'ACTIVITE**

Recettes journalières	<5000	10-15000	20.000	30.000	40.000	50.000
Bouchers		X	X	X		X
Agro-transformateur						X
Cultivateurs	X					
Vendeurs	X					
Tailleurs/coiffeurs	X					
Vendeuse lait				X		
Commerçant général		X	X			
Association	X					
Enfants soldats						
Pêcheurs		X	X	X		
Sécheuse poisson		X				
Transporteurs	X	X	X			
Menuisier	X					
Restaurateurs			X			
Soudeur/réparateur	X					
Total	32%	23%	23%	14%	0%	9%

LISTE DES INTERVENANTS BUJUMBURA RURAL

PRADECS	Banque mondiale
PTRPC/FIDA	Agriculture ; Elevage Environnement
FAO	Agriculture, sécurité Alimentaire
LED/CARITAS BURUNDI PALIMA ALIMENTAIRE	Agriculture, sécurité Alimentaire Agriculture
PAM	Sécurité alimentaire
ODDBU	Agriculture
ISABU	Agriculture
CDF	Renforcement des capacités et prise en charge des associations des femmes
ADDF	Appui aux associations des femmes
MUTEC	Appui aux associations des jeunes
CONSEDI	Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des associations.
Coopération Belge	Financement de machines pour les démobilisés destinés à la fabrication de briques

BAILLEURS PRESENTS PAR COMMUNE

	Bugu rama	Mu bim bi	Isale	Kany osha	Mutim buzi	Mukike	Muhuta	Mugong o-Manga	Kabezi	Mutambu
Bonne Gouvernance « Gutwara neza :	X	X	X	X				X	X	
PRADECS : Infrastruc- tures communales et sociales	X						écoles	écoles		
FAO			X							
CARE : Contre les violences sexuelles	X			X						
PARSE										
PTRPC : FIDA, diffusion du bétail et semences	X		X	X				X		
OAP : infrastructure s sociales (écoles)	X									
PRODAP – FAO : Burundi- Zambie- Tanzanie – Congo(Projet d’appui aux associations de pêche)	X									
PRASAB (diffusion du bétail)		X								
GVC (Sécurité alimentaire)		X								
CARITAS		X								

PAM			X							
ODDBU			X							
ISABU			X							
CDF			X							
ADDF			X							
MUTEC			X							
CONSEDI			X	X			X			X
OAP			X							
MSF/Belgique			X			X				
GVC			X							
UNICEF			X							
C I C R			X							
Croix-rouge Burundi			X							
Coopération Belge					X					
CARE									X	

Cibitoke

La province de Cibitoke compte six communes, Murwi, Buganda, Mugina, Bukina, Mabayi, Rugombo. Elle est reliée à la capitale par la RN5 et rejoint certaines de ses communes par la RN10, bitumée. Sa population représente 5,7 % du pays, et 5,40% des ménages. Le PAM estime que 10.5% connaissent l'insécurité alimentaire (2008). La principale activité est l'agriculture, qui occupe 90% de la population. Comme points forts, Cibitoke produit 32% du manioc national, 23% de la banane, 9% du riz et 14% des caprins et ovins.

DONNEES SUR LA POPULATION

	Population	Poids démog.
Murwi	84563	18.36%
Buganda	70832	15.38%
Mugina	85807	18.63%
Bukinanyana	76398	16.59%
Mabayi	66531	14.44%
Rugombo	76495	16.61%
Total	460626	100.00%
% national	5.76%	

Source: Troisième Recensement, 2008

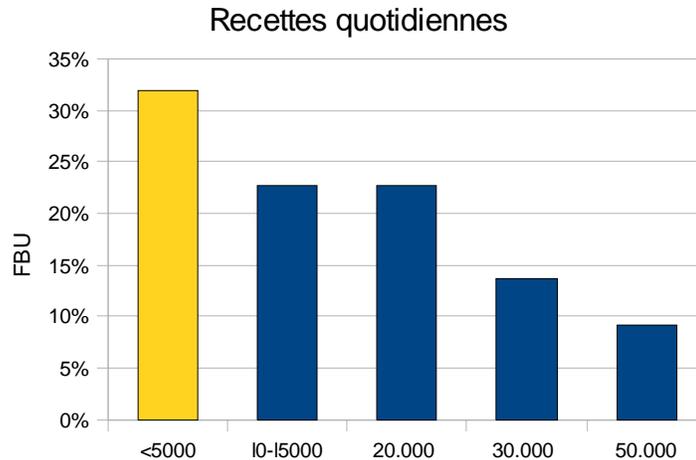
Commune	Nombre d'associations ou groupements	Rapatriés	Démobilisés	Déplacés
Murwi	100	44	328	0
Buganda	75	98	411	744
Mugina	60	50	101	0
Bukinanyana	116	6	249	0
Mabayi	80	20	56	0
Rugombo	41	37	113	1060
Total	471	255	1044	1804

Source: PNUD 2008

REVENUS

Ont été interrogées des personnes exerçant une activité, dans le secteur formel ou informel, agriculteur ou non. Au total, 70 personnes exerçant une activité ont été interrogées. L'âge moyen de ces personnes est de 38 ans, et 50,4% sont des femmes.

Il ressort que la majorité, soit 32%, gagne (chiffre d'affaires et non bénéfice) moins de 5000 FBU/jour, à l'exception notable des grossistes de produits divers dont les vivriers. L'on note cependant que 23% gagne entre 10 et 15.000 FBU/jour, et encore 23% gagne autour de 20.000 FBU/jour, ce qui est supérieur à la moyenne d'autres provinces.



Source: Enquête Novembre 2009

Selon les données du PAM (2008)³¹, la majorité des travailleurs de Cibitoke est engagée dans l'agriculture (90,4%), dont 52% comme manœuvres à la tâche, tandis que 14% est dans le commerce de produits agricoles et 14% dans le petit commerce.

Cela confirme bien nos conclusions après la visite sur le terrain. En effet, les cultivateurs interrogés ont initialement affirmé ne disposer d'aucun revenu et cultiver la terre pour l'auto-consommation. En poussant les questions plus loin, ils ont dit avoir recours « à la tâche » (emploi de manœuvre) lorsqu'ils avaient besoin de cash, ou de vendre leur petit excédent agricole sur les marchés environnants, ce qui leur procure des revenus entre 700 et 1500 FBU par jour. Ils travaillent environ la moitié du mois et ces chiffres doivent par ailleurs être encore pondérés par le fait que les saisons cultivales ne représentent pas une activité à 100% toute l'année.

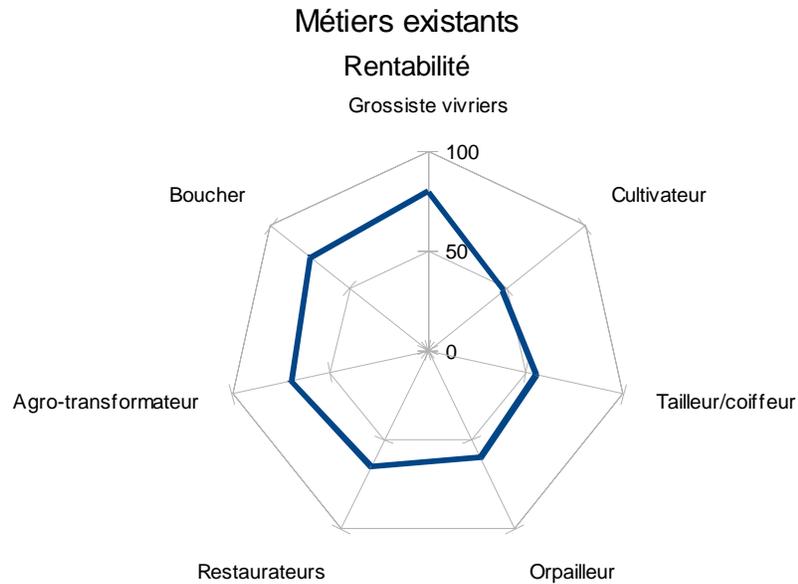
Le détail des revenus par profession est fourni dans chaque fiche-emploi.

RENTABILITE DES METIERS

Nous avons, sur une échelle de 100, déterminé la rentabilité d'un métier en fonction de sa capacité à « nourrir son « homme/ou femme ». Il ressort que le grossiste en vivriers s'en sort mieux que le boucher qui doit gérer outre le prix d'achat élevé de sa matière première (la vache), Des conditions de conservation difficiles d'un produit hautement périssable.

La moins bien lotie est la cultivatrice qui a encore moins accès à la terre que l'agriculteur et qui vend ses services à la tâche.

³¹ Burundi CFSVA 2008



ACTIVITES PRIORITAIRES POUR L'EMPLOI

Le tableau ci-dessous liste les activités en termes de création d'emploi. Les services et le petit artisanat, sans rendre le travailleur riche, permettent à ce dernier d'avoir quasiment immédiatement une activité sans formation particulière ni capital (il est même possible de louer parfois son outil de travail). Le PNUD devra par conséquent en tenir compte.

Les activités innovantes telles que le Musée et les eaux thermales s'inscrivent dans la durée et requièrent des porteurs de projet: Outre l'accord écrit du Gouverneur (qui pourra changer après les élections), il obtient de la part du gouvernement une désignation de « zone de développement économique » ce qui peut prendre du temps. En outre, un coordonnateur sera nécessaire entre les autorités, le PNUD et les populations locales. Au plus tôt, ces projets verront le jour d'ici 2012, voire 2013, si l'on considère que les élections risquent d'occuper une grande partie de l'année 2010.

	Activités potentielles	Commune/Frontière	Genre
1.	Les services et le petit artisanat	Toutes, RDC (commerce à Buganda)	X
2.	Vivriers	Toutes	X
3.	Soutien à l'agriculture pour l'amélioration des semences	Toutes	X
4.	Unité de fruits séchés	Toutes	X
5.	Savonnerie	Rugombo	X
6.	Soutien aux exploitants miniers	Mugina/Mabayi/Rugombo	
7.	Miel	Rugombo	
8.	Filière cuirs et peaux		

9.	Filière viande	Presque toutes les communes	
10.	Filière avicole	Toutes	X
11.	Musée de guerre - souvenir	Rugombo/RDC	
12.	Eaux thermales (tourisme médical)	Rugombo/Rwanda	

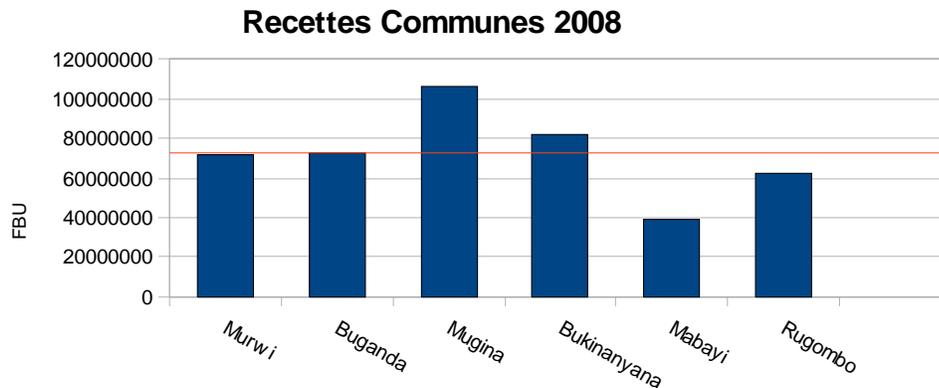
SITUATION FAMILIALE

Les familles sont nombreuses, avec 39% ayant entre six et dix enfants, tandis que 26% en ont entre trois et cinq. Dans les communes où la population interrogée est jeune, les enfants sont moins de cinq.

Enfants	0	1 à 2	3 à 5	6 à 10
Buganda		20%	33%	33%
Bukinanyana	12%	29%	32%	20%
Mabayi	18%	33.00%	49.00%	0.00%
Mugina	8%	24.00%	39.00%	28.00%
Murwi		14%	43%	43%
Rugombo	0.00%	55	44	0.00%
Moyenne	13%	24%	39%	25%

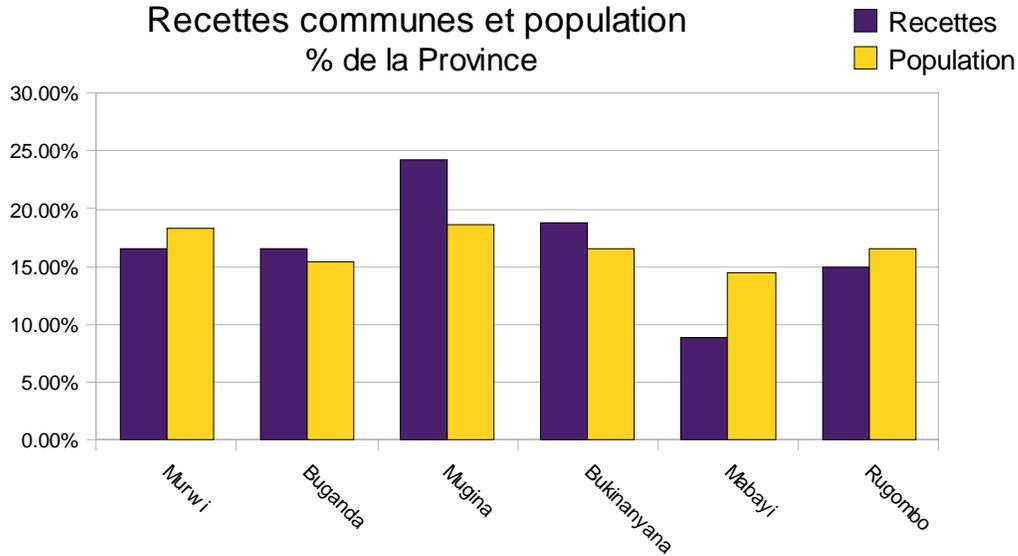
RECETTES DE LA PROVINCE

Il se dégage un tableau relativement équilibré, avec des recettes représentant individuellement environ 15% des recettes de la province. Mugina est en tête, avec plus de 100 millions de FBU. Cela s'explique en partie par le fait qu'elle est la première commune productrice de bananes, avec 26% de toute la province.



Sources: PCDC, Visites sur le terrain

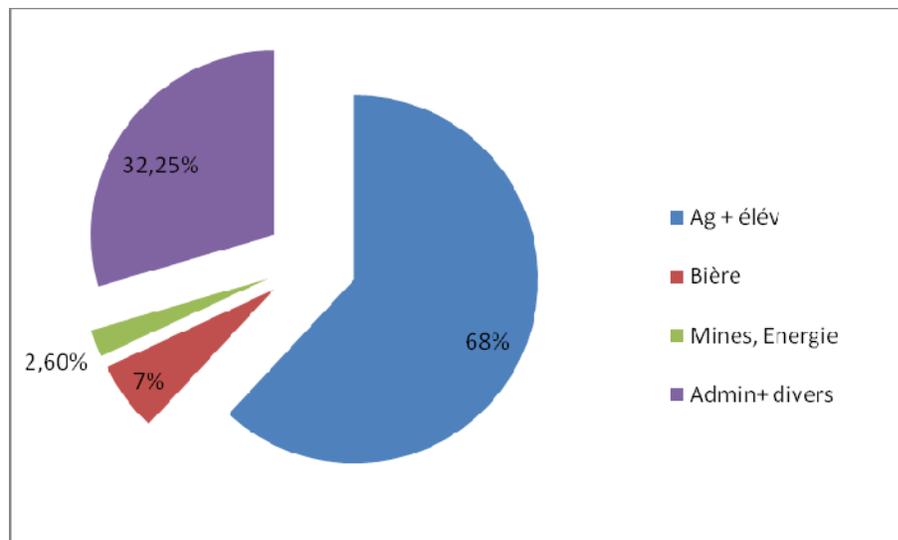
Par rapport à la population, il ressort que dans l'ensemble, la population est également autour de 15% de la moyenne provinciale. Mugina, qui est la commune la plus riche, a également une population supérieure à la moyenne, tandis que Mabayi, la moins aisée, avec moins de 10% des ressources, a près de 15% de la population.



Source: PCDC, enquête sur le terrain Nov. 2009

Composition sectorielle des ressources

Elles sont essentiellement agricoles (voir graphique ci-dessous), avec une modeste partie dans les mines et la construction à Mabayi et Rugombo. La bière de banane représente environ 4% des recettes moyennes, avec des pics de 8 à 10% dans certaines communes (et 20% des recettes sur les ventes au marché dans les communes de Mugina et Rugombo). Selon le PAM (2008), 8,7% des personnes interrogées à Cibitoke sont des agro-brasseurs et l'activité contribue pour 39% aux revenus du ménage.



Source PNUD visite sur le terrain novembre 2009

Projets de la Province

Musée – cimetière allemand: Partenariat public-privé pour un corridor de développement comprenant des unités de restauration, infrastructures hôtelières, avec publication de guides touristiques.

Valorisation des eaux thermales à la frontière avec le Rwanda.

Transformation de la banane : à la recherche d'idées et suggestions.

PARTENAIRES PRESENTS – Voir en annexe

<p>FORCES</p> <p>Ressources humaines: Dynamisme de la population Main d'œuvre abondante Jeunesse de la population (65% a moins de 25 ans) Associations fortes Variété des productions. 32% du manioc national, 23% de la banane nationale, 9% du riz 1^{ère} région productrice d'ananas Présence d'IMFs: COOPEC et COSPEC, Turwambe Revenus légèrement supérieurs à la moyenne provinciale (Nord Ouest) avec 46% des personnes interrogées gagnant entre 10.000 et 20.000 FBU Densité de population dans les moyennes nationales Bon réseau routier autres provinces et capitale, RN5 (vers le Rwanda) Réseau électrique dans la plupart des communes</p>	
<p>FAIBLESSES ET CONTRAINTES</p> <p>Relief accidenté dans certaines communes (Bukinanyana) Sols peu fertiles autour de Mabayi</p>	<p>OPPORTUNITES</p> <p>Le miel (20.700 ruches) La restauration Le tourisme Les fruits et légumes à valeur ajoutée: Ananas, tomates L'huile de palme (Rugombo) Les services: petits métiers L'hôtellerie avec les sources thermales Le tourisme : Musée</p>

METIERS RECENSES

Ce travail est une cartographie des métiers existant dans la province au moment de l'enquête et la rédaction de ce rapport (Novembre 2009).

	Agriculture/ Elevage		Petits métiers de services				Mines
	Vendeur	Cultivateur	Coiffeur Tailleur/ menuisier	Restauration/ boulangerie	Taxi- vélo/ moto	Soudeur/ électricien réparateur/	Orpailleur
Murwi	X	X	X	X	X	X	
Buganda	X	X	X	X	X	X	
Mugina	X	X	X	X	X	X	
Bukinanya na	X	X	X	X	X	X	X
Mabayi	X	X	X	X	X	X	X
Rugombo	X	X	X	X	X	X	

Centres techniques

- Centre de formation artisanale (Frères Ben Yosefu)
- Centre de formation des religieuses de Mabayi
- Centre d'enseignement de métiers de Karukama
- Centre de métier de Rukana (Rugombo).

Pêcheurs

Services

- Bouchers
- Fabricants et vendeurs de bière de banane
- Grossiste de légumes
- Vendeurs (légumes, poisson, articles divers)
- Restaurateurs
- Taxi-Moto
- Vélo-taxi
- Transporteur de minicar (basé à Bujumbura)
- Coiffeurs
- Revendeurs de cartes téléphoniques (U-COM, Afritel)
- Réparateur de montres et de vélo
- Studio photo
- Commerces divers dont pharmacies
- Pâtisseries
- Revendeur ustensiles de cuisine

Petite manufacture et artisanat

- Couturiers
- Menuisiers
- Transformation huile de palme

Associations:

- Productrices de tomates
- Producteurs d'ananas
- Producteurs de vivriers (Murwi, affilié à CAPAD)
- Producteurs de café

Apiculture: Frères Ben-Yosef

Matières premières (cultures de rente)

Les matières premières de la province sont listées ci-dessous. Le café est, comme dans tout le pays, en difficulté. Les caféiculteurs de Murwi se sont associés afin de réduire les coûts de transport par exemple et suivent la culture de la pépinière à la récolte. Ils sont affiliés à une confédération très bien structurée, dont nous parlons dans le rapport principal.

Tonnes	Café	Palmier à huile	Canne à sucre	Thé (feuilles vertes)	Coton
Murwi	X				
Buganda	X	X	X		En voie de disparition
Mugina	1786			191	
Bukinanyana	X				
Mabayi	X			X	
Rugombo	X	X			

Sources: PCDC, visites sur le terrain 2009

Autres produits à forte valeur ajoutée

	Avocat	Mandarinier	Ananas	Ruches
Murwi			X	
Buganda		X	X	589
Mugina				X
Bukinanyana		X	X	8496
Mabayi	X	X	X	
Rugombo	X			10.000 (est)

Proposition I – Eaux thermales

Description: Implantation d'un centre thermal autour des eaux de la source thermale à Cibitoke, frontière avec le Rwanda. Les eaux sont à une température comprise entre 40 et 60 degrés et sont réputées dans tout le pays pour soigner les rhumatismes.

- Partenariat public/privé: Routes à construire par le gouvernement et la population, infrastructures publiques et privées (clinique de repos)
- Gouvernement fournit le terrain et toutes les autorisations, y compris déclaration que la zone lui appartient pour ne pas favoriser indument un seul entrepreneur
- Financement initial des partenaires au développement à rétrocéder par crédit ou vente d'actions à une association ou des particuliers
- Coût estimatif d'investissement: \$500.000 US en aménagement de la piscine, du bâtiment de consultation, salle de fitness et des chambres.
- Bâtiment sous forme de grande hutte en bois, aménagée de manière moderne a l'intérieur (TV, Wifi, etc), avec une dizaine de chambres.
- Médecins reconnaissant les vertus de ces eaux et prescrivant des cures
- Cible: Local et international
- Corridor de développement: Boutiques de vente de bouteilles d'eau thermale, boutiques de souvenirs, artisanat local, hôtels, tshirts et gadgets de la source
- Activités connexes pour les enfants (piscines, jeux d'eau)
- Exonérations fiscales
- Développement d'infrastructures

<p>Forces</p> <p>Demande exprimée par le Gouverneur Innovation, combinant la santé, le sport et les loisirs A proximité de la capitale: Une heure Création d'emplois dans les services à la personne (massage, remise en forme) Santé publique (meilleure hygiène de vie) Tourisme le week-end Existe déjà en termes de réputation Possibilité de parc public avec accès gratuit au public de certaines sources Gains importants (tourisme médical, thermal)</p>	<p>Faiblesses</p> <p>Coût initial d'investissement (aménagement de la piscine et ses abords, bâtiments, promotion) Coût n'étant pas à la portée du grand nombre: Elite. Manque de personnel qualifié</p>
<p>Contraintes:</p> <p>Pas de demande exprimée d'investisseur privé Peut ne pas être au goût de la clientèle visée Sécurité nécessaire Electricité Conditions rébarbatives d'octroi de visa de tourisme</p>	<p>Opportunités</p> <p>Mise en œuvre avec la province de Cibitoke, engagement des autorités Création d'un site web de la province avec les thermes Emplois pour les fils de la province Cibler la clientèle expatriée et aisée, internationale. Modèle eaux thermales Evian Assouplir les conditions d'octroi de</p>

	permis et d'investir, de visa Promotion internationale « Modèle Evian » avec activités connexes tels les congrès internationaux et la culture Coopération possible avec la chambre de commerce d'Evian ou Thonon Les Bains pour transfert de « Know-How » ou appel d'offre international
--	---

Impact attendu:

- Création de centaines d'emplois dans le tertiaire : Publicité, voyages, médecine, restauration et hôtellerie, sport et remise en forme.
- Promotion du Burundi, du secteur du tourisme dans son ensemble
- Ouverture d'un nouveau secteur porteur, celui du tourisme médical
 - Services payants pouvant être offerts par différentes cliniques en « Kit »:Les douches et bains
 - La fangothérapie
 - La piscine thermale
 - La douche en immersion en piscine thermale
 - La cure de boisson
 - Le club forme : aquagym, sauna, bain bouillonnant, hammam.
 - La kinésithérapie
 - La diététique : consultation personnalisée, atelier à thème...
 - L'Espace beauté : massages, enveloppements, soins corps et visage, shiatsu...
 - Des forfaits de remise en forme, à la journée ou à la semaine
- Services médicaux agréés : Rhumatologie, maladies digestives et métaboliques entre autres.

Proposition 2 – Vivriers

Description: De nombreuses associations se sont déjà organisées pour produire et commercialiser les produits vivriers. Un appui du PNUD par un fonds de garantie du crédit auprès des IMF telles que COOPEC, COSPED entre autres permettra d'accroître le nombre de projets financés.

Projets éligibles :

- Amélioration des conditions de production : financement d'intrants et de semences,
- Amélioration de conditions de transformation et de conservation : Petites unités de transformation d'huile de palme, chips de banane, pate de manioc, maïs, sorgho, magasins de stockage.
- Amélioration de la commercialisation : Services de transport

Justification: La province produit près de 30% du manioc et 23% de la banane nationale, ainsi que près de 10% du riz. Ceci représente un avantage comparatif certain qu'il faut valoriser. Plus de 90% de la population dépend encore de l'agriculture.

Revenus :

- Le paysan qui produit individuellement sur une parcelle de moins de 1ha gagne entre 1000 et 2000 FBU par jour s'il se met en plus au service d'un tiers « à la tâche ».
- L'association, en fédérant plusieurs personnes, réussit à accroître ses revenus en faisant des achats groupés d'intrants, négociant le transport en commun, etc.

Cultures						
Commune	Manioc	Banane	Haricot	Maïs	P. douce	Riz
Buganda	45328	17264	897	1200	45 75	90
Bukinanyana	12033	41689	449	248	1733	13
Mabayi	8285	40667	387	302	3124	0
Mugina	31547	92185	1226	1200	4575	398
Murwi	56340	132664	646	656	6723	40
Rugombo	30442	35934	4502	2009	2300	3357
Total Province	183975	360403	8107	5615	23030	3898
% Production nationale	31.72%	22.53%	N/C	3.51%	N/C	9.10%

Forces <ul style="list-style-type: none"> • Avantage comparatif de la province • Proximité d'axes routiers en bon état • RN5 vers le Rwanda et à 1h de la capitale 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> • Peu de demandes exprimées pour des unités de transformation
Contraintes <ul style="list-style-type: none"> • Denrées périssables • Ratio poids par rapport au prix désavantageux 	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacité avec CAPAD

Impact attendu: Amélioration des conditions de production et de commercialisation de produits vivriers.

Sous-proposition

Appui aux associations pour l'amélioration des semences

Description : Financement d'intrants, de produits phytosanitaires à

- APCMS « Abashizehamwe pour la lutte contre le SIDA » qui cultive le manioc, a un compte au COOPEC de 600.000 FBU et un véhicule de transport des malades et des AGR d'une valeur de 400.000 FBU.
- Associations de riziculteurs (crédit et semences, décortiqueuses) exploitant le marais de Mushanga (zone Murwi) & Bwiza (Buhinda)
- Association « RONDERAMAHORO »(fruitières, pépinières)
- Associations des démobilisés « INKINGI Y'AMAHORO » pour location terrain, crédit semences, produits phytosanitaires, matériel
- Association ASOPADI : Association Solidarité Paysanne de Développement
 - Réalisations : Agréée (1997), 800 membres, travaille dans le maïs, sorgho (14ha) dans deux zones de Buganda et une zone de Murwi (Buhayira) : Bien structurée avec un chef d'antenne, des chefs de secteurs (3 collines) et des chefs de groupe (1 colline). A un compte à COSPEC (500.000 FBU), mais manque de fonds pour acheter plus de fumier. L'association souhaite également un crédit pour un moulin à céréales. Collaboration avec le projet BUDOROMYI » qui produit de la fumure organique de poule et d'autres matières organiques et leur fournit du fumier en échange de la production à la récolte (1 kg fumier = 70 FBU), paiement des produits après déduction du coût du fumier.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations ayant une existence propre • Appui pour la diffusion du gros bétail (PARSE diffuse seulement le petit bétail et la volaille dans 4 collines sur 27 de la commune). • Bétail bien adapté à Buganda, Murwi et Rugombo, il faut un repeuplement et une amélioration des races suite aux pillages pendant la crise 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le PNUD n'est pas outillé pour financer directement ces organisations et faire par exemple la « due diligence » qui est un véritable exercice d'analyse crédit.
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement nécessairement par des IMF, en leur donnant les critères de financement de ces organisations (type, taille, montant moyen). • Coordination nécessaire avec nouveaux projets Banque mondiale, BAD, FIDA, près de 100 MUSD • Appuyer l'ISABU dans le renouvellement des semences • Réhabilitation de la ferme de Mparambo • Semences sélectionnées à produire par les associations (paysans multiplicateurs suivant la chaîne de solidarité communautaire) • Initier la vente des engrais et produits véto par les privés (Moyenne de superficie / ménage : 0,5 – 1 ha) • Renforcement de capacités par CAPAD 	

Impact attendu : Amélioration des conditions de production et de commercialisation.

Proposition 3 - Unité de fruits séchés

Description

Le secteur des fruits est en partie déjà couvert par Caritas (ananas et mandarine) et UNIFEM. Il s'agit ici de financer des petites unités de séchage fruits tropicaux pour en faire des snacks d'apéritif et viser le marché de la confiserie locale ou international.

<p>Forces</p> <p>Première région productrice d'ananas (Murwi livre 4 à 5 camions par jour à Bujumbura : prix local bas de 300 à 400 FBU la pièce)</p> <p>Forte utilisation de fruits locaux : Mangues, ananas, bananes et papayes abondent dans la Province de Cibitoke</p> <p>Sucre naturel provenant des fruits</p> <p>Longue conservation</p> <p>Technologie simple et disponible (coopération sud-sud avec l'Inde, le Brésil, la Chine)</p> <p>Produit innovant dans la sous-région (n'existe pas en dehors de l'Afrique du Sud=.</p> <p>Marché porteur dans la confiserie liée aux fêtes, cérémonies et réceptions, bien ancrés dans la culture nationale.</p> <p>Main d'œuvre abondante</p> <p>Faible coût de fabrication</p> <p>Appui possible du CFC Amsterdam qui finance une étude sur la filière fruit au Burundi (Octobre – Novembre 2009)</p> <p>Contraintes</p> <p>Electricité</p> <p>Accès au crédit</p>	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none">• Identification de débouchés au Burundi et à l'export (marché de l'apéritif et des confiseries)• Coût de l'emballage plastique aux normes internationales à vérifier• Caritas Belgique a un projet sur l'ananas et la mandarine : éviter de faire doublon• Concurrence sud-africaine <p>Opportunités</p> <p>Travailler avec l'association familiale d'ananas : Twitezimbere, Colline Murwi, 15 personnes. Réalisations : Plantation d'ananas sur une grande colline (10ha), Fertilisation, Vente des ananas à Bujumbura</p> <p>Encadrement par le CAPAD ou CASOBU</p> <p>Partenariat public-privé entre la commune et des associations</p> <p>Formation à la nouvelle technologie</p>
---	---

Impact attendu:

Création de nouveau produit avec de nouveaux débouchés, ouverture sur l'export,

création d'emplois, entrée de devises.

Par ailleurs, cette activité pourrait avoir un impact positif sur Nikowine Association qui a reçu des financements UNIFEM mais a besoin de publicité pour diffuser sa production dans tout le pays, voire au-delà. En effet, les ventes sont faibles et restent très localisées. UNIFEM a fourni les équipements et le matériel, les bouteilles, gratuitement. L'association ne sait pas faire la distribution de sa production en dehors de la commune de Mabayi. Une bouteille se vend 5.000 FBU, et le chiffre d'affaires est de 20.000 FBU par jour.

Une approche marketing globale sur les fruits et produits dérivés aura des retombées positives sur l'ensemble de la filière

Proposition 4 – Appui à association de savonnerie

Description

Formation et micro-crédit à Association « SAVONNERIE » *SUKU* de 21 membres (femmes) :

Voir la fiche « Savonnerie » dans le rapport principal :

Forces <ul style="list-style-type: none">• Disponibilité de la matière première (huile de palme)• Association avec existence propre depuis 2001• Pro-femme : 100%• Très bonne organisation avec une présidente et un comité de direction• Capital : 5.000.000FBU (Cotisations 50.000FBU/membre selon les capacités)	Faiblesses <ul style="list-style-type: none">• Pourquoi n'arrive-t-elle pas à emprunter auprès d'une IMF ? Evaluation complète nécessaire y compris chiffre d'affaires et coûts de production (due diligence à faire par l'IMF)• Cherté du matériel,• Transport très cher (Bujumbura - Buganda),• Pas de machine pour la transformation des graines du palmier à huile
Opportunités <ul style="list-style-type: none">• Implantation d'une unité artisanale de savons : équipements, matériel• Formation de l'association en techniques modernes, renforcement de capacité en management• Matières premières : Achat de l'huile des noix de palme, colorant bleus, gris, fût, balances, couteaux, table de coupe, moule/bac	

Impact attendu :

Création d'emplois, accroissement de revenus

Proposition 5: Soutien aux exploitants miniers

Description: Des orpailleurs sont installés de manière anarchique entre Mugina et Mabayi ainsi que dans la région de Rugombo. Ils travaillent essentiellement pour des intermédiaires qui eux-mêmes revendent la production à des bijouteries et orfèvres.

Les taxes de l'exploitation de l'or représentent entre 3 et 5% des recettes totales des communes de Mugina, Mabayi et Bukinanyana : A Rugombo, elles sont négligeables, à moins de 1%. Le ministère de l'Environnement a récemment (2009) interdit l'orpaillage, mais nous avons pu constater sur le terrain que cette activité continue de plus belle. Les ressortissants de la province sont connus dans tout le pays pour leur savoir-faire dans l'extraction d'or, et se retrouvent jusqu'à Musigati, Province Bubanza.

Projets éligibles :

- Amélioration des conditions de production : financement d'équipements
- Financement d'une mine au profit d'une association
- Encadrement et formation avec le ministère des Mines et de l'Environnement

Forces Activité occupant près de 200 personnes dans la province Solidarité apparente, une certaine organisation	Faiblesses Anarchie Manque de transparence Risques élevés
Contraintes Accès au crédit Activité interdite par le ministère de l'Environnement	Opportunités Formation y compris en matière environnementale Fédération des orpailleurs à mettre en place avec CAPAD ou CASOBU Microcrédit et assurance

Impact attendu :

- Augmentation de la production se traduisant par un accroissement des recettes pour l'Etat avec entrées de devises
- Sécurité améliorée pour les orpailleurs
- Meilleure santé

Proposition 6 – Le miel

Description :

Soutien à la commercialisation du miel produit à Cibitoke. Voir le rapport global miel dans le document final.

Forces <ul style="list-style-type: none">• Reconnu comme créneau porteur par les autorités• La Province a plus de 20.000 ruches• Activité organisée	Faiblesses <ul style="list-style-type: none">• Hormis l'association Ben Yossef, activité invisible (pas vendue sur le marché)
Contraintes <ul style="list-style-type: none">• Activité artisanale	Opportunités <ul style="list-style-type: none">• Augmentation des commandes de tabliers, chapeaux et gants chez les tailleurs• Accroissement des revenus

Impact attendu :

Accroissement des ventes, professionnalisation.

Proposition 7- filière cuirs et peaux

Description: Le Burundi exporte environ 400 tonnes de peaux par an (contre 1500 tonnes avant la crise), sous forme de peaux séchées et de plus en plus, en « *wet blue* » (environ 10%, voir la section sur la filière).

Forces La province produit environ 14 % de la production nationale. Les transports sont bien organisés vers la capitale	Faiblesses Manque de maîtrise de collecte et conservation de peaux
Opportunités <ul style="list-style-type: none">• Accroissement des revenus• Formation avec AFRITAN• Valeur ajoutée, injection de fonds dans l'économie (3 à 4 milliards de FBU pour Cibitoke)• Sécurisation du cash flow par du microcrédit : Chaque collecteur a environ 500.000 FBU de cash flow par mois x 50 personnes environ	

Sous-Proposition : Filière Viande

Description: Appui aux bouchers afin d'améliorer les conditions d'hygiène et accroître la productivité. Le Burundi a produit 16.000 tonnes de viande en 2005³² et la demande va augmenter avec l'accroissement du revenu par tête.

Forces Utilisation de produits locaux Demande en hausse (environ 3% par an)	Faiblesses Coûts de démarrage élevés Manque d'hygiène
Opportunités <ul style="list-style-type: none">• Travail avec associations de bouchers• Elévation des standards• Amélioration des conditions de production et de conservation• Coordination nécessaire avec FIDA	

Impact attendu :

Accroissement des revenus

32 Banque mondiale, ibid

Proposition 8: Filière avicole

D'après les PCDC, la province aurait un total de 57.524 volailles. Les chiffres de la FAO³³ sont plus modestes, mais permettent de penser que la production de la province de Cibitoke se situe autour de 5% de la production nationale (1.119.020 têtes).

Notre visite sur le terrain n'a pas permis de voir des fermes modernes assurant l'approvisionnement de marchés de manière structurée. Par contre, il est communément admis que plusieurs ménages ont des poules.

Forces Coût faible de démarrage, à partir d'autres programmes de bailleurs de fonds (dons d'animaux) Peu de formation nécessaire Génération rapide de revenus Production de « manure » et engrais naturel	Faiblesses Manque de connaissance sur les espèces (pondeuses/reproducteurs?) Manque de statistiques fiables sur la production et la commercialisation Manque d'organisation de la production Coûts de production élevés (nourriture)
Contraintes Viande de poulet arrive en 4ème position après le bœuf, la chèvre et le porc Demande: Aucun des interviewés n'a formulé le souhait de se lancer dans cette activité	Opportunités Identifier les créneaux sur la capitale

Impact attendu :

Accroissement des revenus de la population

33 FAO Décembre 2008, Tharcisse Sebushahu

Proposition 9:
Les services et le petit artisanat

Les petits métiers, nés de la crise ou non, foisonnent dans la province. Il s'agit de : petits coiffeurs, tailleurs, vendeurs, soudeurs, cordonniers, réparateurs de vélo ou de radio, rechargeurs de batterie (pour l'électricité dans les collines), taxi-motos, transporteurs de nourriture pour le bétail, fabricants de tuile et matériaux de construction.

La profession est jeune, l'âge moyen de la profession est de 25 ans, le revenu est faible (20 à 30.000 FBU/mois) et pratiquement entièrement englouti dans le loyer et la nourriture. L'auto-entrepreneur emploie rarement des employés, mais se met parfois en association (coiffeurs, menuisiers). La profession évolue peu du fait du manque d'investissement pour accroître l'affaire.

Les artisans paient des taxes municipales et sont en mesure de se prendre en charge. Ces activités sont en lien direct avec l'économie provinciale, et nationale, mais il faudrait que les artisans se fédèrent plus pour réaliser des économies d'échelle notamment pour l'achat d'intrants.

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage rapide, sur le tas • Faible capital de démarrage (possibilité de louer le vélo ou prendre des marchandises à crédit une fois que l'on a établi une relation de confiance) • Capacité de se prendre en charge rapidement • Vendeuses: pro-femmes 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu d'évolution, risque de végéter • Faibles revenus dégagés • Métier de subsistance;
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Excellente santé physique requise 	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Motorisation de la profession de transporteur de nourriture de bétail • Formation et renforcement de capacité avec le CAPAD

Proposition 10 Musée de guerre – souvenir

Projet: Un musée de la Première Guerre Mondiale à Cibitoke où sont enterrés 10 soldats allemands et 28 soldats burundais ayant combattu à leurs côtés.

Retombées: AGR dont hôtel, restaurants et boutiques de souvenirs.

Financement: Province Cibitoke, Ministère de la Culture, du Tourisme, Ambassade d'Allemagne (à confirmer), PNUD (un tiers chacun), avec parts à vendre à des particuliers à la fin du projet

Coûts estimatifs:

Terrain	A fournir par la Province
Bâtiment	\$100.000 (une salle simple avec matériel didactique, casques) avec une
	véranda-café
Équipement	\$60 à 80.000 (ameublement, équipement de communication, matériel didactique sonore, visuel, site Internet)
Fonds de roulement:	Personnel, publications, cartes postales
Hôtel	Entrepreneur privé
Échoppes:	Photographe, vendeur de souvenirs, boutique de vêtements, artisanat
Viabilité:	Paiement de tickets de visite du musée et du cimetière, fréquentation du café.
Projet induit:	Circuit intégré avec les eaux thermales à la frontière avec le Rwanda)

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Originalité • Partenariat Public Privé • Nouvelle source de revenus • Intérêt de la Province et de l'Allemagne • Intérêt avant la crise pour le site, visité par des touristes occidentaux 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Terrain à trouver auprès de la commune • Durée de démarrage: 2 à 3 ans • Vérifier si ce sujet est « sensible » politiquement • Etude de faisabilité détaillée nécessaire
<p>Opportunités et impact attendu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois dans le tourisme (une centaine, du guide aux employés d'hôtels et boutiques) • Produits dérivés : TShirts, casquettes, miel, jus « du Musée » • Utilisation de produits locaux (fruits et légumes) • Internationalisation • Création d'ouvrages sur le musée et l'histoire • Valorisation du travail des historiens burundais • Travail pour les imprimeries 	

- Site existant, fréquenté par des touristes avant la crise
- Intérêt des autorités: Entretien du site, gardien payé par les autorités.
- Intérêt de l'Allemagne: L'ambassadeur entretient des liens avec la commune pour valoriser ce site
- Mémoire, histoire, culture
- Partenariat public-privé
- Formation du personnel
- Rentabilité
- Gestion par les populations
- Création d'un pôle de développement, avec exonérations fiscales et micro-crédit aux entreprises qui s'y installeront (vente de souvenirs, etc.)
- Proximité de la capitale (1h) et de la frontière rwandaise
- Implication de plusieurs compétences: Ministère de la Culture, du Tourisme, historiens burundais, allemands, financements mixtes

ANNEXE - RESULTATS D'ENQUETE SUR LE TERRAIN

a) Durée l'activité

	Moins d'un an	Un à 5 ans	5 à dix ans	Dix à 20 ans
%	17%	42,00%	25,00%	17%

Note: la plupart des personnes en activité depuis un à cinq ans sont jeunes; cette situation correspond également bien à la sortie de crise.

b)Qualité: La majorité des personnes interrogées est dans la catégorie « auto-entrepreneur »

	Auto-entrepreneur	Salarié	Employeur
%	88,00%	2,00%	10,00%

.c) Sources de financement

	Auto-financement	Crédit amis/famille/employeur	Microfinance
%	90,00%	10,00%	

Capital de démarrage

	<50.000	50-100.000	200.000>	N/A
%	67,00%	13%	7,00%	13%

• **REVENUS DE L'ACTIVITE**

Recettes journalières	5000 max	10 à 15000	20.000	30.000	40.000	50.000
Bouchers		X	X	X		X
Agro-transformateur						X
Vendeurs	X	X	X			
Tailleurs/coiffeurs	X					
Cultivatrice	X					
Grossiste				X		X
Menuisier	X					
Restauratrice			X	X		
Transporteur	X	X				
Total	32%	17%	17%	17%	0%	17%

Ne figure pas le fonctionnaire qui est payé par l'Etat autour de 90.000 FBU

LISTE DES INTERVENANTS CIBITOKÉ

		Mabayi	Rugombo	Bukinyana	Buganda	Mugina	Buganda	Murwi
PTRPC/ FIDA	Agriculture ; Elevage Environnement							
FAO	Agriculture Sécurité Alimentaire						X	
PRDMR/ FIDA	Agriculture, élevage, habitat, éducation adultes	X	X	X		X	X	
CED/ CARITAS BURUNDI	Agriculture Sécurité Alimentaire	X	X	X	X	X	X	X
PAM		FFW	X					FFW
CONCERN	Agriculture					X	X	
ISABU	Agriculture							
PARSE				X				
ADDF	Appui aux associations des femmes	X						
CNDDR	Réinsertion, réintégration		X					
PRDMR:					X			

Par ailleurs, COSPEC est présente dans toutes les communes et COOPEC dans certaines localités.

Les réalisations du projet «PBF» dans les trois provinces

Début 2008, le FNUAP a financé à l'aide de fonds PBF pour 153 millions de FBU des projets pour les jeunes de 18 à 30 ans à Bujumbura Rural. Ce projet est en cours d'évaluation et ses conclusions attendues d'ici début 2010.

Le projet PBF, par UNIFEM, a également financé des associations de femmes à Bubanza (toutes les communes), Bujumbura Rural (Isale, Kanyosha, Mutambu et Muhuta) ainsi que Cibitoke (toutes les communes, comme suit:

- Bubanza : Production artisanale de l'huile de palme (Commune MPANDA, Musenyi)
Fabrication artisanale du savon (Commune MPANDA, Musenyi)
- Bujumbura rural : Horticulture (Commune KANYOSHA)
Fumage de poisson (Commune Mutambu, Gitaza)
- Cibitoke : Fabrication du vin et jus d'ananas (MABAYI)
Fabrication de la farine complète (MUGINA)
Fabrication artisanale du savon (RUGOMBO. Cette activité novatrice, qui n'est pas du microcrédit, a été appuyée pour aider les femmes à diversifier vers des secteurs non-agricoles)

Un appui financier sous forme de crédit de près de 500 millions FBU a été apporté aux AGRs (microcrédits) à un total de 422 associations, comme suit:

Province	Nombre d'associations	Membres	Montants accordés (FBU)
Bubanza	174	4017	201182 600
Bujumbura Rural	119	4163	176529 600
Cibitoke	129	3047	120387000
Total	422	11227	498099200

Les domaines concernés sont le petit commerce, les produits vivriers, la culture des légumes, la restauration, l'agri-élevage et la transformation agroalimentaire, la couture, ainsi que l'artisanat (savonnerie, briqueterie, tuilerie, boulangerie). L'un des bénéficiaires, l'association *Nikowine*, qui fabrique du vin d'ananas à Mabayi (Cibitoke) a actuellement du mal à écouler sa production et a indiqué avoir besoin d'un soutien marketing pour toucher une plus grande clientèle.

Le projet a par ailleurs fait la promotion de l'utilisation des foyers améliorés dans le milieu rural, y compris les communes Buterere, Kamenge, Musaga et Kanyosha de Bujumbura Mairie, 1375 artisans/vulgarisateurs et 114 femmes représentant les réseaux des associations féminines ont acquis des connaissances pratiques de construction et d'utilisation des foyers améliorés.

Le projet a été clôturé le 30 juin 2009 et ses atouts ont été présentés lors d'un atelier les 8 et 9 décembre 2009, comme suit:

1. Les organisations féminines se sont organisées en 26 réseaux ou collectifs communaux pour constituer un mouvement féminin local fort qui renforce le pouvoir et le leadership décisionnel féminin.
2. Toutes les associations féminines et leurs réseaux ont été notariés pour bénéficier d'une reconnaissance juridique avec tous les avantages que cela comporte.
3. L'octroi des crédits est passé par des Institutions de Microfinances : CECM et (Bubanza et Bujumbura rural), MUTEK (Bubanza) COSPEC et FENACOBU (Cibitoke). Ces IMFs ont bénéficié des fonds de garantie du projet (Fonds PBF) à cette fin et assurent donc le recouvrement.
4. Une assistance visant notamment (i) la réactivation des économies et réinsertion des femmes vulnérables ; (ii) l'intégration des femmes très vulnérables dans les associations ou création de nouvelles associations a été accordée à 250 femmes vulnérables par province qui ont reçu des kits de subsistance composés de divers articles avec une valeur de 120 000 FBU par individu.
5. Un appui technique aux organisations, en termes de formations, a été aussi fourni à 4525 femmes.

Thèmes	Nombre de personnes formées
• Organisation et gestion des associations	1047 femmes
• Identification, élaboration et gestion des microprojets	1122 femmes
• Entrepreneuriat, leadership féminin et gestion des conflits	720 femmes
• Autonomisation économique de la femme, genre&développement	897 femmes
• Suivi et évaluation des microprojets	739 femmes

Recommandations

Les propositions individuelles sont détaillées dans chaque rapport provincial. En résumé, il s'agit pour le PNUD, de soutenir l'existant tout en gardant un œil sur l'innovation. L'existant consiste à financer l'agriculture par des crédits-campagnes, des projets agro-industriels, soutenir les contrats entre associations et industrie (par exemple, échange de récolte contre manure). L'élevage pourra être soutenu dans certaines zones à avantage comparatif (Cibitoke et Bubanza). Les petits métiers dans les services (transport, commerce de vivriers, restauration, hôtellerie, etc.) et le tourisme seront également financés, ils sont les plus susceptibles d'intégrer des volets innovants.

Agriculture et élevage

- Formation d'associations de producteurs dans la gestion et le montage de projets (avec CAPAD et autres).
- Micro-crédit aux associations/microentreprises pour démarrer des pépinières, financer les intrants et fertilisants agricoles, ainsi que les produits sanitaires pour le bétail : par exemple, financement d'une unité de fabrication d'aliments pour le bétail.
- Formation technique et voyages d'études dans la sous-région.
- Initier un projet d'importation de géniteurs de race améliorée avec une association d'éleveurs.
- Au niveau communal : organiser des activités HIMO pour l'aménagement des bassins versants.
- Organiser la circulation de l'information sur l'élevage (radio, etc.) en coopération avec les autorités et les autres partenaires au développement (Banque mondiale, FIDA, FAO, BAD).

Services

- Micro-crédit pour financement d'associations dans le transport, la restauration et l'hôtellerie.
- Prise de participation dans des projets d'éco-tourisme (Batwa), de musée à Cibitoke (avec l'Ambassade d'Allemagne et la Province) et médico-touristique à la frontière avec le Rwanda (cures thermales).

Agro-Industrie

- Micro-crédit pour financement d'associations dans la transformation : savonneries, fruits, etc.
- Prise de participation dans des petits projets de transformation agricole (tomates, jus de fruits, fruits séchés)

Plan d'action

1. Sélectionner les secteurs prioritaires par créneaux porteurs.
2. Contacter COOPED, CECM et WISE pour mettre en place une ligne de crédit
3. Travailler avec le CAPAD et CASOBU pour qu'ils encadrent les associations et montent des projets à financer. Pour ce faire, signer un accord de partenariat avec feuille de route détaillée.
4. Mécanisme de mise en place du fonds de participation dans les entreprises éthiques :
 - Simple dotation d'un fonds logé au PNUD d'un montant initial de \$300 à 500.000, durée 3 ans
 - Mise en place d'un comité interne d'investissement
 - Publicité dans la presse nationale et internationale : Caution morale du PNUD permettra d'attirer des investisseurs individuels occidentaux, multipliant les fonds
 - Prise de participation maximum de 30% par le PNUD
 - Retrait du PNUD au bout de 3 ans, cession des parts au projet ou à des nationaux en priorité.

Microfinance et micro-assurance

L'une des raisons majeures de détournement de fonds du micro-crédit est la maladie³⁴. En effet, dès qu'il subit un coup dur, l'emprunteur tend à utiliser les fonds empruntés pour faire face à cette situation. Il s'agit ici de proposer à tout emprunteur auprès d'une IMF soutenue par le PNUD, une micro-assurance correspondant à ses besoins, en deux phases:

- Assurance ou mutuelle santé, par un partenariat entre le PNUD, l'IMF, et une société d'assurance locale. La compagnie AIG couvre ainsi 1,5 millions de personnes en Afrique australe (dont l'Ouganda, la Tanzanie, et le Malawi)
- Assurance récolte ou production pour ceux qui seront entrés en phase de maturité (deux à trois ans de relation bien établie avec l'IMF). Ceci permettra aux bénéficiaires de sécuriser leur production et d'avoir la certitude que leurs pertes seront limitées chaque récolte. Des compagnies d'assurance sont spécialisées dans le domaine et calculent elles-mêmes leur risque.

Les avantages sont, outre le renforcement d'une relation de confiance, l'épargne et le développement d'un marché financier et de capitaux. Le rôle du PNUD est de servir de caution morale et rassurer à la fois les bénéficiaires que les intervenants (IMF et assureur).

Fonds d'investissement éthique

Le fonds d'investissement vise des entreprises à forte rentabilité avec un chiffre d'affaires annuel projeté minimum de 30.000.000 FBG. En effet, les Très Petites Entreprises (TPE), considérées comme trop risquées, sont confrontées au manque crucial de financement à leur démarrage. En outre, une prise de participation du PNUD dans leur capital aura un

34 Etude BIT 2007

effet multiplicateur en leur permettra de bénéficier de formation et conseils de gestion. Au bout de trois années, le PNUD sortira du capital et vendra ses parts avec une préférence aux investisseurs burundais. Un autre effet attendu sera la création d'un marché de capitaux avec la vente des actions. Le modèle du fonds est basé sur la conviction que les PME sont le moteur de la croissance au Burundi comme ailleurs en Afrique. Pour créer des PME, il faut renforcer les TPE.

Enfin, l'apport de capitaux frais qui ne sont pas de la dette constitue un avantage majeur. Il est proposé ainsi au PNUD de se retirer après une durée moyenne de trois ans dans tout investissement après avoir retiré sa mise initiale, augmentée de la valeur actuelle nette pour dépréciation du capital au taux de change prévalant au moment de la sortie de l'investissement. Tout excédent répartira alimenter le « Fonds », afin de financer plus d'activités et payer le « Fund Manager ».

Exemples:

Première étape: fédération « obligatoire » des bénéficiaires

Les transporteurs de fourrage à bétail ont individuellement un chiffre d'affaires (CA) quotidien de 15.000 FBU en moyenne. Sur une base de 6 jours ouvrés/semaine, le CA mensuel de chaque transporteur est de 360.000, et de 4.000.000 FBU par an. Ils ne seront éligibles à une prise de participation du Fonds PNUD que s'ils créent une asbl ou une TPE à 7 membres minimum = CA de 30.000.000 FBU. L'investissement permettra d'acheter de nouveaux équipements, de mieux organiser la profession par des économies d'échelle, éventuellement acheter un lopin de terre pour y planter les herbes, construire des locaux pour conserver l'équipement et stocker une partie de la production.

Deuxième étape: Comment attirer des investisseurs?

Sur une base de 200 personnes exerçant ce métier dans la zone de Gihanga, le CA potentiel de la profession est de 800 millions FBU, soit environ 650.000 dollars³⁵, ce qui représente un montant suffisamment élevé et susceptible d'intéresser des investisseurs souhaitant investir dans le sous-secteur de l'agro-industrie au Burundi pour une période de trois ans en moyenne. Par la publicité dans la presse spécialisée locale et étrangère, le PNUD attirera des investisseurs souhaitant s'impliquer dans le développement, et rassurés par la présence du PNUD..

Montage du fonds: Dotation initiale de \$1.000.000 pour les trois provinces

Portefeuille « Agroalimentaire »:

- Fourrage de bétail (transporteurs)
- Transporteurs de lait
- Restauration (vendeuses de lait, nourriture)
- Vendeuses de vivriers
- Boucheries modernes
- Savonneries

35 Sur une base de \$1 = 1230

Portefeuille « Tourisme »: \$200 à \$250.000

- Gîte rural Batwa
- Musée de la mémoire Rugombo

Le Fonds mettra l'accent sur les TPE à fort potentiel, avec un avantage comparatif dans le domaine agricole, énergétique, de la construction, tourisme, technologies de l'information et agro-industrie.

Le Fonds aura une durée de vie de 5 ans (+1 an) de période d'investissement et 10 ans (+2 ans) de durée de vie totale. Il prendra des participations comme suit: Au maximum 10% dans un portefeuille, 25% dans une seule industrie/secteur.

◦
Profil visé:

3. Associations ou TPE existantes ou nouvelles, avec une orientation régionale et capable de développer des synergies;
4. Privées au moins à 51%;
5. Avec des recettes comprises entre FBU 30-100 millions;
6. Avec une orientation à l'export ou générant des devises (tourisme).

Secteurs:

1. Agribusiness;
2. Ressources naturelles renouvelables (biocarburants, ressources naturelles);
3. Transport;
4. Telecoms;
5. Tourisme;
6. Savonnerie et autres industries.

Le Fonds a une rentabilité d'au moins 20%

Plan de gestion

Le plan de gestion comprend un manager, un conseil d'administration, un conseil de conformité et un comité d'investissement. Le CA se réunira au moins une fois tous les six mois.

Le comité d'investissement comprendra trois (03) membres y compris au moins un représentant du secteur bancaire. Le manager sera payé 2.25% des premiers 1 MUSD engagés et 2% de fonds supplémentaires (provenant des investisseurs). Le coût de lancement du Fonds (y compris la publicité) est de 1% des engagements d'investissement, financés par le Fonds. Des mécanismes de sortie seront mis en place pour chaque investissement et l'on veillera à vendre les parts aux nationaux.

Gestion de la liquidité

Le Fonds veillera à ce que le tirage des fonds se fasse de telle sorte que sa liquidité soit préservée.

◦

◦

Bibliographie

1. Banque mondiale CPR – Cadre de Politique de Réinstallation des Populations, Rapport Final, 22 mars 2009
2. FAO – Secteur de la Pêche : Cadre stratégique d'interventions à moyen terme au Burundi pour la période 2010-2014
3. FNUAP – Evaluation du 6^{ème} Programme de Coopération – République du Burundi 2005 - 2007
4. Prix Agricoles et Incitations à la Production, Mars 2001, Oda SINDAYIZERUKA
5. Possibilité d'intégration et d'accroissement des ressources pour les minorités; Cas des Batwa, Jean-Jacques MITAKA
6. République du Burundi: Opérations stratégiques pour le programme-pays, version provisoire, 26 mai 2008
7. ISTEEBU – Burundi, les chiffres clés de l'économie (non daté)
8. République du Burundi: Programme d'Actions Prioritaires de Mise en Oeuvre du CLSP 2007-2009
9. Intracen: Etude de l'Offre sur les Articles d'Urgence et les Services de Transport, Juin 2006
10. République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Cellule de Réalisation de l'Etude de Développement de l'Elevage dans l'Imbo, Mai 1998
11. PNUD – Competitive Sector Analysis (Burundi), April 2008
12. WFP – Food Security Analysis Burundi, December 2008
13. PCDC de 19 communes dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke
14. CURDES - La diversification, une stratégie incontournable pour la survie des populations rurales au Burundi, Jean-Jacques MITAKA
15. Étude de la Performance des Filières Agro-Industrielles, Décembre 1998, Oda SINDAYIZERUKA(CURDES)
16. CURDES - Les Coopératives comme l'un des moyens de développement socio-économique, 1999, Christiane NDENI
17. IDEC - Ministère du Commerce: « Quelles Stratégies pour le Développement Industriel Burundais? » Emmanuel BAKURUKU
18. Document de Travail 2007/5/CP, Mars 2007, « Relance du Secteur Manufacturier », Stéphanie CISHAHAYO (IDEC)
19. Statistiques du Chômage, Joseph NTAKABANYURA, Août 2008 (IDEC)
20. Première Vice-Présidence de la République du Burundi: « La Commune, Référence de la Décentralisation et de la Gouvernance »
21. Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix au Burundi – Document de Projet 2009
22. Rompre le cercle vicieux: Une stratégie pour promouvoir la croissance au Burundi (Banque mondiale 2008)
23. FAO – Burundi Poultry Sector Review October 2008
24. Etude technique sur les activités génératrices de revenus relatives aux petits métiers ruraux, Rapport final juillet 2009
25. Etude du secteur de la banane – Observatoire des Filières Agricoles, Theodomir Kishirumuhirwa
26. Etude sur les opportunités d'emploi et les offres de formation professionnelle en faveur des ex-enfants soldats (Volet

Liste des personnes rencontrées

(*)

NOM	SOCIETE/ORG	TITRE
1. Eric DONNIN	Union Européenne	
2. Stéphan FOX	Union Européenne	
3. Catherine CRAENEN (Dr)	Ambassade de Belgique	Attachée à la Coopération
4. Marie-Louise KAMIZAKI	WISE	Directeur général
5. Marie-Louise NSAMBIYUMVA	CECM	Directeur général
6. Nicaise EHOUE	Banque mondiale	Agroéconomiste
7. Ingo VICENS (* par téléphone et email)	SAVONOR	Directeur
8. Evariste NGAYEMPORE	OCIBU	Directeur général
9. Gilles VAUBOURG	Coopération française	Conseiller de Coopération et Action Culturelle
10. Espérance MUSIRIMU	FIDA	Responsable, Gouvernance Locale
11. Yves MINANI	FIDA	Coordonnateur
12. Gérard NDABEMEYE	Ministère de l'Agriculture	Directeur général de la planification
13. Robert NKERAMININGO	BCB	Directeur Commercial
14. David MANIRAKIZA	BCB	Chief Unit ONG
15. Laurent NKURIKIYE nkurilaurent@yahoo.fr	SOGESTAL	Directeur Général de la Sogestal Mumirwa et Président du comité des ventes du café
16. Herménégilde NDIKUMASABO	Chambre de Commerce	Président
17. Damien MBONICUYE	Ministère des Mines	Ingénieur des Mines
18. Joseph NDAYIKEZA	Ministère des Finances	Directeur de Cabinet
19.	AFRITAN	Directeur général
20. Jeanne d'Arc MUHEBERUSONI	AFRITAN	Directrice Commerciale
21. Samson NINTERETSE	Interbank	
22. Nicole MARTIN (Dr)	GTZ	Responsable GIRE
23. Placide APPALO	GTZ	Coordonnateur projet eau potable (Musigati et autres)
24. Marie KIGOMA	FRUITO	Directrice
25.	Gihanga	Administrateur
26. Yves NTIVUMBURA	Banque Centrale du Burundi	Supervision Microfinance
27. Edouard MDAYISENGA	Mpanda	Conseiller Technique Commune
28. M. Gordien KANDJORI	Gihanga	Administrateur
29. Catherine SCHILLINGER	CARITAS Belgique	Responsable de projet
30. Yann CAPPINI	CARITAS Belgique	Consultant
31. Philippe DELERS	FSD – Coopération française	
32. Annick BEZIBERA	CAPAD	Coordinatrice
33. Lambert BANGURAMBONA	Association de manioc Kanyosha	Président
34. Tel 79583544		
35. Patrice FAYE	Association Herpitologique	Président
36. Evariste NIYOKINDI	Association de riz	Président

Tel 79 974752	Mugongo Manga	
37. Gédéon BASEKAKARIYO, Tel 79993255		Président association de maraîchers
38. Zenon NDARUVUKANYE	Bujumbura Rural	Gouverneur
39. Floride NIYONIZIGIYE Tel 79857 050	Mugina	Présidente association femmes (tomate roma)
40. Simon BIZIMUNGU	Gouverneur Cibitoke	Gouverneur
41. Françoise NSHIMIRIMANA	CASOBU – Collectif Associatif	Coordinatrice
42. Léonie NZEYILE nzeyile@yahoo.fr Tel : 79902470	Ministère de l'Agriculture, Direction de la Pêche et la Pisciculture	
43. Ibrahim ZAYMAN	AVPOMAMBU – Association des vendeurs de poissons du marché de Bujumbura	Président
44. Augustin MPAWENIMANA Tel 79 96 35 96	Kabezi	Conseiller Techniques

Annexe 1 – questionnaire

- Combien de personnes êtes vous dans votre ménage?
- Travaillez-vous? Si oui, êtes vous:
 - Salarié
 - Employeur
 - Autre
- Avez-vous travaillé au cours de ces douze derniers mois?
- Dans quoi?
- Combien gagnez-vous?
- Que faisiez vous avant la crise?
- Quel est votre budget:
 - Nourriture
 - Fêtes et cérémonies
 - Education (minerval et autres)
 - Santé
 - Autres
- Avez-vous un moyen de locomotion?
- Quels sont vos biens?
- Maison (taille?)
- (bétail - agriculture)
- Avez-vous accès à la terre?
- Taille de l'exploitation?
- Que produisez-vous? Pourquoi?
- Moyens de production?
- Niveau éducatif?
- Téléphone? Portable? Fixe?
- Radio?
- Autre moyen de communication
- Accès au crédit

Annexe 2 – Projets CAPAD
(déjà fournie séparément)